



Dame Aubry, seuls & uniques héritiers de Jean-Martin Aubry, la totalité des fonds immeubles, du mobilier & des fruits que ces deux sortes de biens ont produits, avec les intérêts de ces fruits du jour de la demande & tous les titres de propriété; c'est ce qu'ils demandent à la Cour & ce qu'ils attendent de sa justice, avec dépens.

*M. DE VERTIERES, Conseiller-Rapporteur.*

*M<sup>e</sup> VIEL, Avocat.*

---

Au Port-au-Prince, de l'Imprimerie de MOZARD, 1788.

*Dubois, trésorier de Leg. Rivière*

*1789.*

*1789.*

# M É M O I R E

P O U R

LES SIEUR ET DAMES

C A R A D E U X,

*Habitans au Cul-de-Sac;*

C O N T R E

LES SIEURS ET DAME

A U B R Y,

D E T O U R S.

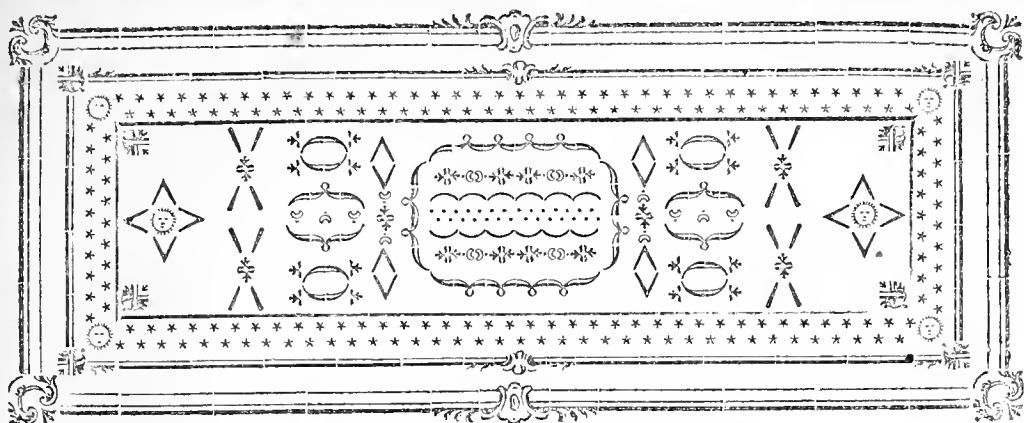
Me. G \* DUBOIS \*

:S:G.D:Fil: Aîné:

1789

100





# M É M O I R E

POUR le Sieur CARADEUX aîné, les Dames LATOISON de ROCHEBLANCHE, de CHATEAUBLOND, & des MORNAIS, Habitans au Cul-de-Sac ;

*SERVANT de réponse à celui imprimé pour les Sieur & Dame AUBRY, demeurants à Tours ;*

EN PRÉSENCE du Sieur CARADEUX DE LA CAVE, du Sieur GRAND-HOMME DE GIZEUX, & de la veuve HUDIN.

LE premier devoir de ceux qui sont chargés de préparer les décisions des Tribunaux est incontestablement de leur présenter la vérité ; souvent & trop souvent cependant la mauvaise foi l'enveloppe & cherche à la déguiser. Des faits passés dans les ténèbres, des combinaisons préparées artificieusement, des actes mal conçus, des rapports trompeurs, des circonstances produites par le hasard & attribuées à une cause positive, des assertions, des conséquences hardies, répandent quelquefois sur une vérité précieuse un nuage impénétrable. La justice qu'il falloit instruire, & non pas séduire, est égarée ; l'innocence succombe ; l'erreur ou le crime triomphent.

Mais il est rare & peut-être sans exemple, que sur-tout dans un procès de la nature & de l'importance de celui qui nous occupe en ce moment, qui réside presqu'entièrement dans des faits qui se sont succédés depuis plus d'un siècle, dont une partie a eu pour témoins une multitude de personnes encore existantes, dont l'autre est fixée par les actes les plus authentiques, on soit divisé sur tous les points & d'une manière aussi contradictoire que nous le sommes avec nos adversaires.

Celui qui aura lu leur Mémoire & qui prendra la peine de parcourir le nôtre, sera sans doute indigné de ce qu'on lui aura présenté avec la même assurance les deux faits absolument contraires; de ce que l'un lui affirmera par exemple, qu'un homme vivoit encore en 1723, lorsque l'autre a affirmé qu'il étoit mort dès 1703, tandis qu'il existe vraiment une preuve légale de ce fait, tandis que cette preuve est rapportée, tandis qu'il suffit de favoir & vouloir lire pour s'en convaincre.

Mais l'étonnement du Lecteur cessera, il ne sera pas même embarrassé sur le choix des deux versions, lorsque nous lui aurons fourni quelques preuves de la légèreté incroyable avec laquelle on s'est permis d'écrire dans cette affaire, tout en annonçant qu'elle étoit *peut-être la plus intéressante par la valeur de son objet dont la Cour se fût jamais occupée.*

Fidèles à nos principes & à nos devoirs, nous ne nous laisserons pas ainsi entraîner par le désir de trouver dans les faits & dans les actes, ce qui n'y fut jamais; nous n'y ajouterons rien; nous n'altérerons pas ce qui y est; nous n'avancerons que des vérités, & nous n'en tirerons que des conséquences vraies. Loin de nous le triste & méprisable avantage d'en avoir imposé pendant quelques instans; il est versatile comme le mensonge qui l'obtient.

Le Sieur Jean-Martin Aubry mourut au Cul-de-Sac, le 27 Février 1763. Il laissoit plusieurs habitations dans ce quartier & dans celui de Léogane. Les scellés y furent apposés le même jour 27 Février, à la diligence du Procureur du Roi, *informé du décès du Sieur Aubry, par M. de Saintard* Conseiller au Conseil-Supérieur du Port-au-Prince.

Le testament du Sieur Aubry n'étoit pas encore connu, du-moins on en ignoroit les dispositions; mais ce qui étoit notoire dès-lors, c'est que les enfans du Sieur Caradeux étoient ses héritiers présomptifs, & que cette succession leur étoit dévolue, si le Sieur Aubry ne les en avoit pas exclus par ses dernières volontés. Il étoit aussi connu que la famille Caradeux ne devoit pas craindre cette exclusion, d'après les preuves journalières qu'elle avoit reçues de l'attachement du Sieur Aubry.

Il avoit recueilli par le décès d'*Ursule Robineau*, sa femme, arrivé en 1761, l'effet de la donation réciproque qu'ils s'étoient faite par leur contrat de mariage. La famille la Toison étoit héritière de la Dame Aubry: sa mort avoit déchu ses héritiers de leurs prétentions à la fortune considérable dont les Sieur & Dame Aubry jouissoient. Mais les Sieurs la Toison espéroient encore que le Sieur Aubry, leur oncle par alliance, ne les auroit pas entièrement oubliés dans son testament, s'il ne les avoit pas appelés au partage de ses biens avec ses propres héritiers. Les Sieurs la Toison pouvoient d'ailleurs avoir des répétitions à former du chef de la Dame Aubry, leur tante, sur la succession du Sieur Aubry, si, par exemple, la donation n'eût pas été universelle.

Aussi voit-on assister à l'apposition des scellés du 27 Février 1763 M. de

Saintard, comme mari de la Dame la Toison : les Sieurs la Toison, ses beaux-frères, au nombre de quatre, & le Sieur Caradeux père, *ès noms & qualités, & pour la conservation des droits qu'un chacun d'eux peut amender dans les successions des feu Sieur & Dame Aubry.*

Le testament du Sieur Aubry éclaircit bientôt ces doutes. Les Sieurs la Toison se trouvèrent absolument déchus. Le Sieur Aubry affuroit au Sieur Caradeux père, la jouissance pendant sa vie, d'une terre dont il jouissoit déjà. M. & Madame de Saintard étoient légataires particuliers de 60,000 livres, que le Sieur Aubry vouloit *leur être délivrées aussitôt après sa mort.*

Le Sieur Aubry donnoit 10,000 livres à la Dame Saintard, *sa filleule.*

Il léguoit six mille livres à la Demoiselle Maillet, *sa filleule.*

Ces deux derniers legs sont remarquables. Nous en parlerons ailleurs.

Il donnoit 15,000 livres à la Demoiselle Goislin, demeurante chez lui.

Après plusieurs autres dispositions étrangères au procès actuel, le Sieur Aubry déclaroit *laisser le surplus de ses biens . . . . . à ses plus proches parens & héritiers du sang, pour le tout être partagé entr'eux par égales portions ; les nommant & instituant à cet effet pour ses véritables & légitimes héritiers, & légataires universels. . . .*

Enfin, M. de Saintard étoit nommé exécuteur-testamentaire.

Les dernières volontés du Sieur Aubry ne satisfirent pas les Sieurs la Toison. La Dame de Saintard, leur sœur, participoit à ses libéralités, mais pour une somme modique & infiniment au-dessous de la portion qu'elle pouvoit espérer si le Sieur Aubry l'avoit appelée au nombre de ses héritiers.

Le Sieur de Rocheblanche avoit épousé une Demoiselle Caradeux ; elle étoit du nombre des héritiers désignés par le testament ; & son mari étoit indemnisé, par là, de la privation qu'il éprouvoit personnellement.

Mais les Sieurs la Toison aîné, la Boule, & des Varreux, devoient voir avec peine cette succession opulente passer à la famille Caradeux ; & peut-on se persuader que si cette famille eût été étrangère au Sieur Aubry, comme on ose le soutenir, les Sieurs la Toison, eux qui s'étoient présentés à l'apposition des scellés, pour la conservation de leurs droits, eussent souffert que la famille Caradeux s'en emparât impunément ? Il faut bien peu connoître les hommes pour ne pas appercevoir que celui dont l'espérance est aussi cruellement déçue, ne voit pas sans humeur ceux qui se présentent pour en recueillir l'objet. Si l'intérêt avoit besoin d'un véhicule, en est-il de plus puissant que l'envie & la jalousie ?

Mais les volontés du Sieur Aubry étoient si claires, si positives, la parenté & le degré de parenté qui l'unissoit à la famille Caradeux, étoient si constants, si certains (on le verra bientôt) que cette famille n'éprouva & ne pouvoit éprouver aucune contradiction.

La délivrance des legs particuliers du Sieur Aubry fut ordonnée par une Sentence du 2 Mars 1763. Le 4, l'inventaire fut commencé à la requête de M. de Saintard, exécuteur-testamentaire; il fut fait par le Sénéchal du Port-au-Prince, en présence du Procureur du Roi, & contradictoirement avec le Sieur Jean-Jacques Caradeux, comme tuteur des Sieurs Jean-Baptiste & Laurent Caradeux, ses fils mineurs, avec Me. Terrien, Curateur de Marie, Marie-Louise & Louise-Amable Caradeux, mineures émancipées, & enfin avec le Sieur de Rocheblanche, comme nuri de Demoiselle Urfule Caradeux, tous six héritiers chacun pour un sixième du Sieur Aubry.

Dans le cours de cet inventaire, M. de Saintard requit que les deniers trouvés dans la succession lui fussent délivrés jusqu'à concurrence des legs particuliers, que le Sieur de Rocheblanche restât personnellement dépositaire de 15,000 livres, pour exécuter les marchés faits par le Sieur Aubry pour l'Eglise de la Croix-des-Bouquets, & de pareille somme pour fournir aux frais funéraires & de justice.

Tout cela fut exécuté d'autorité de justice; l'inventaire fut continué à la requête de M. de Saintard, mais l'exécution testamentaire étant remplie par la remise de sommes suffisantes pour accomplir toutes les dispositions du testament, les héritiers, la famille Caradeux furent mis en possession de la masse de la succession, du consentement de M. de Saintard, & sans pr judiciair aux droits de personne.

Avant la fin de cet inventaire, on y vit paroître un Sieur Moisset, gérant les biens du Sieur Grand-Homme de Gizeux. Il étoit informé, disoit-il, que le Sieur de Gizeux avoit droit de prétendre une portion de l'hérédité du Sieur Aubry. Il se présentoit pour assister en son nom à l'inventaire & autres opérations, pour conserver ses droits.

Les Sieurs Caradeux & de Rocheblanche, résistèrent à la prétention du Sieur Moisset. La procuration qu'il exhiboit n'étoit pas en règle. Elle n'étoit pas donnée même au Sieur Moisset. Elle ne pouvoit s'appliquer à la succession du Sieur Aubry. Enfin, ils soutinrent que le Sieur de Gizeux, fût-il présent lui-même, ne pouvoit être admis qu'en prouvant son habileté à succéder; qualité, disoient-ils, qui n'est jusqu'ici reconnue, & c'est incontestablement, que dans les personnes des Sieurs Caradeux & de Rocheblanche. Ils conclurent, en conséquence, à ce que le Sieur Moisset eût à se retirer.

M. de Saintard dit que son office étant d'avertir les héritiers & de les faire jouir du bénéfice du testament, il se croiroit autorisé à appuyer les prétentions réclamées par le Sieur Moisset, pour le Sieur de Gizeux, s'il venoit armé de preuves d'une qualité suffisante, & de la filiation du Sieur de Gizeux; mais que sur le vu de la procuration, & attendu



qu'il n'avoit aucune connoissance *par titres* des qualités du Sieur de Gizeux en ladite succession, il déclaroit s'en rapporter à Justice.

Le Juge, attendu l'insuffisance de la procuration du Sieur Moisset, le déclara sans qualité, & ordonna qu'il se retireroit, sans néanmoins préjudicier aux droits & qualités que pourroit avoir le Sieur de Gizeux en ladite succession, lesquels lui demeueroient en tant que besoin réservés.

Les prétentions du Sieur de Gizeux reparurent bientôt d'une manière plus régulière & plus utile. Dès le 11 Février 1764, il somma les Sieurs & Demoiselles Caradeux de lui remettre le septième, à lui afférant dans la succession Aubry, comme *cousin-germain & héritier du sang*.

Le 22 Mars suivant, le Sieur de Gizeux forma sa demande. Elle avoit pour objet d'être reconnu *co-héritier avec les Sieurs Caradeux, pour un septième, étant tous parens au quatrième degré*. Il produisoit les titres sur lesquels il s'appuyoit.

Une sentence du 5 Avril assujettit le Sieur de Gizeux à en rapporter d'autres. Il en appela. Les Sieurs & Dames Caradeux furent contraints de se rendre à l'évidence du droit du Sieur de Gizeux, & aux titres qu'il rapporta sur l'appel. Ils renoncèrent au bénéfice de la sentence. Elle fut infirmée par Arrêt du 19 Mai 1754, & le Sieur de Gizeux envoyé du consentement des Sieurs & Demoiselles Caradeux en possession du *septième* de l'hérédité du Sieur Aubry.

Mais avant même que la réclamation du Sieur de Gizeux eût été formée, il s'en préparoit une autre qui ne tarda pas à éclore. C'étoit celle de la Dame Hudin, de la Rochelle. Dès le mois de Septembre 1764, elle avoit demandé, devant le Juge du Port-au-Prince, la délivrance du legs universel porté au testament du Sieur Aubry.

Ce procès, dont nous ferons ailleurs le détail, fut jugé définitivement par un Arrêt rendu sur productions, le 3 Juin 1767 ; il adjuga à la Dame Hudin un *huitième* de la succession Aubry, dont elle réclamoit la totalité. Elle se prétendoit seule héritière à l'exclusion de la famille Caradeux & du Sieur de Gizeux ; mais elle fut seulement admise à partager avec eux.

Cet Arrêt fut attaqué de toutes les manières, & la veuve Hudin en poursuivit l'exécution, sans avoir pu l'obtenir définitivement jusqu'en 1769 ; les débats ne cessèrent qu'à cette époque, & les Sieurs & Dames Caradeux jouissoient paisiblement depuis 1769, lors qu'au mois de Mai 1786, les Sieur & Dame *François Laurent & Perrine Aubry*, les ont traduits en la Sénéchaussée du Port-au-Prince.

Ils ont demandé que les Sieurs & Dames Caradeux eussent à justifier des titres en vertu desquels ils jouissent de la succession de Jean-Martin Aubry, & à les communiquer.

Que *faute de ce faire*, ils fussent condamnés à rendre compte & faire remise de tous les biens & des fruits.

Qu'eux Sieur & Dame Aubry fussent même autorisés à s'en mettre en possession.

La Dame de Saintard & son fils ont été assignés aussi pour assister dans l'instance & voir prendre contr'eux telles conclusions que de droit.

Une première sentence a renvoyé les Sieur & Dame de Saintard hors d'assignation, avec dépens. Une autre a appointé en droit sur les demandes contre les Sieurs & Dames Caradeux.

Appel de cette dernière, avant que les nouvelles Ordonnances eussent privé les Habitans de la Colonie de l'avantage d'être témoins eux-mêmes de la discussion de leurs intérêts, & du plaisir d'en recueillir la décision de la bouche même des Magistrats.

Les Sieur & Dame Aubry, après avoir saisi la Cour de cet appel, ont ralenti leurs poursuites pendant près de deux ans. Ils sembloient s'être rendus justice eux-mêmes, ou redouter celle qu'ils avoient à espérer, lorsqu'au mois de Juillet dernier, on a pour eux formé une tierce - opposition aux Arrêts rendus pour le Sieur de Gizeux & la Dame Hudin, les dix-neuf Mai 1764 & trois Juin 1767.

Bientôt après l'on a répandu avec profusion ce qu'on appelle un Mémoire, ce qui n'est qu'un libelle indiscret, où on se permet, ainsi que dans les nouvelles conclusions prises à la même époque, de changer contre la teneur même des procurations que l'on produit cependant, le plan & l'objet des prétentions annoncées d'abord par les Sieur & Dame Aubry, dans le premier Tribunal.

On ne demande plus aux Sieurs & Dames Caradeux les *titres en vertu desquels ils jouissent*. Ce n'est plus *faute de communiquer ces titres* qu'on veut les faire condamner à remettre tous les biens de la succession Aubry. Ce n'est plus l'intention & la volonté des parties elles-mêmes que l'on consulte, quoiqu'elles aient par leur procuration formellement déclaré à leur représentant qu'il ne devoit pas s'en écarter. Pour s'y conformer, il falloit attendre que les Sieurs & Dames Caradeux produisissent leurs titres, ou les forcer à reconnoître qu'ils n'en avoient aucuns. Cette marche étoit trop sage & trop lente pour la passion qui dirige aujourd'hui les Sieur & Dame Aubry. Elle n'eût pas laissé l'occasion de faire un libelle. On n'auroit pas pu se permettre de contester l'état même des auteurs des Sieurs & Dames Caradeux, si on eût attendu les preuves qu'ils vont en donner; on a préféré d'affirmer qu'ils n'en avoient aucunes.

On conclut donc aujourd'hui pour les Sieurs & Dame *François - Laurent & Perrine Aubry*, contre la *co-hérhé* Caradeux, le Sieur de Gizeux & la veuve Hudin.

1°. A ce qu'en adhérant à l'appel de la Sentence d'appointement, elle soit infirmée, & le principal évoqué.

2°. A ce que les Sieur & Dame Aubry soient reçus tiers - opposans aux Arrêts de 1764 & de 1767, & que ces Arrêts soient rapportés *comme surpris*.

3°. A ce que les Sieur & Dame Aubry soient déclarés seuls & uniques *héritiers & légataires* du Sieur Jean-Martin Aubry, & envoyés en possession de la succession.

4°. A ce que les Sieurs & Dames Caradeux, de Gizeux & Hudin, & *tous autres détenteurs*, soient condamnés, *même par corps*, à la leur délivrer, à leur rendre compte des fruits & à les restituer, avec intérêts du jour de la demande.

5°. Enfin, à ce que les Sieurs & Dames Caradeux, de Gizeux & Hudin, soient déboutés de toutes leurs demandes & prétentions, avec dépens.

Ainsi, la réclamation actuelle nous impose la nécessité d'examiner les droits de ceux qui ont été admis au partage de la succession Aubry, & de ceux qui en demandent aujourd'hui l'universalité.

La principale tâche à remplir dans une discussion de cette nature, est de la présenter avec clarté. Pour y parvenir, nous ne pouvons adopter l'ordre & le plan des adversaires, comme nous l'eussions désiré, pour pouvoir les suivre pas à pas. Voici celui qui nous semble le plus propre à obtenir des résultats clairs & précis.

Les prétentions des Sieurs Caradeux & de Gizeux n'ont rien qui se choque. Les titres sur lesquels leurs droits ont été reconnus & reposent sont même en partie, du-moins, communs aux uns & à l'autre. Ils peuvent donc être réunis, & en les présentant en même-temps, nous épargnerons des répétitions qui ne font souvent qu'obscurcir, qui toujours au moins allongent & fatiguent sans utilité.

La réclamation de la Dame Hudin & celle des Sieurs & Dame Aubry ne peuvent pas exister en même-temps. Si l'une étoit juste & fondée, l'autre ne peut pas l'être; il faut donc les apprécier, les juger l'une par l'autre. On peut donc discuter leurs titres, les examiner en les comparant, & les réunir sous le même point de vue.

Voilà notre plan. L'inexactitude de nos adversaires en rendra l'exécution, non pas plus difficile, mais plus longue. Il faudra bien relever toutes leurs erreurs; on jugera si elles ont pu être toujours involontaires.



*Filiation & titres des Sieurs & Dames Caradeux & de Gizeux.*

Jean Dubois épousa en 1655 Anne Galop veuve Papion. Ils demeuroient l'un & l'autre à Bordeaux, Paroisse Saint-Michel.

Ils eurent deux filles, *Marie Dubois*, baptisée le 25 Mai 1656, & *Simone Dubois*, le 29 Septembre 1671.

Vers la fin du dernier siècle, *Marie & Simone Dubois* étoient dans la Colonie, & dans le quartier du Port-de-Paix.

*Marie Dubois* épousa *Martin Aubry*. Ils restèrent au Port-de-Paix jusqu'en 1695. Ils eurent deux enfans; l'un, *Jean-Martin Aubry*; c'est celui de la succession duquel il s'agit; l'autre, *Marie-Magdeleine Aubry*: c'est l'aïeule des Sieurs & Dames Caradeux.

En 1695 les ennemis de l'État s'emparèrent du Port-de-Paix, & l'incendièrent. Les Habitans de ce lieu cherchèrent leur salut dans la fuite, & perdirent tout ce qu'ils possédoient.

*Martin Aubry*, *Marie Dubois* & leurs enfans, *Jean-Martin* & *Marie-Magdeleine*, vinrent chercher un asile dans le quartier de Léogane. Ils y étoient naturellement attirés par *Simone Dubois*, mariée elle-même dans ce quartier, comme on va le voir.

*Martin Aubry* & *Marie Dubois* eurent deux autres enfans dans le quartier de Léogane. *Jean*, baptisé le 4 Septembre 1696, & *Marie*, le 2 Février 1698.

Ces deux derniers enfans, *Jean* & *Marie Aubry*, sont morts sans postérité. Il n'est resté du mariage de *Martin Aubry* & de *Marie Dubois*, que *Jean-Martin* & *Marie-Magdeleine*.

*Jean-Martin Aubry* épousa, le 30 Janvier 1724, *Ursule Robineau*. C'est celui qui est mort en 1763, & dont la succession donne lieu au procès.

*Marie-Magdeleine Aubry*, sœur de *Jean-Martin*, fut mariée à Léogane, d'abord le 25 Juin 1709, au Sieur *Jacques Pageot*, ensuite le 24 Octobre 1714, au Sieur *Barthelmi Simon*, & en troisièmes nœces, au Sieur Monot-Renaud.

*Marie-Magdeleine Aubry* & *Barthelmi Simon*, eurent pour fille *Louise-Amable Simon*, baptisée à la Petite-Rivière de l'Artibonite, le douze Mars 1719.

*Louise-Amable Simon* fut mariée le 7 Avril 1739, à *Jean-Jacques Caradeux*; & de



ce mariage sont issus le Sieur Caradeux aîné, les Dames de Rocheblanche, des Mornais, Chateaublond & le Sieur Caradeux la Caye.

Il est donc évident que les Sieurs & Demoiselles Caradeux avoient pour aïeule, *Marie-Magdeleine Aubry*, & qu'ils sont petits-neveux de *Jean-Martin Aubry*, frère de leur aïeule.

Il nous semble entendre nos adverfaires, forcés de reconnoître ces conséquences de ce que nous venons d'avancer, s'écrier qu'il est facile d'annoncer une généalogie, mais qu'il faut en administrer les preuves, & que nous n'en avons encore donné aucunes. Nous y arrivons, qu'ils nous suivent, & qu'ils rougissent d'avoir affirmé que *Marie-Magdeleine Aubry* avoit usurpé *des noms, une naissance & une famille légitime* (page 21), qu'on ne rapporte aucune preuve de la légitimité de *Louise-Amable Simon* (page 23), que la propre naissance des Sieurs Caradeux eux-mêmes n'est pas mieux éclaircie (ibid). Certes il étoit impossible de rien dire de plus absurde, de plus hardi.

Nous rapportons les extraits, en bonne forme, des baptêmes des Sieurs Caradeux & de leurs sœurs. Ils sont tous issus du même mariage de *Jean-Jacques Caradeux* & de *Louise-Amable Simon*.

Nous rapportons aussi l'acte de célébration du mariage de *Jean-Jacques Caradeux* & de *Louise-Amable Simon*. Que faut-il de plus pour établir la naissance des Sieurs & Dames Caradeux ?

L'acte baptismal de *Louise-Amable Simon* leur mère est sous nos yeux. Il est extrait des registres de la Paroisse de Saint-Jérôme de la Petite-Rivière, Juridiction de Saint-Marc, dûment légalisé.

*Louise-Amable Simon* est baptisée le 12 Mars 1719, née du légitime mariage du Sieur *Barthelemi Simon* & de *Marie-Magdeleine Aubry*, ses père & mère.

Nous lisons ensuite l'acte de célébration du mariage de *Barthelemi Simon* & de *Marie-Magdeleine Aubry*, & leur contrat de mariage ; l'un & l'autre sont du 24 Octobre 1714. Ils attestent que *Barthelemi Simon* a épousé *Marie-Magdeleine Aubry*, veuve Pageot, native du Port-de-Paix, fille naturelle & légitime du Sieur *Martin Aubry* & de Dame *Marie Dubois*, ses père & mère.

Il est donc prouvé que *Marie-Magdeleine Aubry* étoit la mère légitime de *Louise-Amable Simon*, & que *Louise-Amable Simon* est la mère légitime des Sieurs Caradeux.

Reste maintenant à prouver que *Marie-Magdeleine Aubry* étoit sœur légitime de *Jean-Martin*, & nous aurons pleinement justifié la descendance légitime des Sieurs Caradeux, leur parenté avec *Jean-Martin Aubry* ; car s'ils sont petits-fils de *Marie-Magdeleine Aubry*, comme nous venons de le démontrer, & si *Marie-Magdeleine Aubry* étoit sœur légitime de

*Jean-Martin Aubry*, comme nous allons le prouver, il est incontestable que *Jean-Martin Aubry* étoit l'oncle de *Louise-Amable Simon*, fille de *Marie-Magdeleine Aubry*, & par conséquent le grand oncle des Sieurs Caradeux, enfans de *Louise-Amable Simon*, & petits-enfans de *Marie-Magdeleine Aubry*.

Nous ne pouvons pas indiquer l'époque précise du Mariage de *Martin Aubry* & de *Marie Dubois*. Nous savons seulement qu'il a été célébré au Port-de-Paix, & que cet acte, ainsi que ceux qui constatoient la naissance de *Jean-Martin Aubry* & de *Marie-Magdeleine Aubry*, ont été la proie des flammes, lors de l'invasion du Port-de-Paix, en 1695.

Le fait de l'incendie du Port-de-Paix n'est pas & ne peut pas être contesté. Les adversaires eux-mêmes produisent l'expédition d'un certificat de M. le Marquis de Larnage, de ce Gouverneur dont le nom ne peut être prononcé dans la Colonie sans exciter la reconnaissance & la vénération des Colons ; le certificat de M. de Larnage prouve que les registres de la Paroisse du Port-de-Paix furent incendiés en 1695.

Ce témoignage n'a pas besoin d'être fortifié ; mais nous ne croyons pas pouvoir nous dispenser d'en produire un autre, par cela seul qu'il a fait partie des papiers inventoriés, après le décès de *Jean-Martin Aubry*. Il est émané d'un Missionnaire qui, ayant été Curé de la Paroisse du Port-de-Paix pendant plus de douze ans, certifie qu'il a une connoissance certaine qu'il n'y a aucun registre de baptême, mariage & enterrement, que ceux qui ont été commencés en 1696, & continués depuis ce temps-là ; tous registres antérieurs ayant absolument disparu, & ayant sans doute été perdus pendant la guerre qui précéda ladite année.

Ce certificat est du 23 Mars 1742. Celui de M. de Larnage est du 17 Avril de la même année. Nous voyons à la même époque plusieurs autres actes qui nous indiquent quel en étoit l'objet.

Le Sieur Aubry avoit le projet d'acheter une charge de Secrétaire du Roi. Il savoit que pour y être reçu il falloit faire preuve de catholicité. Hors d'état de remplir cette obligation par la représentation de son extrait baptistaire, il s'occupa d'y suppléer.

Aussi le certificat de M. de Larnage ne se bornoit-il pas au fait de l'incendie des registres du Port-de-Paix : il contenoit en même-temps que le Sieur *Jean-Martin Aubry*, qui, avant ce siège (de 1695) étoit né & baptisé dans ladite Paroisse (du Port-de-Paix), étoit fils légitime du Sieur *Martin Aubry* & de Demoiselle *Marie Dubois*, Habitans audit quartier du Port-de-Paix, & faisant, ainsi que ledit *Jean-Martin Aubry*, leur fils, profession de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine.

Ainsi, en attestant la catholicité de *Jean-Martin Aubry*, M. de Larnage certifioit en même-temps sa légitimité.

Le Sieur Aubry se fit encore délivrer un certificat de catholicité par le Curé de la

Paroisse du Cul-de-Sac, le 29 Mars 1742, & rendu à Paris en Juin suivant il en prit un autre du Curé de la Paroisse de Saint-Roch, sur laquelle il demeurait.

Il traita effectivement de la charge de Secrétaire du Roi. Ces différens certificats lui eussent suffi sans doute, pour être admis ; mais il avoit eu la précaution de se munir d'une pièce qui, si elle ne méritoit pas plus de foi que les témoignages de M. de Larnage & des trois Curés, étoit au moins d'une forme plus authentique : c'étoit un acte de notoriété par forme d'enquête.

Le Sieur Aubry présenta sa requête aux Juges de Léogane. Il leur exposa que les registres du Port-de-Paix avoient été brûlés, & qu'il étoit essentiel pour lui de constater son état d'une manière positive & authentique. Il demanda permission d'assigner les plus notables des anciens du quartier du Cul-de-Sac, pour déclarer, sous la foi du serment, ce qu'ils savoient de sa naissance.

Le Juge de Léogane commit à cet effet Me. Mallet de Volumbrun, Notaire.

Six témoins, les Sieurs Duvivier, la Toison, Fougau, Fontelaye, Beangé-Robinière & Mathieu, déposèrent le 12 Avril 1742. Cette enquête ne laisse rien à désirer sur l'incendie des registres du Port-de-Paix, & sur le fait que le Sieur Aubry y étoit né. Plusieurs des témoins déposent aussi avoir connu la mère du Sieur Aubry, sa tante *Simone Dubois* ; mais écartons tout ce qui est étranger au fait qui nous occupe en ce moment. Il est question de prouver que *Marie-Magdeleine Aubry*, aïeule des Sieurs Caradeux, étoit sœur du Sieur *Jean-Martin Aubry*.

Or, voici ce qu'en dit le Sieur la Toison, second témoin : il déclare avoir connu le *Sieur Dubois oncle du Sieur Aubry*, la *veuve Aubry mère du Sieur Aubry*, la Dame *Simone Dubois* épouse du Sieur Grand-Homme père du Sieur de Gizeux..... & il ajoute :

« Qu'il connoît de plus une sœur germaine du Sieur Aubry, dont le nom est Dame  
» *Marie-Magdeleine Aubry*, veuve en dernières nêces du Sieur François Monot-Regnault,  
» Habitante en cette Paroisse ».

Le Sieur Mathieu, sixième témoin, dépose « qu'il connoît la Dame *Marie-Magdeleine Aubry*, veuve du Sieur François Monot-Regnault, Habitante en cette Paroisse, sœur  
» du dit Sieur Aubry ».

Peut-on douter maintenant du lien qui unissoit le Sieur *Jean-Martin Aubry* & *Marie-Magdeleine Aubry* aïeule des Sieurs Caradeux ? Il eût été possible qu'il ne fût pas mention d'elle dans cette enquête, parce qu'elle n'avoit absolument d'autre objet que de constater l'état & la naissance du Sieur Aubry, & qu'on auroit bien pu ne pas s'y occuper de ceux de sa sœur ; mais enfin elle existe cette enquête, & elle prouve en même-temps l'état du

frère & celui de la sœur. Elle dépose formellement du fait que nous avons à prouver. Elle suffiroit seule pour le justifier.

Et que l'on juge en passant de la mauvaise foi insigne, de la perfidie atroce qu'on a mise dans cette partie de la défense des adversaires ! A les entendre élever des doutes sur la parenté de *Marie-Magdelaine Aubry* avec *Jean-Martin Aubry*, on croiroit sans doute qu'ils n'avoient pas même l'idée de l'existence de cette enquête. Eh bien, on se tromperoit étrangement.

Les adversaires produisent eux-mêmes une expédition de l'Arrêt du 3 Juin 1767, rendu en faveur de la Dame Hudin. L'enquête de 1742 est visée dans cet Arrêt, & de manière à être facilement apperçue. L'article qui y a trait occupe plus d'une demi-page. On a épiluché le vû des pièces sur lesquelles cet Arrêt a été rendu. Les marges sont chargées de signes de remarque. On n'a donc pas pu ne pas voir ces pièces indiquées par le vû même, comme contenant des notions sur la naissance du *Sieur Aubry*.

Ces pièces étoient intéressantes à consulter pour les adversaires, puisqu'elles avoient trait à la naissance de celui-là même dont ils se prétendent les cousins-germains ; elles n'étoient pas difficiles à trouver. Le vû de l'Arrêt indique en même-temps & la date de l'acte de notoriété, & le nom de Me. Volumbrun, Notaire, qui y a procédé. Ses minutes sont au Greffe du Port-au-Prince.

Mais il y a mieux, les procurations des adversaires n'ont pas la forme & l'étendue ordinaires à cette espèce d'actes. Elles sont volumineuses, & contiennent des instructions dont le détail n'est pas toujours intéressant ; mais nous ne nous sommes pas pour cela dispensés de les lire. Et que voyons-nous dans celle du 15 Septembre 1781 ?

Que les Sieurs & Dame Aubry étoient eux-mêmes bien informés dès-lors, de l'existence de l'acte de notoriété de 1742.

Les Sieurs Caradeux, disent-ils, doivent nécessairement rapporter deux pièces. La première, l'extrait de baptême de *Magdeleine Aubry*.

La deuxième « qui doit faire mention de cette *Magdeleine Aubry*, c'est l'acte de notoriété passé » devant Me. Volumbrun, Notaire au Port-au-Prince, des 11 & 12 Avril 1742. Cet acte qui » constate l'état de *Jean-Martin Aubry*, n'a pu garder le silence sur celui de *Magdeleine*, » en supposant qu'elle fût sa sœur légitime ».

Ainsi les adversaires avoient eux-mêmes désigné à ceux qui devoient les défendre dans la Colonie, les pièces qu'ils avoient à consulter, avant de se permettre de contester la parenté de l'aïeule des Sieurs Caradeux avec *Jean-Martin Aubry*. Ces pièces étoient sous leur main. Elles étoient visées dans un Arrêt qu'on attaque, & on a osé affirmer qu'il n'existoit aucune preuve de la légitimité de *Marie-Magdeleine Aubry*. On affirme qu'elle n'avoit pas l'avantage d'une semblable naissance.



Si l'acte de notoriété de 1742 a été consulté avant de hasarder cette assertion, c'est le mensonge le plus hardi qui ait jamais été fait. Si on a négligé de consulter cet acte de notoriété, c'est l'inconséquence, la légèreté la plus honteuse. Elle auroit été poussée d'autant plus loin que, dans un autre endroit de la procuration de 1781, les adversaires semblent encore vouloir prémunir leurs conseils contre cette allégation téméraire & indécente. Ils supposent que les Sieurs Caradeux prouveront *l'état légitime de Magdeleine Aubry, qu'on ne critique ici*, ajoute la procuration, *que sur des rapports qui ont été faits*.

Il falloit donc vérifier ces rapports avant de donner pour vrai, pour positif, ce qui devoit en résulter, que *Marie-Magdeleine Aubry* n'étoit pas légitime, qu'elle n'étoit pas sœur de *Jean-Martin Aubry*. Est-ce donc ainsi qu'on se permet d'en imposer aux Tribunaux ? Sur quels principes, d'après quelles règles leur présente-t-on comme dignes de leur confiance, comme devant servir de base à leur décision, des faits qui ne sont pas seulement dénués de preuves, mais qui sont démentis par des actes authentiques, par des actes indiqués par ceux-là même au nom desquels on écrit ? Peut-on s'applaudir de l'opinion qu'on surprend par de tels moyens ? Ignore-t-on que l'indignation & le mépris lui succèdent lorsqu'on se voit abusé aussi indécemment ? Ce ne sera pourtant pas le seul reproche de ce genre que nous aurons à faire au Mémoire des Sieur & Dame Aubry.

Il est donc acquis, d'après l'enquête de 1742, que *Marie-Magdeleine Aubry*, aïeule des Sieurs Caradeux, étoit sœur & sœur germaine de *Jean-Martin Aubry*. Cette enquête, provoquée par *Jean-Martin Aubry* lui-même, faisoit encore partie des pièces inventoriées après son décès. Elle est à l'abri de la critique des adversaires, & ils se garderont bien de la repousser, puisque son résultat est commun à *Jean-Martin* & à sa sœur *Marie-Magdeleine Aubry*.

Nous pourrions donc nous en tenir à cette preuve authentique & suffisante ; mais nous voulons aller beaucoup plus loin. Nous voulons couvrir de honte & de confusion l'être assez déraisonnable pour douter encore de la légitimité de *Marie-Magdeleine Aubry*, de sa naissance au Port-de-Paix, de sa parenté avec *Jean-Martin Aubry*. Nous voulons prouver que *Jean-Martin* & *Marie-Magdeleine Aubry* étoient nés l'un & l'autre de *Martin Aubry* & de *Marie Dubois* ; que *Jean-Martin* étoit l'aîné de *Marie-Magdeleine* ; qu'ainsi, *Jean-Martin* étant légitime, *Marie-Magdeleine*, née après lui du même mariage, l'étoit nécessairement aussi.

Et nous ne puiserons pas toutes ces preuves dans nos assertions, dans des actes informés & suspects ; nous ne citerons que des témoignages aussi respectables par leur ancienneté, que par leur nature & leur authenticité.

*Marie-Magdeleine Aubry* fut mariée pour la première fois le 5 Juin 1709, avec le Sieur Jacques Pageot. Nous rapportons l'acte de célébration de ce mariage en bonne forme. Elle y est désignée *Marie-Magdeleine Aubry, native du Port-de-Paix*.

Nous avons aussi le contrat qui régla les effets civils de ce mariage ; & voici de quelle manière la future y est désignée.

« Et Demoiselle *Marie-Magdeleine Aubry*, fille de feu le *Sieur Martin Aubry*, vivant  
» Habitant audit quartier de l'Ester, & de Dame *Marie Dubois*, ses père & mère, native  
» de la Paroisse de Notre-Dame du Port-de-Paix, dans cette côte, pour elle & en son nom  
» d'autre part, & autorisée de ladite Dame *Dubois* sa mère, à l'effet des présentes ».

Remarquons qu'il n'est pas question dans ces actes de *Jean-Martin Aubry*. Il étoit en France à cette époque.

Mais le *Sieur Pageot* meurt, & *Marie-Magdeleine Aubry*, sa veuve, se remarie le 24 Octobre 1714, à *Barthelemi Simon*. Nous rapportons & le contrat de ce second mariage, & l'acte de sa célébration.

*Marie-Magdeleine Aubry* est désignée dans l'un & dans l'autre, nous l'avons déjà dit, *veuve du Sieur Jacques Pageot*, native du Port-de-Paix, fille du *Sieur Martin Aubry* & de Dame *Marie Dubois*, ses père & mère. Ceci prouve sa naissance ; mais on désigne au contrat les parens qui y ont assisté de la part de *Marie-Magdeleine Aubry* ; & quels sont-ils ces parens ? ....  
» Et de la part de ladite Dame future épouse, de ladite Dame *Dubois* sa mère, DU  
» SIEUR JEAN-MARTIN AUBRY SON FRÈRE ....

*Jean-Martin Aubry* a signé le contrat où il est établi frère de *Marie - Magdeleine Aubry*, & l'acte de célébration de ce mariage.

Et il n'existe pas de preuve de la parenté de *Marie-Magdeleine* & de *Jean-Martin Aubry* ! Mais poursuivons.

Le *Sieur Simon* & *Marie-Magdeleine Aubry* ont une fille nommée *Louise-Amable Simon*. Elle a été baptisée dans la Paroisse de la Petite-Rivière de l'Artibonite, le 12 Mars 1719.

*Louise-Amable Simon* épouse *Jean-Jacques Caradeux* le 7 Avr<sup>l</sup> 1739. Nous rapportons & l'acte de célébration & le contrat du 17 Mars précédent. Voici les termes du contrat de mariage.

» Et Dame *Marie-Magdeleine Aubry*, veuve en dernières nêces de feu *Sieur François*  
» *Monot-Regnault*, Habitante, demeurante en cette Paroisse ( du Cul-de-Sac ), stipulante  
» pour Demoiselle *Louise - Amable Simon*, sa fille mineure, & de *Sieur Barthelemi Simon*,  
» son père, vivant demeurant au quartier de l'Artibonite. ».

L'acte de célébration porte aussi, « & Demoiselle *Louise - Amable Simon*, native de  
» cette Paroisse, fille en légitime mariage du *Sieur Barthelemi Simon* & *Marie - Magdeleine*  
» *Aubry*, veuve en dernières nêces du feu *Sieur François Monot - Reneud*, Habitant ».

Ces deux actes prouvent incontestablement l'état des Sieurs Caradeux, & confirment leur descendance directe de Marie-Magdeleine Aubry ; mais en consultant le contrat, n'y trouverons-nous pas aussi une nouvelle preuve de la parenté de Marie-Magdeleine Aubry, de Louise Amable Simon sa fille, des Sieurs Caradeux leurs enfans & petits-enfans, avec Jean-Martin Aubry ?

N'aura-t-on pas dans ce contrat désigné les parens qui y ont assisté ? Sans doute on les a désignés, & voici ce que nous y lisons.

« Et de la part de ladite Dame future épouse (*Louise-Amable Simon*), du Sieur Jean-Martin Aubry & Dame Ursule Robineau, son épouse, Habitans, demeurans en cette Paroisse, ONCLE MATERNEL & tante de ladite future épouse ».

Ce n'est pas tout, nous continuons la lecture de ce contrat ; & après que Marie-Magdeleine Aubry, veuve Renaud, a doté Louise-Amable Simon sa fille, nous y trouvons.

« En faveur duquel futur mariage, lesdits Sieur & Dame Aubry autorisée dudit Sieur son époux, oncle & tante susdits, ont fait don aussi à titre de dot, à ladite Dame future épouse, de la somme de dix mille livres, qu'il compteront audit Sieur futur époux, le jour des épousailles, laquelle, dans le cas que la future épouse précède son futur époux sans laisser d'enfans, fera reverfible aux donateurs ; obligeant au paiement de ladite somme de dix mille livres, solidairement un seul pour les deux, tous & un chacun leurs biens, meubles & immeubles, présens & à venir ».

Ainsi, Jean-Martin Aubry assiste, en 1714, au contrat de Marie-Magdeleine Aubry. Il y assiste, il le signe en qualité de frère. En 1739, il assiste au contrat de mariage de l'enfant issu précisément de ce mariage, auquel il avoit assisté en 1714, & il y est désigné oncle maternel de la future, Louise-Amable Simon. C'est elle qui est la mère des Sieurs Caradeux, & ils sont étrangers à Jean-Martin Aubry ! Ils ont usurpé sa succession ! On l'affirme. On l'imprime. On présente le Mémoire où cela est consigné, aux Magistrats, pour instruire leur religion, au Public, pour satisfaire sa curiosité, à tous, pour les indiquer contre ces usurpateurs qu'on ne peut trop tôt dépouiller ! Vit-on jamais audace pareille ? S'en est-on promis l'impunité ?

Et que l'on n'imagine pas que nos preuves se bornent à ce que nous venons de présenter : elles semblent se multiplier sous notre plume.

Si d'un côté Jean-Martin Aubry a assisté au mariage de 1714 comme frère de Marie-Magdeleine Aubry, à celui de 1739 comme oncle maternel de Louise-Amable Simon, de l'autre on voit Marie-Magdeleine Aubry assister à son tour au mariage de Jean-Martin Aubry avec Ursule Robineau, en 1724.

Le contrat est du 29 Janvier; on y voit au nombre des parens du *Sieur Jean-Martin Aubry* . . . *Demoiselle Marie-Magdeleine Aubry* sa sœur, femme du *Sieur Barthelemi Simon*. Elle a signé le contrat & l'acte de célébration, *Aubry Simon*.

Dans ces deux actes, *Jean-Martin Aubry* est désigné (comme *Marie-Magdeleine Aubry* sa sœur l'avoit été lors de ses deux mariages, en 1709 & 1714), *natif du Port-de-Paix*, fils de *défunt Sieur Martin*, & de *défunte Dame Marie Dutois*, ses père & mère.

Il est donc évident déjà que *Jean-Martin Aubry* étoit frere de *Marie-Magdeleine Aubry*, & oncle de *Louise-Amable Simon*; il ne pouvoit donc pas être étranger aux *Sieurs Caradeux*, enfans de *Louise-Amable Simon*, petits-enfans de *Marie-Magdeleine Aubry*?

Veut-on encore de nouvelles preuves de cette dernière vérité, du lien qui unissoit directement le *Sieur Aubry* aux enfans *Caradeux*?

Le premier de ces enfans, *Marie Caradeux*, a été baptisé le 25 Avril 1749; elle a eu pour parain le *Sieur Georges Simon*, son aïeul maternel, & pour maraine, *Dame Anne Villeroy*, son aïeule paternelle.

Le second est *Jean-Baptiste Caradeux*, (le *Sieur Caradeux* aîné). Par qui a-t-il été présenté au baptême, le 30 Mai 1742? Par *Antoine Caradeux* son oncle, par *Dame Ursule Robineau*, épouse du *Sieur Aubry*, *Habitante à Bellevue*, sa grande tante.

Le troisième est *Ursule Caradeux* (la *Dame de Rocheblanche*): elle a été baptisée le 25 Octobre 1744. Quel est son parain? Quelle est sa maraine? *Jean-Martin Aubry*, Écuyer, Conseiller Secrétaire du Roi . . . . . *Dame Marie-Magdeleine Aubry*, veuve *Renaud*, *Habitante*.

Ainsi le frère & la sœur se réunissent encore une fois dans un de ces actes publics, essentiellement destinés à conserver & transmettre les liens des familles. Ils avoient réciproquement assisté à leurs mariages. La nature avoit refusé au *Sieur Aubry* cette jouissance si douce de se voir renaître dans ses enfans. Ceux de sa sœur méritent tout son attachement. Il concourt avec elle au mariage de sa fille. Il la dote comme elle. Il s'associe la *Dame Ursule Robineau*, son épouse, dans cet acte qui satisfait son cœur. Il appartient aux aïeux de présenter à l'Eglise les premiers rejetons de leurs enfans; c'est une loi de famille dont on ne peut s'écarter sans leur faire une espèce d'injure. On l'observe pour le premier enfant *Caradeux*; mais la *Dame Aubry* est maraine du second. Mais le *Sieur Aubry* grand oncle, & sa sœur aïeule maternelle, nomment le troisième. On ajoute ainsi le lien spirituel à celui de la parenté, & on a osé dire qu'il n'en existoit aucun entre ces deux familles! Qu'il est dégoûtant d'avoir à combattre de pareilles absurdités! Hâtons-nous d'achever un détail qu'on eût bien dû nous épargner. Nous touchons à sa fin.



La sœur du Sieur Aubry, *Marie-Magdeleine*, mourut le 4 Mars 1751. Son extrait mortuaire est rapporté. Et où mourut-elle ? *sur l'habitation de M. Aubry* ? Où fut-elle enterrée ? dans l'Eglise, *sous le banc de M. Aubry*. Comment est-elle désignée ? *Marie - Magdeleine Aubry*, veuve en dernières noces de M. Monot-Renaud, *native de la Paroisse du Port-de-Paix*, âgée d'environ 58 ans. Tout cela est écrit dans l'acte de sépulture.

Dans un Pays où l'air & les insectes semblent travailler à l'envi à la destruction de ces dépôts si essentiels pour l'état & la fortune des Citoyens, comme l'ignorance & le climat se réunissent trop souvent pour celle des hommes eux-mêmes ; dans un pays où la décomposition est si prompte, qu'un œil attentif peut en appercevoir les progrès, où l'on entend, pour ainsi dire, le mouvement continuel de ces reptiles dévorans, comme on semble sentir le vent de la faux qui moissonne les individus ; il est difficile, il faut l'avouer, il seroit rare de pouvoir suivre l'existence de plusieurs êtres pendant autant d'années que nous venons de le faire pour celle de *Jean - Martin*, de *Marie - Magdeleine Aubry* & de leur famille. Il seroit peut-être impossible de réunir autant d'actes pour le complément de la preuve qu'on auroit à faire, & de les trouver dans l'état où il faut les offrir à la Justice pour qu'ils obtiennent sa confiance.

Il nous en reste encore quelques-uns qui n'ajouteront rien à la conviction déjà acquise ; mais qui la continuent jusqu'aux instans voisins du décès du Sieur Aubry.

La Demoiselle *Ursule Caradeux* épousa le Sieur la Toison de Rocheblanche, en 1761. Leur contrat de mariage fut passé le 29 Octobre. Il y est dit que les parens ont contracté *du conseil, avis & consentement de M. Jean-Martin Aubry*, Écuyer, Conseiller Secrétaire du Roi, Maison, Couronne de France & de ses Finances, demeurant sur son habitation du Cul-de-Sac, ONCLE COMMUN des parties, & PARRAIN de la future épouse. ....

Le Sieur Aubry étoit effectivement l'oncle du Sieur de Rocheblanche, mais par alliance seulement. La sœur de la Dame Aubry, *Laurence Robineau*, avoit épousé le Sieur *Henry la Toison*. L'acte de célébration de ce mariage est du 28 Janvier 1709. Nous le rapportons.

Lors du mariage des Sieur & Dame de Rocheblanche, le Sieur Caradeux aîné étoit en France. Il y avoit été envoyé par le Sieur Aubry. C'étoit le Sieur Aubry qui faisoit lui-même les frais de son éducation. Nous en trouvons la preuve dans l'inventaire fait après le décès du Sieur Aubry, en 1763. Il y est dit : « une lettre du Sieur Charret, » Négociant, au Sieur Aubry, du 9 Décembre 1760, *concernant l'éducation du Sieur Caradeux deux fils & la fixation de sa pension* ».

Le Sieur Aubry mourut le 27 Février 1763, âgé d'environ 80 ans. Les scellés furent apposés le jour même de sa mort, & nous remarquons que cette opération fut commencée en présence du Sieur Caradeux père, mais qu'il ne put signer le procès verbal, parce

qu'il s'étoit retiré pour accompagner le corps du défunt. Ce soin n'est pas ordinairement confié à un étranger.

Pourra-t-on désormais élever des doutes & des soupçons injurieux sur la parenté des Sieurs Caradeux avec le Sieur Aubry ? Il arrive quelquefois qu'une succession est dévolue à des parens très-éloignés, dans des familles où les alliances se sont multipliées en se croisant même, où la multiplicité de noms & surnoms uniformes, où l'inexactitude dans la déclaration de ces noms & surnoms présentent des idées difficiles à concilier : que cette confusion fasse naître l'incertitude & les procès qui la suivent, cela n'est pas bien étonnant ; les concurrens peuvent même être tous de bonne foi, parce qu'ils sont abusés par des actes qui semblent favoriser également les prétentions de chacun, & flatter leur ambition.

Mais que dans la succession du Sieur Aubry, qui n'ayant point de postérité directe, n'avoit qu'une sœur qui n'avoit elle-même qu'une fille, dans une famille composée uniquement de trois individus aussi distincts par leur nom que par leur état & leur sexe, dans une succession ouverte pour des *petits-neveux*, on ait eu la témérité de nier l'état de la sœur, de la nièce & des *petits-neveux*, aussi clairement prouvé, aussi constamment & tant de fois reconnu & constaté par des actes publics, communs & même réciproques, voilà ce qui n'est pas croyable. Il faut que la passion & l'aveuglement qu'elle produit se soient réunis, pour mettre en problème des vérités aussi palpables.

Il est prouvé, ou rien ne le fera jamais, que *Jean-Martin Aubry & Marie-Magdeleine Aubry* étoient nés au Port-de-Paix, du mariage de *Martin-Aubry & de Marie Dubois*.

Il est prouvé que *Jean-Martin Aubry* étoit l'aîné de *Marie-Magdeleine* sa sœur. Elle mourut en 1751, âgée d'environ 58 ans. Le Sieur Aubry mourut en 1763, âgé d'environ 80 ans.

Ainsi il n'y a pas de doute possible sur la légitimité de *Marie-Magdeleine Aubry*, née après son frère, du même mariage, qu'il n'y en ait aussi sur celle de *Jean-Martin*.

Il est prouvé que *Jean-Martin & Marie-Magdeleine Aubry* se sont constamment reconnus pour frère & sœur.

Que *Jean-Martin* a également reconnu pour sa nièce *Louise-Amable Simon*, fille légitime elle-même de *Marie-Magdeleine Aubry*.

Qu'il n'a pas moins reconnu pour ses neveux les Sieurs Caradeux, enfans de *Louise-Amable Simon*, petits-enfans de *Marie-Magdeleine Aubry*.

Que cette reconnaissance a toujours été réciproque pour *Jean-Martin Aubry*, de la part de *Marie-Magdeleine* sa sœur, de *Louise-Amable Simon* sa nièce, des Sieurs & Dames Caradeux ses petits-neveux.

Il est prouvé que jamais il n'y a eu dans cette famille aucun signe, aucune trace, nous ne dirons pas de doute, d'équivoque sur les liens qui en unissoient tous les membres, mais même de cet éloignement, de cette indifférence trop ordinaires, qui, s'ils ne peuvent pas détruire les nœuds que la nature & la loi ont ferrés, en affoiblissent les preuves, en diminuent le nombre, parce qu'ils en éloignent les occasions.

Nous avons au contraire l'avantage de réunir aux actes constitutifs & probatifs de la parenté des Sieurs Caradeux avec le Sieur Aubry, tels que la loi les prescrit, une suite non interrompue de preuves de la liaison étroite qui existoit entr'eux, de cette liaison constante & suivie qui peut bien se rencontrer entre deux familles étrangères, mais qui, le plus ordinairement, naît, comme ici, de la parenté ou de l'alliance.

Reprenons maintenant la partie du Mémoire des adversaires qu'on a employée à l'examen des titres des Sieurs Caradeux, de la page 21 à la page 28.

« Ils devoient, dit-on, justifier la légitimité de trois degrés de génération, la leur, celle de leur mère & celle de leur aïeule; & il n'est pas un seul de ces trois degrés sur lequel ils aient répandu le moindre jour par leurs prétendus titres. »

On vient de voir s'il est permis d'en douter encore. Nous n'avons rien laissé à désirer sur ces trois degrés. Nous craignons même le reproche d'avoir inutilement accumulé preuves sur preuves, de les avoir peut-être minutieusement détaillées. Mais lorsqu'on a des adversaires qui nient l'évidence même, qui altèrent tout ce qu'ils touchent, n'est-on pas excusable de s'appesantir sur des points qui passeroient d'accord avec un contradicteur loyal & de bonne foi? Pouvions-nous d'ailleurs négliger le moindre adminicule sur une question qui n'attaque pas seulement la fortune des familles nombreuses que nous défendons, qui touche encore à leur état? Nous voulions convaincre les Magistrats auxquels nous devons la vérité dans tout son jour, & la portion du Public que le Mémoire des adversaires a pu tromper.

Nous ne répondrons pas en détail à la discussion de cette partie du Mémoire. Nous ne prendrons pas la peine de justifier de nouveau la naissance de *Marie-Magdeleine Aubry*, & sa parenté avec son frère, parce qu'on se permet de douter que la femme qui épousa le Sieur Pageot en 1709, fut bien véritablement *Marie-Magdeleine Aubry*. Ce doute ridicule dispaçoit devant les actes & les preuves que nous rapportons.

Mais passerons-nous sous silence cette maxime atroce donnée hardiment pour un principe incontestable, « que la déclaration de la nouvelle épouse de Jacques Pageot ne suffit pas » seulement pour faire présumer qu'elle s'appeloit véritablement *Marie-Magdeleine Aubry*, qu'elle étoit vraiment née au Port-de-Paix, loin duquel elle se marioit, & que sa naissance avoit été l'effet d'une union légitime? On ne peut pas ainsi, dit-on, se créer à soi-même une patrie, des parens, une famille, & tous les liens de la nature, du sang & de la loi par

» un simple discours, que l'intérêt, l'ambition, le mensonge *peuvent* suggérer aussi bien que » la vérité ».

Ainsi l'énonciation qui se trouve dans un acte fait en 1709, n'est pas même une *présomption* aujourd'hui. Ainsi de ce que l'intérêt, l'ambition & le mensonge ont *pu* suggérer à celle qui épousoit Pageot en 1709, de prendre les noms & qualités qui lui sont donnés par son contrat, il faut conclure qu'elle a véritablement usurpé ces noms & ces qualités. La mention qui s'en trouve dans cet acte, ne peut pas être absolument insignifiante. Si elle ne peut pas *seulement* faire *présumer* que ces noms & ces qualités appartennoient à celle qui les a pris, elle feroit donc *présumer* le contraire.

Et dans quel livre, à quelle source a-t-on puisé de pareils principes ? Un acte, s'il est authentique sur-tout, fait une *preuve* de ce qu'il contient, tant que l'acte n'est pas attaqué, tant qu'il n'est pas anéanti, & on ne veut pas l'admettre pour une *présomption* ! Son ancienneté rend son témoignage plus puissant encore. Ce sentiment est dans la nature. Les Jurisconsultes l'ont consacré par un adage : *in antiquis enunciativa probant*. Et le contrat de 1709 ne vaudroit pas une *présomption* ! La fraude, le crime en général ne se *présument* pas. Le faux particulièrement doit être prouvé *indiciis luce clarioribus*. Et on veut, sans preuve, sans le moindre indice même, faire *présumer* que les noms & qualités pris par celle qui contractoit en 1709 étoient autant de faussetés ! On veut qu'elle les ait pris par intérêt, par ambition, plutôt que pour rendre hommage à la vérité, parce qu'ils lui appartennoient ! Et quel feroit donc cet intérêt, quel feroit donc l'objet de cette ambition ? Veut-on encore que cette femme ait prévu en 1709, que le Sieur Aubry, dont elle auroit usurpé le nom, dont elle se feroit supposée la sœur, qui, à cette époque, n'avoit pas plus de fortune qu'elle, qui n'étoit pas marié encore, mourroit un jour sans enfans, laissant une fortune considérable, & qu'elle ait dès-lors médité pour ses petits-enfans le projet de leur faire passer cette fortune !

Ah ! qu'on nous prive plutôt de la faculté de raisonner, si nous pouvons jamais en abuser à ce point, si nous pouvons jamais avancer des principes aussi absurdes, aussi révoltans, aussi destructeurs de la tranquillité publique. Eh ! où en serions-nous si nos actes de famille, si les contrats de mariage ne valoient pas même des *présomptions* sur l'état des personnes ? On a vu, au surplus, si nous sommes réduits à des *présomptions* sur l'état de Marie-Magdeleine Aubry, sur son nom, sur sa parenté avec le Sieur Aubry.

Les adversaires passent ensuite à l'acte baptismal de Marie Aubry. Il est, disent-ils, plus contraire qu'avantageux à ceux qui le produisoient. Il prouve que *la seule fille* dont Martin Aubry ait été père se nommoit *Marie Aubry & non Marie-Magdeleine*, & qu'elle étoit née à Léogane & non au Port-de-Paix.

Que ce raisonnement appartient bien à l'auteur du précédent ! Comme sa teinte d'absur-

dité se soutient ! L'acte du baptême de Marie Aubry prouve que Martin Aubry a eu *au quartier de Léogane*, une fille nommée *Marie* ; mais il ne peut pas prouver que *Marie* ait été *la seule fille de Martin Aubry*, qu'il n'en ait pas eu une autre *née au Port-de-Paix*, & nommée *Marie-Magdeleine*. La naissance de *Marie - Magdeleine* au Port-de-Paix est prouvée jusques à l'évidence, & cette preuve, on l'a vu, commence par l'enquête faite en 1742, à la requête du Sieur Aubry lui-même ; elle se continue dans tous les actes de famille qui leur ont été communs. On la retrouve enfin jusques dans le dernier de ceux qui pouvoient concerner personnellement *Marie-Magdeleine Aubry*, jusques dans son extrait mortuaire.

La naissance des Sieurs Caradeux eux-mêmes n'échappe pas à la critique de leurs adversaires. Leur père, dit-on, s'appeloit *Jean*, & le troisième de leurs titres est un acte de célébration du mariage de *Jean-Jacques Caradeux*. *Jean* & *Jean-Jacques* étoient deux individus. La preuve de leur identité ne feroit pas suffisante. Il faudroit encore établir que c'est du Caradeux dont il s'agit, que les Sieurs Caradeux sont enfans ; cela n'est pas justifié. Il est tout naturel de penser qu'ils avoient pris pour père *Jean Caradeux* & non *Jean-Jacques*, qui s'est marié en 1739, & que leur père avoit épousé une femme qui n'étoit pas moins étrangère que lui au Sieur Jean-Martin Aubry . . . . . Ils ne prouvent ni qu'ils soient enfans de *Jean Caradeux* & de *Louise-Amable Simon*, ni que celle-ci ait été fille légitime de *Marie - Magdeleine Aubry*, ni que *Marie - Magdeleine Aubry*, dont il est parlé dans les actes de 1709 & de 1739, ait été sœur légitime de *Jean-Martin Aubry*.

*La clarté de ces vices de leur prétention, est trop grande pour qu'il puisse rester là-dessus quelque doute . . . . . (Page 24).*

Quel galimatias ! Quel langage ! Quelqu'un a-t-il jamais apperçu *la grande clarté des vices d'une prétention* ? Mais passons sur les mots.

Que signifie donc cette confusion affectée de *Jean* & de *Jean-Jacques Caradeux* ? Que les Sieurs Caradeux fussent issus de l'un ou de l'autre, rien ne feroit plus indifférent. Ce n'est pas par leur père, mais bien par leur mère qu'ils appartiennent à *Jean-Martin Aubry*. Ainsi, ils ont prouvé tout ce qu'ils avoient à prouver, s'ils justifient qu'ils sont enfans légitimes de *Louise-Amable Simon*, fille légitime elle-même de *Marie-Magdeleine Aubry*, sœur de *Jean-Martin*. Peu importeroit que leur père s'appelât *Jean*, ou *Jean-Jacques Caradeux*.

Mais il n'y a pas plus d'incertitude sur le nom de leur père que sur la filiation de leur mère. Le contrat de mariage & l'acte de célébration de 1739 prouvent que *Louise-Amable Simon* fut mariée à *Jean-Jacques Caradeux*. Les extraits de baptême des Sieurs Caradeux & de leurs sœurs, disent aussi qu'ils sont *enfans légitimes* de *Jean-Jacques Caradeux* & de *Louise-Amable Simon*. Il n'y a donc pas même de prétexte à l'équivoque qu'on a voulu faire sur le nom du Sieur Caradeux père.



Peut-être a-t-on voulu abuser de ce que le testament du Sieur Aubry ne le désignoit que par le nom de *Jean* ; mais cette erreur , cette omission d'un des noms de baptême du Sieur Caradeux père dans un acte qui n'est ni de son fait , ni de celui de ses enfans , peuvent-elles empêcher qu'ils ne soient enfans légitimes de *Louise-Amable Simon*, nièce de Jean-Martin Aubry ? Il s'ensuivroit tout au plus que s'il eût existé à la même époque un *Jean Caradeux* , auquel toutes les autres désignations de cet article du testament du Sieur Aubry se fussent adaptées , ce *Jean Caradeux* eût pu disputer au père des Sieurs Caradeux l'application du legs qu'il contenoit en sa faveur. Mais rien n'est certainement plus étranger à la filiation des Sieurs Caradeux , à leur parenté avec le Sieur Aubry ; ce n'est pas parce qu'ils sont fils du Sieur Caradeux , désigné par le testament du Sieur Aubry , qu'ils ont été appelés à la succession de celui-ci ; mais parce qu'ils étoient issus légitimement de *Louise-Amable Simon*.

Voici une autre objection tranchante , décisive , sans réplique , suivant les adversaires. Et d'où la tirent-ils ? Du testament du Sieur Aubry ? De la lettre de ce testament ? De ce testament ? De ses expressions ? De ce qui s'y trouve ? Point du tout. De son silence ; de ce qui ne s'y trouve pas exprimé. Cela promet du positif , de l'énergique :

Le Sieur Aubry léguoit au Sieur Caradeux père , *la jouissance, sa vie durant, d'une terre à Bellevue, dont il jouissoit déjà*, appartenante au Sieur Aubry , pour être réunie après la mort du Sieur Caradeux à tous les autres biens du Sieur Aubry.

Il a ensuite institué ses légataires universels & légitimes héritiers , ses plus proches parens & héritiers du sang.

Il n'a désigné le Sieur Caradeux père que par la qualité d'*Habitant à Bellevue*. Il n'a pas dit que les enfans du Sieur Caradeux fussent ses plus proches parens & héritiers du sang.

Voilà , voilà , s'écrie-t-on , des preuves évidentes du défaut de la parenté que les Sieurs Caradeux s'attribuent. Si elle existoit , le Sieur Aubry ne l'auroit pas ignoré. S'il l'avoit reconnue , seroit-il possible qu'il eût conçu son premier legs & sa dernière disposition dans les termes qui les forment ?

Le Sieur Caradeux auroit été le gendre de la sœur du Sieur Aubry , l'*ancien mari de sa nièce*, son neveu , le père de ses petits-neveux , & au moins d'une partie de ses héritiers ; le Sieur Aubry auroit-il pu écarter toutes ces qualités , tous ces liens , & ne le désigner que par son nom seul de Jean Caradeux & sa seule qualité d'*Habitant à Bellevue* ? Ce nom , cette qualité donnent du Sieur Caradeux l'idée d'un homme étranger au testateur.

Il en est de même , continue-t-on , du legs universel. Le Sieur Aubry auroit-il pu ne pas les désigner nominativement , s'il les eût comptés au nombre de ses héritiers ? Il les avoit vu naître. Il étoit au milieu d'eux. Ils eussent été les derniers rejetons apparens de la famille. Ils eussent réuni son propre nom à celui de Caradeux. Ils fussent nés sous ses yeux.

Suivant l'usage général des familles, il eût dû enfin en avoir présenté lui-même quelque-uns à l'Autel.

Tout démontre donc, disent les adversaires, que les familles Caradeux & Aubry n'ont jamais été unies l'une à l'autre; les titres de la première ne prouvent pas l'union. Le testament du Sieur Aubry atteste qu'elle n'exista jamais.

Est-ce assez d'inconséquences? Est-ce assez de sophismes? Nous pourrions sans doute nous borner à répondre: La parenté des Sieurs Caradeux avec le Sieur Aubry est démontrée. Elle l'est par une foule d'actes émanés du Sieur Aubry lui-même, & communs aux deux familles. Son testament est du 10 Août 1762. A la fin de l'année précédente, il avoit assisté au mariage de la Demoiselle Caradeux avec le Sieur de Rocheblanche, & il y avoit pris la qualité d'*oncle commun*. Il étoit donc impossible qu'il ignorât, qu'il méconnût en 1762, lors de son testament, ce qu'il avoit reconnu toute sa vie, ce qu'il avoit fait constater légalement en 1742, après l'avoir déjà signé dans le contrat de Marie-Magdeleine Aubry en 1714, dans le sien propre en 1725, dans celui de Louise-Amable Simon en 1739; de ce que le Sieur Aubry, en parlant du Sieur Caradeux père, n'auroit pas ajouté qu'il étoit son *neveu* ou l'*ancien mari de sa nièce*; de ce qu'en parlant de ses plus proches parens & héritiers du sang, il n'auroit pas dit que ces parens, ces héritiers étoient les enfans du Sieur Caradeux, ou que du-moins ils étoient de ce nombre, pourroit-il jamais en résulter que le Sieur Caradeux père n'eût pas réellement épousé Louise-Amable Simon, qu'elle ne fût pas la nièce du Sieur Aubry? Il semble qu'il seroit plus naturel d'en conclure que le Sieur Aubry n'a pas pensé qu'il eût besoin d'exprimer ce qui étoit notoire & avéré pour tous ceux qui l'environnoient, pour le Public comme pour lui-même. Il n'a pas pu prévoir qu'on mît jamais en question qu'il fût allié du Sieur Caradeux dont il avoit doté la femme comme sa nièce, qu'il fût le grand-oncle des enfans de Louise-Amable Simon, des petits-enfans de Marie-Magdeleine Aubry sa sœur, dont il avoit fait constater l'état & la naissance en même-temps que les siens en 1742, au mariage de laquelle il avoit assisté en 1714, qui avoit assisté au sien en 1724, avec laquelle il avoit passé toute sa vie, qui étoit morte chez lui.

Mais au moins le legs fait au Sieur Caradeux père par le Sieur Aubry suppose-t-il quelque liaison entre eux. Il lui lègue l'usufruit d'une terre dont il jouissoit déjà du vivant du Sieur Aubry. C'est par cette disposition que commence le testament; & quel pouvoit être le motif de cette disposition particulière & personnelle au Sieur Caradeux père? Il se présente naturellement à celui que la prévention n'aveugle pas.

Le Sieur Caradeux n'étoit pas parent du Sieur Aubry. Il n'étoit que son allié. Il ne lui succédoit pas. La succession passoit aux enfans Caradeux, dont la mère (Louise-Amable Simon) étoit morte en 1754. Le Sieur Aubry veut assurer au Sieur Caradeux père la conti-

nuation paisible de la jouissance qu'il avoit déjà commencée d'une terre qui appartenoit au Sieur Aubry. Voilà le motif du legs, & il étoit bien inutile pour sa validité, pour ses effets, pour l'exécution de cette volonté du Sieur Aubry, qu'il y exprimât ce qui étoit connu de tous ceux qui les connoissoient l'un & l'autre, que le Sieur Caradeux avoit épousé sa nièce, qu'il étoit le père de ses petits-neveux.

Pour ce qui est du legs universel & de la manière dont il est conçu, il est incontestable qu'il n'a rien changé à l'ordre établi par la loi elle-même. Si le Sieur Aubry fût mort sans tester, sa succession eût été dévolue à ses plus proches parens & héritiers du sang. Il a adopté par son testament la disposition de la Loi. Il n'a fait que la répéter

Si cette partie du testament avoit pu être susceptible d'interprétation, elle eût même été toute entière à l'avantage des Sieurs Caradeux. Ils sont issus de la sœur *germaine* du Sieur Aubry. Ils sont donc plus exactement, plus littéralement héritiers de son sang que tout autre héritier possible qui auroit appartenu au Sieur Aubry par ses ascendans; mais notre Droit n'admet point ces distinctions & ces nuances. Il a d'ailleurs été jugé avec le Sieur Caradeux que les autres parens du Sieur Aubry devoient venir concurremment avec eux à cette succession, s'ils étoient parens au même degré.

Ainsi, pour être admis à recueillir la succession du Sieur Aubry, pour en être saisis comme ils l'ont été, il suffisoit que les Sieurs Caradeux fussent ses plus proches parens; ils étoient les petits-fils de sa sœur unique, & dans la foule des concurrens dont la fortune du Sieur Aubry a excité l'ambition, il ne s'en est pas encore présenté ni annoncé un seul qui ait prétendu être son parent à un degré plus proche que celui où les Sieurs Caradeux sont placés. Les adversaires eux-mêmes, nous le verrons ailleurs, ne demanderoient qu'à être admis concurremment, quoiqu'on ait le front de réclamer en leur nom l'universalité.

Or nous avons démontré, à ce point d'évidence qu'on ne peut pas toujours atteindre sur les filiations, que les Sieurs Caradeux étoient les petits-neveux du Sieur Aubry. Et par quelle fatalité étant ses petits-neveux, n'existant pas de parens plus proches, se trouveroient-ils donc exclus par le silence du testament qui appelle cependant *les plus proches parens*, comme la Loi les auroit indiqués elle-même?

Parce que, dit-on, le Sieur Aubry auroit *pu* les désigner nominativement, parce qu'il n'est pas vraisemblable qu'il ne l'eût pas fait, s'il eût reconnu effectivement les Sieurs Caradeux pour ses petits-neveux, pour ses plus proches parens, pour ses héritiers.

Il est bien question de ce que le Sieur Aubry auroit *pu* faire. Il s'agit bien ici de *vraisemblance*, de *conjectures*, de *présomptions*. Qu'ont donc fait en ce moment nos adversaires de leurs grands principes sur la nécessité de *prouver* sa parenté, pour être admis à recueillir une succession?

Le testament & la Loi déferent celle du Sieur Aubry à ses plus proches parens, à ses héritiers du sang. Les Sieurs Caradeux sont constamment ses petits-neveux ; il n'existe pas de parens plus proches. Ils devoient donc recueillir cette succession ?

Si le testament n'existoit pas, les Sieurs Caradeux ne feroient pas désignés *nominativement* par la Loi. En feroient-ils moins héritiers ?

La disposition du testament n'est autre chose que la répétition de celle de la Loi, la volonté du Sieur Aubry exprimée par lui-même, qu'il vouloit que sa succession fût recueillie par ceux que la Loi y appeloit. Ils ne sont pas plus désignés *nominativement* par le testament qu'ils l'eussent été par la Loi. Comment donc ose-t-on dire & écrire que ceux qui sont appelés par la Loi & par le testament, sous la désignation générique de *plus proches parens, d'héritiers du sang*, sont exclus parce qu'on ne les a pas désignés nominativement ? Proposa-t-on jamais de paradoxe plus révoltant ?

L'expression de la volonté du Sieur Aubry sur le legs universel n'a certainement rien d'étonnant ; rien n'est au contraire plus familier, plus ordinaire que cette disposition. Après avoir fait des legs particuliers, après avoir manifesté toutes ses volontés dernières, le testateur, qui n'a pas disposé de tout, qui ne veut pas en disposer, qui veut que le reste de sa fortune suive la destination de la Loi naturelle & civile, qui en respecte le vœu, déclare laisser le surplus de ses biens à ses plus proches parens, à ses héritiers naturels. Cette disposition n'a jamais donné lieu à des difficultés, à des doutes. Jamais il n'est venu dans l'idée de personne de disputer ces biens aux plus proches parens, parce que leurs noms ne s'y trouvoient pas, parce qu'ils auroient pu y être, parce qu'il n'étoit pas à présumer que le testament ne les eût pas exprimés. Il étoit réservé aux adversaires des Sieurs Caradeux de trouver leur exclusion dans l'acte qui n'ajoute rien au droit que la nature & la Loi leur donnoient, mais qui ne peut pas l'affaiblir en le confirmant.

Veut-on, au surplus, appercevoir toute l'absurdité du raisonnement tiré du silence du testament sur la désignation *nominative* des plus proches parens du Sieur Aubry ? Les adversaires invoquent eux-mêmes ce testament & l'énonciation qu'il contient. Ils disent eux-même (page 6), « la disposition de l'homme & celle de la Loi se réunissent donc pour » assurer la fortune du testament à *ses plus proches parens & héritiers du sang* ».

De ce que le testament ne désigne pas les Sieurs Caradeux pour être ses *plus proches parens*, ils induisent ensuite qu'ils ne l'étoient pas ; ils soutiennent au contraire que c'est à eux, Sieur & Dame Aubry qu'il faut appliquer cette intention, cette volonté du Sieur Aubry, parce qu'ils prouvent qu'ils étoient *ses plus proches parens*, quoiqu'ils n'y soient pas plus désignés nominativement que les Sieurs Caradeux.

Mais qui peut donc autoriser deux conséquences aussi diamétralement opposées de la même

disposition ? Quoi ! la parenté des Sieurs Caradeux est prouvée. Il est démontré qu'ils étoient *les plus proches parens* du Sieur Aubry. Il est incontestable que la succession appartient aux plus proches parens , & les Sieurs Caradeux seroient écartés parce qu'ils ne seroient pas désignés nominativement !

Rien ne prouve, & nous l'établirons, la prétendue parenté des adversaires. Ils ne seroient , d'après eux-mêmes , parens qu'au même degré que les Sieurs Caradeux. Le testament ne les désigne pas plus que les Sieurs Caradeux , & ils seroient appelés comme étant *les plus proches parens* que le Sieur Aubry auroit désignés par son testament pour lui succéder ! Il faut être patient pour discuter sérieusement ce qui ne mériterait que le mépris & la dérision.

Nous donnons à ces expressions générales du testament du Sieur Aubry un tout autre sens , une toute autre valeur que ceux que les adversaires s'efforcent de leur prêter.

La lecture de ces mots a suffi d'abord pour nous convaincre que la succession du Sieur Aubry devoit nécessairement passer à *ses plus proches parens* , puisqu'il le vouloit avec la Loi. Il seroit quelquefois dangereux & même injuste de s'attacher servilement à la lettre des actes. Il vaut mieux souvent en consulter l'esprit & redresser par une interprétation saine & raisonnable une expression dont celui qui l'aura employée n'aura pas senti la valeur & la force. Mais il est aussi des dispositions si claires , des actes si précis , que toute l'habileté d'un interprète échoueroit contre la lettre qui les exprime. Le testament du Sieur Aubry est, il faut l'avouer , de cette dernière espèce. On s'épuiserait en vain pour en contourner, pour en contraindre , pour en défigurer le sens. La raison & la justice y ramèneront toujours. Il demeurera toujours constant qu'il a voulu ce que la Loi auroit voulu pour lui, que *ses plus proches parens fussent ses héritiers*. Et fut-il jamais de disposition qui méritât mieux d'être respectée , dont il fut moins permis de s'écarter , que celle qui exprime à la fois le vœu de la nature , la disposition de la Loi & la volonté de celui à qui la nature & la Loi permettoient de ne pas suivre leur voix , mais qui n'a écouté & voulu suivre qu'elle. Réservez cette faculté de restreindre ou étendre la valeur & l'effet des actes pour ceux où la foiblesse & la passion , la violence & la fraude auront gêné les mouvemens libres qui doivent les diriger , pour ceux qui s'écartent des Loix naturelles & civiles sur lesquelles ils doivent être mesurés : la raison & la justice le permettent. Elles le veulent. Mais faire plier, sous une interprétation subtile & forcée des volontés claires, certaines autant que justes & sages, ce seroit abuser criminellement d'un droit qu'il faudroit plutôt s'interdire que de le profaner. Ce seroit mettre le mal & ses pernicioeux effets à la place du remède salutaire que les Loix ont permis aux Juges d'y appliquer.

Si la volonté du Sieur Aubry est trop claire , trop expresse pour permettre , pour souffrir l'interprétation , pourquoi vouloir pénétrer son intention ? Cette espèce d'inquisition est inutile à l'exécution de son testament. Mais au moins n'est-il pas défendu de pressentir la cause qui a pu le déterminer , & on va voir combien les motifs qui ont dû diriger son



testament étoient opposés à ceux que les adversaires lui supposent. Nous ne voulons pour le prouver que les opposer à eux-mêmes & comparer les dispositions du testament.

Le Sieur Caradeux père étoit étranger, dit-on, au Sieur Aubry, puisqu'il l'a désigné par son nom seul & sa qualité d'Habitant, sans y ajouter aucune expression qui désignât leur parenté ou alliance.

Les enfans du Sieur Caradeux auroient été nommés dans le testament si le Sieur Aubry les eût reconnus pour ses parens. Comment eût-il négligé de désigner nominativement ceux qui auroient été les derniers rejetons de sa famille, qui eussent réuni son nom à celui de Caradeux, qui fussent nés, qui eussent été élevés sous ses yeux, dont il eût reçu les caresses dès le berceau, dont quelque-uns eussent dû être présentés par lui-même à l'Autel?

Lorsque les adversaires s'exprimoient ainsi, ils pensoient faire l'énumération de tout ce qui manquoit aux Sieurs Caradeux pour prouver leur parenté avec le Sieur Aubry. Ils ne sont pas heureux, les adversaires des Sieurs Caradeux! Ceux-ci cumulent toutes les preuves dont on les croyoit dépourvus, du-moins toutes celles qui étoient possibles.

Ils ne réunissent pas le nom d'Aubry au leur, parce que leur mère s'appeloit *Simon* & non pas *Aubry*; mais ils sont les derniers rejetons de la famille du Sieur *Aubry*. Il est mort sans postérité directe. Les Sieurs Caradeux sont les petits-enfans de sa sœur unique.

Ils sont nés, ils ont été élevés sous les yeux du Sieur Aubry, & plusieurs dans sa maison. Il a donc pu recevoir leurs caresses dès le berceau. Il a *présenté à l'Autel* l'un des enfans Caradeux, la Dame de Rocheblanche; & avec qui a-t-il concouru à cette cérémonie religieuse? avec *Marie-Magdeleine Aubry sa sœur*, aïeule de l'enfant que l'on baptisoit.

Son attachement pour ces enfans ne s'est pas borné à leurs premières années. Le Sieur Caradeux aîné, son petit-neveu, comme tous les frères & sœurs, étoit le filleul de la Dame Aubry. Le Sieur Aubry & sa femme lui avoient voué une affection particulière. Ils l'avoient envoyé en France. Ils faisoient les frais de son éducation. C'étoit le Sieur Charret correspondant du Sieur Aubry, qui y fournissoit. Et dans quel temps le Sieur Caradeux aîné recevoit-il du Sieur Aubry ces marques de tendresse & d'intérêt vraiment paternels? En 1762, précisément à l'époque où le Sieur Aubry faisoit son testament. Enfin, dix mois avant son testament, le Sieur Aubry avoit concouru au mariage de la Demoiselle Caradeux, & il l'avoit encore désigné par le double lien qui les unissoit. Il y étoit établi *oncle* & *parrain* de la future.

Maintenant qu'il est avéré que la famille Caradeux réunissoit toutes les preuves de sa parenté avec le Sieur Aubry, de la liaison la plus intime, de l'affection, de l'attachement le plus tendre, toutes ces preuves que l'on croyoit leur manquer; maintenant qu'il est démontré que le Sieur Aubry n'a cessé de reconnoître *Marie-Magdeleine Aubry* pour sa

sœur, *Louise-Amable Simon* pour sa nièce, les enfans du Sieur Caradeux pour ses petits-neveux ; qu'il a servi de père à l'un d'eux, qu'il lui en tenoit lieu précisément à l'époque de son testament ; nous le demandons à celui que la prévention ou la passion ne maîtrisent pas, l'argument des adversaires ne se rétorque-t-il pas avec bien de l'avantage contr'eux ?

On vouloit que le Sieur Aubry n'eût jamais reconnu les Sieurs Caradeux, parce qu'ils n'étoient pas nommés dans son testament. Il est prouvé qu'il n'a cessé de les reconnoître pour ses parens, eux, leur mère, leur aïeule. Il est prouvé qu'il ne pouvoit pas ne pas les reconnoître. Il est prouvé qu'il les a affectionnés, chéris, soignés toute sa vie, comme le père le plus tendre. Il n'est donc ni vraisemblable, ni même possible qu'il les ait oubliés dans son testament, qu'il les ait écartés de son cœur & de son esprit dans l'instant où il distribuoit sa fortune à ceux dont l'attachement avoit mérité le sien, où il donnoit à chacun d'eux une preuve de sa tendresse, où il s'occupoit de mesurer ses libéralités sur son affection, de laisser après lui les preuves des sentimens qu'il avoit déjà & tant de fois manifestés de son vivant.

Quoi ! ses plus proches parens, les seuls qu'il eût autour de lui, une famille nombreuse & sans fortune, celui qu'il avoit accoutumé à le regarder comme son père, celle qu'il venoit d'appeler sa nièce, sa filleule, les enfans de celle qu'il avoit mariée & dotée comme sa nièce, les petits-enfans de sa sœur unique, eussent été les seuls omis dans le testament du Sieur Aubry ! Il les eût mis dans l'oubli le plus parfait, lorsque ceux qui ne lui tenoient que par des alliances, par des liens spirituels, par celui de l'amitié, recevoient tous des marques de sa sensibilité, de sa libéralité !

Il léguoit 60,000 livres à M. & à Madame de Saintard, qui n'étoient pas ses parens, mais seulement ceux de la Dame Aubry, morte dès 1761 ; 10,000 livres à leur fille, qui s'éloignoit encore plus de lui, mais qui étoit sa filleule.

Il léguoit 6,000 livres à la Demoiselle Maillet, qui lui étoit absolument étrangère, qui étoit seulement sa filleule. Il léguoit 15,000 livres à la Demoiselle *Goislin*, qui ne lui tenoit par aucun lien.

Et il ne vouloit rien laisser aux enfans Caradeux ses plus proches parens ! Et il ne léguoit rien à la Dame de Rocheblanche, qui étoit en même-temps sa petite-nièce & sa filleule ! Et il ne donnoit rien au Sieur Caradeux aîné qu'il avoit envoyé en France, qu'il y faisoit élever, à son frère, à ses sœurs qui l'environnoient, dont plusieurs demeuroient chez lui. Il auroit totalement oublié la famille Caradeux, dont, suivant les adversaires eux-mêmes, il avoit été le bienfaiteur perpétuel. (page 27).

Il faisoit un legs particulier au Sieur Caradeux père, qui n'étoit que son allié, qui avoit épousé sa nièce, dont la femme étoit morte, & il n'auroit pas pensé aux enfans du Sieur Caradeux, aux enfans de sa nièce ! A qui pourroit-on le persuader ?

Non, le testament du Sieur Aubry ne recéloit point un abandon aussi bizarre, aussi inconcevable, aussi injuste d'une famille au milieu de laquelle il vivoit, & qu'il n'avoit cessé d'affectionner. Le Sieur Aubry favoit bien que les enfans Caradeux étoient ses plus proches parens. Il instituait *ses plus proches parens* ses légataires universels. Il n'oublioit donc pas les enfans Caradeux. Il leur laissoit ce que la Loi elle-même leur auroit assuré sans le testament ; mais il répétoit avec satisfaction cette disposition de la Loi pour la famille Caradeux, qui lui avoit toujours été chère.

Cette explication paroîtra, nous l'espérons, plus naturelle, plus vraie que le sens perfide & absurde que les adversaires ont travaillé à donner au testament du Sieur Aubry. Elle est prise dans les sentimens qu'il devoit avoir, qu'il avoit nécessairement. Elle s'accorde avec la vérité démontrée que les Sieurs Caradeux étoient les parens, les plus proches parens du Sieur Aubry. Celle des adversaires renverse, au contraire, cette harmonie qui les choque sans doute, cet accord parfait des preuves que nous rapportons de celles que le Sieur Aubry n'a cessé de donner de son attachement, pour les enfans Caradeux, de celles que son testament devoit en offrir & en contient effectivement.

Enfin, nous dira-t-on peut-être encore, pourquoi le Sieur Aubry n'a-t-il donc pas nommé les enfans Caradeux ? Nous pourrions bien nous dispenser de répondre à cette question inutile. Nous pourrions bien ignorer les motifs qui ont pu porter le Sieur Aubry à s'exprimer comme il l'a fait, & il n'en résulteroit rien de contraire aux Sieurs Caradeux. Le testament appelle ses plus proches parens. Les Sieurs Caradeux sont ces plus proches parens. Cela leur suffit. Ils le prouvent. On ne peut rien exiger de plus.

Mais nous voulons bien encore satisfaire sur ce point la curiosité plutôt que l'intérêt des adversaires. Le Sieur Aubry étoit environné, obsédé peut-être par plusieurs familles qui, sans avoir le droit de prétendre à sa succession, se croyoient au moins celui d'espérer qu'ils auroient part à ses largeesses.

La fortune du Sieur Aubry provenoit en majeure partie de celle de sa femme. La Dame Aubry étoit tante des Sieurs la Toison. En mourant avant son mari, celui-ci avoit, par l'effet de la donation contractuelle, réuni toute la fortune dans sa main. La famille la Toison avoit été par là déçue de ses espérances. Le Sieur de Rocheblanche avoit fait renaître les fiennes par son mariage avec l'une des héritières du Sieur Aubry, *Ursule Caradeux*. Mais les frères & sœurs du Sieur de Rocheblanche, la Dame de Saintard, n'avoient plus de ressources & d'espoir que dans la tendresse & l'affection du Sieur Aubry.

Le Sieur de Gizeux de son côté, héritier en partie du Sieur Aubry, aspirait cependant à recueillir toute sa succession. Il avoit toujours entretenu une liaison étroite avec lui. Le grand âge du Sieur Aubry, les foiblesses, les infirmités qui le suivent ne lui permettoient guères de surveiller l'administration des biens du Sieur de Gizeux, dans la Colonie. Les revenus

du Sieur de Gizeux souffroient singulièrement de l'inertie de cette gestion, mais il craignoit de déplaire au Sieur Aubry en lui retirant sa procuration, & il espéroit que les dernières volontés du Sieur Aubry le dédommageroient après sa mort du sacrifice qu'il auroit fait pour lui laisser sa confiance & le soin de ses intérêts.

Enfin, la famille Caradeux fondeoit ses espérances sur sa parenté & sur la tendresse que le Sieur Aubry n'avoit cessé de lui témoigner.

Le Sieur Aubry de son côté, favoit bien que ses parens paternels existoient à la Rochelle, & il ne vouloit pas plus les oublier que ceux qu'il avoit dans la Colonie.

Il est vraisemblable que le Sieur Aubry, en voulant assurer ses dispositions d'une manière bien certaine, bien positive, craignoit cependant de les manifester avec cette évidence que le nom des légataires universels eût ajoutée à sa dernière volonté. Il redouta peut-être l'explosion & le trouble que la désignation nominative de ses légataires eût pu occasioner entre tous ceux qui se berçoient de l'espoir que le choix tomberoit sur eux. Mais il favoit bien quels étoient *ses plus proches parens*, quels seroient ceux qui recueilleroient sa succession en la laissant à ses plus proches parens, & cela suffisoit à son cœur.

Le dirons-nous, enfin, le Sieur Aubry n'étoit peut-être pas exempt des faiblesses qui accompagnent si souvent l'homme dans les progrès de sa fortune & de son élévation. La nature avoit trop d'empire sur son cœur pour lui permettre d'exclure de sa succession les parens qu'il avoit en France, & dont il avoit autrefois reçu des secours; mais elle n'en avoit peut-être pas assez pour le déterminer à nommer des parens que leur état, leur fortune laissoient loin de lui. Quel est l'homme exempt de faiblesse, & si le Sieur Aubry en eut une, ne fut-elle pas rachetée par toutes les vertus qui le distinguoient? Il est donc possible que ne voulant pas désigner ses parens paternels en France, ne voulant pas cependant les exclure, ne pouvant pas nommer ceux qu'il laissoit dans la Colonie sans désigner en même-temps ceux de France, il ait pris le parti de les réunir sous la désignation générique *d'héritiers du sang*, de *plus proches parens*, bien certain qu'elle suffiroit pour les faire reconnoître après sa mort.

Ainsi nous avons fait pour les Sieurs Caradeux plus que nous ne devons. Établir leur filiation, celle de leur mère, celle de leur aïeule, prouver la parenté des ces trois générations avec le Sieur Aubry, voilà tout ce que nous devons, tout ce qu'on avoit le droit de leur demander pour justifier celui qu'ils avoient à sa succession. Ces preuves sont acquises. Elles sont incontestables. Nous en avons comblé la mesure.

Marie-Magdeleine Aubry étoit sœur du Sieur Aubry & mère de Louise-Amable Simon; celle-ci étoit par conséquent la nièce du Sieur Aubry, & elle étoit mère des Sieurs Caradeux. Ils étoient donc petits-neveux du Sieur Aubry. De tous les aspirans à sa succession, aucun n'a prétendu encore être parent à un degré plus proche que celui des Sieurs Caradeux.

La Loi & le testament du Sieur Aubry qui n'en a été que l'écho, appeloient donc les Sieurs Caradeux à recueillir les biens du Sieur Aubry.

A l'instant où il est mort, à l'instant où son testament fut connu, les Sieurs Caradeux & leurs sœurs se sont présentés comme habiles à succéder au Sieur Aubry leur *oncle*. Qu'on se reporte à cet instant de fermentation où le mécontentement de ceux qui étoient exclus, qui se voyoient frustrés de tout espoir, a dû nécessairement éclater. Croit-on que les Sieurs la Toison qui s'étoient présentés aux scellés, auxquels le testament ne permit plus de paroître à l'inventaire, fussent bien disposés à souffrir qu'une famille étrangère au Sieur Aubry usurpât à la fois cette succession sur laquelle ils avoient compté, & la parenté qui seule pouvoit l'y faire admettre ? Le Sieur Caradeux & ses enfans furent cependant mis en possession sans difficulté, sans la moindre résistance. Ce silence forcé des Sieurs la Toison, l'aveu de M. de Saintard, mari lui-même de la Demoiselle la Toison, exécuteur-testamentaire du Sieur Aubry, obligé en cette qualité, comme il le dit lui-même dans l'inventaire à l'occasion du Sieur de Gizeux, *d'avertir les héritiers, de les faire jouir*, la remise qu'il fait de la succession du Sieur Aubry à la famille Caradeux, pourroient encore être invoqués comme les preuves les plus fortes du droit & de la qualité des Sieurs Caradeux, si nous n'en avions déjà beaucoup au-delà de ce qu'on peut exiger d'eux.

Nous n'avons plus à répondre qu'à une réflexion des adverfaires sur les titres que les Sieurs Caradeux devroient, selon eux, rapporter pour prouver leur parenté. Ils demandent pourquoi nous ne produisons pas des *lettres du Sieur Aubry*, & celles de la famille Caradeux au Sieur Aubry, qui ont dû se trouver dans la succession du Sieur Aubry. On s'étend beaucoup sur la force & la valeur de ces lettres, dont *chacune doit être, en quelque sorte, un titre contradictoire sur le fait de possession du prétendu état de parens des Sieurs Caradeux, ou un acte qui les déclare & les retienne éloignés de la famille*. On reproche aux Sieurs Caradeux de *supprimer eux-mêmes un des canaux les plus importans, d'où les preuves de leur état pourroient jaillir très-abondamment*.

Retenons bien ceci pour y revenir. Rendons grace aux adverfaires d'avoir laissé échapper au moins une vérité dont ils voudroient abuser ici, dont nous ferons ailleurs une application plus juste.

Sans doute une correspondance non suspecte peut & doit être consultée. Ces papiers domestiques sont même souvent des témoignages plus sûrs que des actes dont tout le mérite est quelquefois dans la forme extérieure; aucun membre de la famille n'y a souvent coopéré, ou il n'y a participé que passivement. Les lettres appartiennent au moins à leurs auteurs. Elles sont leur ouvrage. On ne les écrit, on ne les signe pas machinalement & sur la foi d'un autre qui, le plus souvent, ne met pas plus d'intérêt & d'attention à la portion qui est de son ministère, qu'il n'apporte de soin à faire perfectionner l'ensemble par ceux que la Loi veut y voir concourir avec lui.



Mais lorsqu'une filiation est prouvée par des actes irréprochables, lorsqu'elle l'est sur-tout par ces contrats auxquels deux familles réunies exprès pour l'accomplir travaillent réciproquement & avec réflexion, qu'est-il besoin de chercher encore d'autres preuves que la raison & la Loi n'adoptent que lorsque les autres manquent, ou lorsqu'elles ont besoin d'être fortifiées ?

Les preuves de la filiation des Sieurs Caradeux n'ont besoin d'aucun autre appui, on a pu en juger. Tous les membres de cette famille étoient auprès du Sieur Aubry ; on n'a pas souvent l'occasion d'écrire à ceux avec lesquels on est tous les jours. Le Sieur Aubry mort à 80 ans, n'a pas passé les dernières années de sa vie à écrire ; à peine pouvoit-il signer. Le Sieur Caradeux aîné seroit le seul qui eût pu, pendant son voyage en France, recevoir des lettres du Sieur Aubry. Mais un jeune homme conserve-t-il précieusement la correspondance de sa famille ?

L'inventaire du Sieur Aubry indique bien au surplus qu'il y fut trouvé *quelques lettres qui n'avoient rien d'intéressant*. Mais elles ne furent pas inventoriées avec plus de détail. On se borna à cette énonciation suivant l'usage. Ces lettres, comme presque tous les papiers du Sieur Aubry, comme ceux qu'il étoit le plus intéressant de conserver, des titres de propriété ont été la pâture des vers ; & si nous produisions aujourd'hui, comme preuves de la parenté des Sieurs Caradeux, des lettres écrites par eux au Sieur Aubry, on ne manqueroit pas de nous dire qu'elles ont été fabriquées exprès pour nous faire des titres, mais qu'elles ne signifient rien : avec des adversaires comme les nôtres, il est impossible de ne pas être en défaut. Vous ne produisez pas de lettres, parce qu'elles déposeroient contre vous. Si vous en présentiez, elles seroient fausses. Encore vaut-il mieux n'être pas taxé de faux, de fabrication, & sur-tout avoir des titres qui ne laissent rien à désirer.

C'est bien là certainement la position des Sieurs & Dames Caradeux, & si leurs adversaires avoient montré moins d'inconséquence, moins d'éloignement pour toute espèce de vérité, si on pouvoit les soupçonner capables de se réconcilier une fois avec l'évidence & la raison, après toutes les injures qu'ils leur ont faites, on pourroit se flatter de les avoir convaincus que *les Sieurs Caradeux* étoient véritablement les *plus proches parens du Sieur Aubry*. Mais qu'importe, si les adversaires sont incurables, au moins aurons-nous persuadé ceux qui veulent qu'on les instruisse, & non pas qu'on les trompe.

Il nous reste pour compléter cette partie de la défense des Sieurs Caradeux, à établir la filiation du Sieur de Gizeux, & à justifier par là le consentement de la famille Caradeux, d'après lequel le Sieur de Gizeux a été admis pour un septième par l'Arrêt de 1764. Nous répondrons en même-temps à la portion du Mémoire des adversaires qui y a rapport, de la page 28 à la 32.

Cet Arrêt de 1764, dit-on d'abord, est le fruit du concert le moins équivoque entre les Sieurs Caradeux & de Gizeux.

Oh, pour cette fois nous ne serons pas divisés, nous en convenons. La famille Caradeux prévint l'Arrêt ; elle y consentit. C'est de son consentement que le Sieur de Gizeux fut envoyé en possession du septième de l'hérédité du Sieur Aubry.

Mais est-ce donc un crime punissable, comme on semble l'annoncer, que cet hommage rendu aux droits du Sieur de Gizeux, à leur évidence ? La famille Caradeux n'admettoit-elle ce testament que pour couvrir elle-même son invasion illégitime du reste de la succession Aubry ? C'étoit-là une conséquence des premières assertions de nos adversaires. Ils venoient de soutenir que la famille Caradeux étoit étrangère au Sieur Aubry, il falloit bien donner un prétexte à leur complaisance pour le Sieur de Gizeux.

Seroit-ce donc un fort inévitable pour nos adversaires de préparer des argumens qui dussent se tourner contre eux-mêmes ? C'est assez du moins le caractère de ce qui doit son existence à l'inconséquence & à l'erreur.

Les droits & la parenté des Sieurs Caradeux étoient constans & prouvés de manière à ne pas en redouter l'examen. Le Sieur de Gizeux se présente, non pour les exclure, mais pour réclamer une portion égale à celle de chacun d'eux.

La demande du Sieur de Gizeux contenoit donc, d'abord, un aveu formel de sa part que les Sieurs Caradeux étoient héritiers du Sieur Aubry. Il prétendoit seulement l'être aussi & au même degré qu'eux. Ils avoient sur lui l'avantage de la possession. Jamais position ne fut plus favorable pour contester & examiner sévèrement le droit & la qualité du Sieur de Gizeux.

La parenté des Sieurs Caradeux & celle du Sieur de Gizeux n'avoient pas la même origine. Ceux-là pouvoient bien être parens & celui-ci ne pas l'être. Les Sieurs Caradeux descendoient directement de la sœur du Sieur Aubry ; le Sieur de Gizeux prétendoit descendre de la mère du Sieur Aubry. Les preuves de l'une & de l'autre filiation pouvoient avoir quelque chose de commun, mais la portion de celle du Sieur de Gizeux, qui remontoit au-delà de Jan-Martin Aubry, pouvoit être viciée. Les Sieurs Caradeux pouvoient la critiquer impunément. On croira donc bien plutôt qu'ils ont reconnu le Sieur de Gizeux parce qu'il avoit des droits, qu'on n'imaginera pas qu'ils l'ont admis quoiqu'il n'en eût aucun. Mais c'est à cette dernière idée que les adversaires ont donné la préférence & se son complaisamment arrêtés. Cela devoit être, d'après leur penchant irrésistible pour soupçonner de fraude, de mensonge, d'imposture, ce qui paroîtroit à tout autre simple, juste & vrai. Eux qui ont l'audace de réclamer toute la succession sans aucuns titres, contre l'évidence de ceux des trois branches qui en jouissent, comment croioient-ils qu'on a pu

se décider à abandonner volontairement une portion sur des titres légitimes ? Les ennemis de la justice, de la vérité ne doivent point y croire. Ils n'en ont pas la faculté.

Jugeons plus sainement. Apprécions le consentement de la famille Caradeux à l'Arrêt de 1764, par les motifs qui l'ont dirigé. Ne calomnions pas les intentions avant de connoître si elles étoient justes.

La filiation du Sieur de Gizeux n'est ni plus longue, ni plus compliquée que celle des Sieur Caradeux ; les titres qui l'établissent ne sont pas plus équivoques, pas moins authentiques que les leurs.

Le Sieur *René-Simon Grand-Homme de Gizeux*, celui au profit duquel l'Arrêt de 1764 a été rendu, étoit fils de *Simone Dubois* & de *René Grand-Homme*.

*Simone Dubois* étoit sœur de *Marie Dubois*, mère de *Jean-Martin Aubry*.

Le Sieur de Gizeux & le Sieur Aubry étoient donc enfans des deux sœurs, cousins-germains maternels. C'est en cette qualité que le Sieur de Gizeux a réclamé un septième de la succession du Sieur Aubry, dont il se trouvoit parent au même degré que les Sieurs Caradeux. C'est à ce titre que ce septième lui a été adjugé par l'Arrêt du 19 mai 1764.

Voyons maintenant si cette parenté du Sieur de Gizeux étoit prouvée. On doit d'abord le présumer, parce que les Sieurs Caradeux n'avoient d'autre motif de reconnoître le Sieur de Gizeux, que celui de se rendre à l'évidence. Cette présomption est singulièrement fortifiée par l'Arrêt de 1767. Le Sieur de Gizeux y étoit partie. Ses titres y sont relatés. La Dame Hudin les a critiqués. Elle avoit formé tierce-opposition à l'Arrêt du 19 Mai 1764 ; cette tierce-opposition a été admise. La parenté du Sieur de Gizeux, avouée par les Sieurs Caradeux, en 1764, a donc été jugée & reconnue contradictoirement avec la Dame Hudin, en 1767 ; mais vous verrez que ce sera encore une collusion entr'eux. Cette nuance a échappé aux adversaires. Donnez-leur le temps de la saisir, ils ne manqueront pas d'associer la Dame Hudin au concert qu'ils ont supposé entre les Sieurs Caradeux & de Gizeux, en 1764, & le Sieur de Gizeux à la connivence des Sieurs Caradeux & de la Dame Hudin pour amener l'Arrêt de 1767. Tant qu'il ne faudra que nier & affirmer, vous ne les verrez jamais embarrassés. Notre fureur à nous est de ne présenter que des vérités, d'en chercher les preuves ; & voici celles que nous appercevons de la parenté du Sieur de Gizeux.

*Jean Dubois* & *Anne Galop*, veuve Papion, se marièrent à Bordeaux en 1655. Ils demeuroient l'un & l'autre sur la Paroisse de *Saint-Michel*, (& non pas de *Michin*, comme le disent les adversaires, page 16 & 17).

Leur contrat de mariage est rapporté. Il est du 24 Juillet 1655. La perte des registres de la Paroisse de Saint-Michel pour les années 1655, jusques & compris 1659, est constatée

par une attestation authentique donnée le 20 Juillet 1764, par le Curé de Saint-Michel & le Greffier en chef du Siège Royal de Guyenne

Ce mariage n'est pas contesté par les adversaires. Ils se font rendus sur ce point à l'évidence. Ils avouent que les pièces produites par le Sieur de Gizeux prouvoient le mariage de *Jean Dubois & Anne Galop*, (page 29 & 31).

*Simone & Marie Dubois* sont issues de ce mariage. Leurs actes baptismaires sont rapportés.

Celui de *Marie Dubois* est du 25 Mai 1656. Elle y est désignée *Marte, fille légitime de Jean Dubois & d'Anne Galop*.

Celui de *Simone* est du 29 Septembre 1671. Elle y est appelée *Simone, fille légitime de Jean Dubois & d'Anne Galop*.

Il est donc évident que *Marie & Simone Dubois* étoient sœurs germaines.

*Simone Dubois* fut mariée, d'abord en 1693, au Sieur *Jean le Sergent*, Habitant au quartier de Léogane. Ce mariage fut fait au Port-de-Paix. L'acte de célébration périt dans l'incendie de 1695 ; mais le Sieur *Jean le Sergent* avoit pris une expédition du contrat dont l'insinuation devoit être faite au Greffe de Léogane, comme dans celui du Port-de-Paix. Ce contrat a donc été conservé par ce moyen ; il est du 7 Novembre 1693.

On y voit que le Sieur *Sergent* contracte avec *Demoiselle Simone Dubois, demeurante au Port-de-Paix, native de Bordeaux . . . . fille de défunt Jean Dubois, Bourgeois & Marchand, . . . & Anne Galop ses père & mère*.

Nous parcourons ensuite les noms des parens qui ont assisté à ce contrat, & nous trouvons de la part de la *Demoiselle Simone Dubois . . . Martin Aubry, Enseigne de Milices & Habitant de ce quartier ; Demoiselle Marie Dubois, sœur de la Dame future épouse, femme dudit Sieur Aubry . . .*

Les signatures *Martin Aubry & Marie Dubois*, sont rapportées sur l'expédition.

Le Sieur le Sergent mourut, & *Simone Dubois* sa veuve se remaria en 1699, au Sieur *René Grand-Homme*.

Le contrat & l'acte de célébration de ce second mariage sont rapportés. Le contrat est du 4 Novembre 1699, passé devant un Notaire reçu au Conseil Souverain de l'île de la Tortue & côte Saint-Domingue, résidant à Léogane.

Le Sieur *René Grand-Homme*, Habitant de Léogane, natif du Lude en Anjou, contracte avec *Demoiselle Simone Dubois, veuve de feu Sieur Jean le Sergent, vivant Habitant du même lieu de Léogane, icelle fille naturelle & légitime de défunt Sieur Jean Dubois, vivant Marchand, Bourgeois de la ville de Bordeaux, & d'Anne Galop ses père & mère . . .*

De ce mariage, célébré à Léogane, le 25 du même mois de Novembre 1699, étoit issu le Sieur *René-Simon Grand-Homme*, surnommé ensuite *de Gizeux*. Il fut baptisé le premier Décembre 1705. *René-Simon Grand-Homme*, né le 21 Juin dernier, procréé en légitime mariage de *M. René Grand-Homme*, & de *Demoiselle Simone Dubois*.

Il n'en faudroit pas d'avantage assurément pour justifier les droits & la parenté du Sieur de Gizeux avec le Sieur Aubry, pour prouver qu'ils étoient cousins-germains : ne fust-il pas de prouver qu'ils étoient enfans des deux sœurs ? Et peut-on contester que *Marie Dubois*, mère de Jean-Martin Aubry, & *Simone Dubois*, mère du Sieur de Gizeux, fussent sœurs germaines ? Mais en voudroit-on d'autres preuves encore ?

Dans le contrat de mariage de *Marie-Magdeleine Aubry* & *Jacques Pageot*, du 5 Juin 1709, on retrouve le Sieur *René Grand-Homme*, père du Sieur Gizeux. Il y assiste comme oncle du côté maternel de *Marie-Magdeleine Aubry*, & il l'a signé. Il assista aussi à la célébration & en signa l'acte.

Lorsque *Marie-Magdeleine Aubry* veuve Pageot se remaria en 1714 avec *Barthelemi Simon*, le Sieur *René Grand-Homme* étoit aussi présent, & sa femme *Simone Dubois* s'y trouva elle-même. Voici ce qu'on lit dans le contrat du 24 Octobre 1714 « & de la part » de la Dame future épouse, de ladite Dame *Dubois* (*Marie*) sa mère, du Sieur *Jean-Martin Aubry* son frère, de *M. René Grand-Homme*, Habitant au quartier de la » Grande-rivière de Léogane, de Dame *Simone Dubois* son épouse, tante maternelle de ladite « future épouse (*Marie-Magdeleine Aubry*) ».

Enfin ne voit-on pas dans l'enquête faite en 1742, à la requête du Sieur Aubry lui-même, que *Simone Dubois*, épouse du Sieur *Grand-Homme*, père du Sieur de Gizeux, avoit toujours reconnu *Jean-Martin Aubry* pour son neveu ?

Il est donc prouvé, & prouvé sans réplique ; 1°. que *Marie & Simone Dubois* étoient sœurs germaines.

2°. Que *Marie Dubois* étoit mère de *Jean-Martin Aubry*.

3°. Que *Simone Dubois* étoit mère du Sieur de Gizeux, tante de *Marie-Magdeleine Aubry*, sœur germaine de *Jean-Martin Aubry*, & par conséquent tante de *Jean-Martin Aubry* lui-même.

4°. Que le Sieur de Gizeux, fils de *Simone Dubois*, étoit cousin-germain de *Jean-Martin Aubry*, fils de *Marie Dubois*.

C'est pourtant cette vérité qu'on ne pardonne pas aux Sieurs Caradeux d'avoir reconnu en consentant à l'Arrêt de 1764 ; c'est l'aveu de cette vérité qu'on soutient hardiment être



l'effet d'un concert dont les Sieurs Caradeux avoient besoin pour couvrir leur usurpation ; pour prévenir un éclat dont ils devoient redouter les suites.

Malheur à celui qui a tant d'aversion pour la vérité, qu'il ne peut pas même se persuader qu'on lui rende un hommage volontaire & libre, aux yeux duquel cet aveu juste & pur doit toujours recéler un motif honteux, qui en altère l'éclat & le mérite ! La perversité de son cœur est à son comble.

Et si pour justifier l'accueil que les Sieurs Caradeux ont fait aux prétentions du Sieur de Gizeux, ce n'étoit pas assez que le concours de tant de preuves légales & authentiques, ne pourrions-nous pas ajouter qu'il est des vérités tellement notoires qu'elles ne peuvent être contestées & mises en problème ? Il n'y en eut jamais qui, à l'authenticité des titres, joignit ce signe de notoriété, plus que la réclamation du Sieur de Gizeux. Il n'en est point qui dût être plus respectée aujourd'hui.

Ses droits ont été reconnus par les Sieurs Caradeux, & fixés par un Arrêt en 1764. Agités de nouveau en 1767, ils ont éprouvé la contradiction la plus sérieuse, la plus vive ; & ce second Arrêt les a consacrés solennellement. Voudra-t-on admettre deux Arrêts comme un préjugé au moins de la vérité qu'ils ont décidée ?

Mais cette vérité, que le Sieur de Gizeux étoit parent du Sieur Aubry, son *cousin-germain*, cette vérité qui dissipe facilement aujourd'hui les nuages dont les adversaires s'efforcent de la couvrir, ne devoit elle pas avoir à l'époque de la mort du Sieur Aubry, en 1764, en 1767, un tout autre caractère encore d'évidence & de certitude ?

Quoi donc ! on pouvoit douter de la parenté de deux cousins-germains, nés l'un & l'autre dans la Colonie, de pères & mères qui y avoient été mariés, qui y avoient tous vécu, qui, s'ils avoient d'abord habité des quartiers éloignés, s'étoient réunis dans le même, & y avoient été attirés par le lien qui les unissoit, qui avoient réciproquement assisté à leurs mariages, & à ceux de leurs descendans ! Cette parenté devoit être d'autant plus notoire alors, que l'on auroit facilement compté les familles, les individus même qui habitoient un quartier.

Et cette évidence, cette notoriété ne sont-elles pas en effet attestées par ce qu'on lit dans l'inventaire des biens du Sieur Aubry ? C'est-là que nous trouvons la première trace de la réclamation du Sieur de Gizeux. Son Gérant, le Sieur *Moisset*, se présente à cet inventaire. Il n'étoit pas inspiré par le Sieur de Gizeux qui étoit en France. Il n'avoit pas même de pouvoir de lui, mais il n'ignoroit pas ce que tous ceux du quartier savoient, que le Sieur de Gizeux étoit le parent & le proche parent du Sieur Aubry. Il veut assister aux opérations pour *conserver les droits* du Sieur de Gizeux.

Que lui répondent les Sieurs Caradeux ? Que le Sieur de Gizeux étoit étranger au Sieur

Aubry ; qu'il n'avoit & ne pouvoit avoir aucun droit à sa succession ; qu'il y avoit de l'extravagance de la part du Sieur Moisset à le prétendre . . . . Rien de cela.

On lui répond que sa procuration n'est pas en règle , qu'elle ne lui est pas donnée à lui-même , que le Sieur de Gizeux , fût-il présent , ne *pourroit* être admis *qu'en prouvant son habileté à succéder*.

Comment s'exprime M. de Saintard , exécuteur-testamentaire du Sieur Aubry , son allié , lui qui devoit au moins connoître les parens du Sieur Aubry ? Il dit qu'il appuieroit les prétentions du Sieur Moisset pour le Sieur de Gizeux , s'il venoit armé de preuves de sa filiation ; mais qu'il s'en rapporte à Justice *sur le vu de la procuration , & attendu qu'il n'avoit aucune connoissance* PAR TITRES des *qualités* du Sieur de Gizeux.

Le Sieur Moisset est renvoyé , *attendu l'insuffisance de la procuration , sans préjudicier aux droits du Sieur de Gizeux , qui lui demeurent réservés*.

Quel est l'homme clairvoyant & de bonne foi qui n'appercevra pas dans la démarche du Sieur Moisset la preuve que la parenté du Sieur de Gizeux étoit notoire ; dans les réponses de la famille Caradeux qu'elle n'en doutoit pas , mais qu'elle ne vouloit pas admettre le Sieur Moisset , un étranger sans qualité & sans pouvoir à des opérations de famille ; dans les réflexions de M. de Saintard , la conviction inime & personnelle des droits du Sieur de Gizeux , qu'il disoit seulement ne pas connoître *par titres* , mais que la tradition ne lui permettoit pas d'ignorer ; dans l'Ordonnance du Juge enfin , le résultat des réflexions respectives dont il venoit d'être le témoin , des aveux qui durent les accompagner , mais l'application exacte du principe , qui ne vouloit pas que le Sieur Moisset assistât à l'inventaire sans qualité & sans mission expresse du Sieur de Gizeux ?

Ainsi les Sieurs Caradeux n'ont fait en 1764 que ce qu'ils ne pouvoient se dispenser de faire ; ils ont reconnu ce qui étoit notoire , ce qui étoit prouvé , ce qui étoit incontestable , que le Sieur de Gizeux étoit cousin-germain du Sieur Aubry , qu'il devoit partager sa succession concurremment avec eux. Ils ont abrégé le procès , ils se sont soumis à la condamnation qu'il leur étoit impossible d'éviter.

Faudroit-il répondre encore à la discussion des adversaires sur la filiation du Sieur de Gizeux ? Ils conviennent du mariage de *Jean Dubois & Anne Galop* ; ils avouent que de ce mariage étoient nés *Marie & Simone Dubois*. Ils reconnoissent que *Simone Dubois* s'est mariée deux fois dans la Colonie , d'abord avec Jean le Sergent , ensuite avec le *Sieur de Gizeux*.

Mais ils ne veulent pas qu'il soit prouvé que « *Marie Dubois* , femme Aubry , fût née des » mêmes père & mère que *Simone Dubois* , que *Marie Dubois* soit venue dans la Colonie , » que ce soit la sœur de *Simone Dubois* qui ait épousé *Martin Aubry* ; que *Jean Du-*

» bois & Anne Galop soit venus s'établir à Saint-Domingue, qu'ils y aient amené Marie  
 » Dubois ; on doit *presumer* que Jean Dubois & Anne Galop ont conservé leur domicile  
 » en France ; il faut *penfer* qu'ils y conservèrent Marie Dubois auprès d'eux ; le passage  
 » de Simone Dubois dans la Colonie *paroît* certain ; mais c'est un *événement singulier*, &  
 » plus le motif de son voyage est extraordinaire, moins il faut croire que sa sœur ait  
 » partagé les *singularités de sa vie*, & les *dangers de sa navigation*, & que ses parens se  
 » soient vus ravir *par le même coup du fort*, les deux seuls enfans qui composoient toute  
 » leur famille ».

Il avouent que « Martin Aubry, père de Jean Martin, *paroît* avoir eu pour femme une  
 » Marie Dubois ; mais ils prétendent que l'origine, la naissance, la patrie, les parens de  
 » cette Marie Dubois sont ignorés, que ses noms ne *forment* ni ne prouvent qu'elle étoit  
 » sœur de Simone Dubois & tante du Sieur de Gizeux, que Marie Dubois *pouvoit* être  
 » fille de Jean Dubois & d'Anne Galop ; mais qu'on *ne trouve pas la moindre apparence*  
 » que telle fût sa naissance. ( Page 31 & 32 ).

Quel fatras ! Quelle rapsodie ridicule & inintelligible ! N'aurons-nous donc que des absur-  
 dités ou des erreurs à relever ?

Vraiment il s'agit bien de savoir quel fut le motif du passage de Simone & Marie  
 Dubois dans la Colonie ; si elles y vinrent seules ou avec leurs père & mère ; si l'évène-  
 ment fut *singulier* ; si Jean Dubois & Anne Galop eurent à gémir du *coup du fort* qui  
 leur ravit leurs deux enfans !

Marie & Simone Dubois étoient sœurs. Marie fut femme de Martin Aubry & mère de  
 Jean Martin.

Simone épousa René Grand-Homme & donna le jour au Sieur de Gizeux. Voilà ce qu'il  
 falloit prouver & ce que nous avons démontré.

Mais la tendre inquiétude des adversaires sur le *coup du fort* qui ravit Marie & Simone  
 Dubois à leurs père & mère, leur attendrissement sur les larmes que leur passage dans la  
 Colonie dut coûter à Jean Dubois & Anne Galop, morts il y a un siècle, nous touche &  
 nous intéresse. Nous pouvons les consoler d'un mot. Le contrat de mariage du 7 Novembre  
 1693, de Simone Dubois avec Jean le Sergent, nous apprend encore que Marie &  
 Simone Dubois n'étoient pas comme les adversaires l'affirment sans le savoir, ( page 31 ) les  
 deux seuls enfans de Jean Dubois & Anne Galop. Elles avoient au moins un frère. On  
 voit au nombre des parens de Simone Dubois, Sieur Jean Dubois son frère, Aide-Major  
 au quartier du Port-de-Paix. L'établissement de ce frère dans la Colonie, l'état qu'il y  
 tenoit explique assez le motif du passage de Marie & Simone Dubois à Saint-Domingue. Elles  
 y passèrent avec leur frère, ou y furent dans la suite attirées par lui. Leurs père & mère,

morts peut-être même avant cet événement, n'eurent donc point à gémir sur le *coup du fort* qui leur ravit leurs filles.

On voit avec quelle complaisance nous éclaircissions les doutes de nos adversaires, même sur des points assez indifférens, & combien ils sont malheureux dans leurs épisodes.

Nous avons donc rempli notre tâche sur cette première partie de la défense de la famille Caradeux. Sa parenté avec le Sieur Aubry ne sera plus douteuse. Elle ne pourra plus être raisonnablement contestée. Il n'a pas laissé d'héritiers plus proches que les Sieurs Caradeux. La Loi, le testament du Sieur Aubry les appelloit donc à recueillir sa succession.

Ils ont pu, ils ont dû y admettre le Sieur de Gizeux, puisqu'il étoit parent au même degré qu'eux.

Ces deux vérités, notoires en 1763, sont acquises aujourd'hui. Voyons maintenant si ceux qui nous ont forcé de les établir, de les publier ont jamais eu le droit de nous en demander la preuve.

## § I I.

### *Examen des prétentions des Aubry, de Tours, & des titres de la Dame Hudin.*

La famille Caradeux eût pu, avant que de justifier ses droits, avant que de faire connoître ses titres, examiner si ceux qui la provoquoient à cette discussion avoient qualité pour l'exiger d'elle, si sur-tout leur attaque étoit régulièrement dirigée. Les formes & la marche que les Loix prescrivent pour les affaires les plus légères, ne sauroient être violées & méprisées impunément pour celle dont l'importance & l'objet semblent mériter qu'on s'y conforme encore plus scrupuleusement.

Nous eussions dû peut-être commencer, suivant l'usage, par jeter les yeux sur la procédure des adversaires, & éclairer la route qu'ils ont tenue. Mais pour avoir voulu satisfaire l'empressement des Sieurs Caradeux, & notre impatience de faire disparaître pour jamais les doutes injurieux élevés sur leur état, & la légitimité de leur possession, nous n'avons pas renoncé à faire remarquer que l'ignorance la plus profonde a guidé les pas de leurs adversaires, comme la mauvaise foi & la calomnie ont présidé aux moyens qu'ils ont employés.

Le 24 Mai 1786, on a demandé aux Sieurs Caradeux la justification de leurs titres & la remise de la succession, faute d'en justifier.

Cette demande a été formée au nom de *François, Laurent & Perrine Aubry*. Ce sont encore

encore les adversaires que nous semblons avoir en tête ; on les supposoit, en 1786, représentés par le Sieur *Bacqué*, demeurant aux Cayes, fondé de procuration, par substitution du Sieur François-Paul *Chenantaïs de l'Officiere*, Receveur des Domaines de S. M. à Amboise.

Les procurations de François, Laurent & Perrine Aubry au Sieur *Chenantaïs*, étoient des 16, 18 Août & 6 Septembre 1781. Celle du Sieur *Chenantaïs* au Sieur *Bacqué* est du 15 Septembre 1781.

On ne nous dit pas pourquoi on a mis cinq années à réfléchir avant d'en faire usage. Mais ce que nous voyons, c'est une nouvelle procuration du Sieur *Chenantaïs* au Sieur *Bacqué*, du 13 Septembre 1786, & un cahier énorme de nouvelles pièces qui l'accompagne.

Cette seconde procuration nous apprend que des trois individus au nom desquels on a formé la demande en Mai 1786, *deux étoient morts* depuis long-temps.

*François Aubry* étoit mort & enterré à l'Hôpital général de la Charité de Tours, le 9 Décembre 1783.

*Laurent Aubry* étoit mort à Nantes, le 2 Novembre 1784.

Le troisième, *Perrine Aubry*, a cédé ses droits au Sieur *Chenantaïs*, par acte du 7 Août 1786.

Aussi la procuration de 1786 n'est-elle plus donnée par le Sieur *Chenantaïs* au Sieur *Bacqué*, par substitution des pouvoirs que le premier avoit reçus de François, Laurent & Perrine Aubry, comme celle de 1781.

Le Sieur *Chenantaïs* paroît dans la dernière, d'abord *en son nom, à cause d'une Demoiselle Aubry, son épouse, & comme cessionnaire de Perrine Aubry* ; ensuite comme ayant les pouvoirs d'une foule d'autres héritiers auxquels il prétend que les droits sur la succession du Sieur Aubry, ouverts d'abord en faveur de François, Laurent & Perrine Aubry, ont passé par la mort de François & Laurent, en se subdivisant pour ainsi dire à l'infini, par *cinquième, tiers de cinquième, &c. &c.*

Au nombre des pièces jointes à cette procuration de 1786, nous trouvons les deux actes mortuaires de *François & Laurent Aubry*, de 1783 & 1784, & cette procuration de 1786 elle-même est une preuve bien authentique, bien positive de leur mort, puisqu'elle est donnée par leurs héritiers.

Le Sieur *Chenantaïs* charge même le Sieur *Bacqué* de déclarer dans l'instance déjà pendante au Port-au-Prince, *les décès de Laurent & François Aubry*, d'y intervenir au nom de lui Sieur *Chenantaïs*, & des autres co-intéressés qu'il s'associe pour exercer les droits *qui leur sont échus par le décès desdits Sieurs Laurent & François Aubry*, dans la succession de Jean-Martin Aubry.



Ainsi, non-seulement *François & Laurent Aubry* étoient morts plusieurs années avant la demande formée en leur nom en 1786 ; mais encore cette procédure est devenue également vicieuse pour *Perrine Aubry*, lorsqu'ayant cédé ses droits au Sieur Chenantais, le 7 Août 1786, elle a dès-lors cessé d'avoir intérêt & qualité au procès ; on n'en a cependant pas moins continué les poursuites en son nom.

C'est sur-tout la tierce-opposition aux Arrêts de 1764 & de 1767 qui est curieuse. Elle est formée au mois de Juillet 1788 ; elle l'est comme tous les actes qui l'ont accompagné, au nom de *François, Laurent & Perrine Aubry*, les deux premiers morts depuis quatre & cinq ans, l'autre ayant cédé ses droits depuis 1786 ; elle l'est en vertu d'une procuration donnée par les héritiers des deux premiers, par le *cessionnaire* des droits de l'autre. On produit en même-temps les *actes mortuaires de François & Laurent Aubry, les pouvoirs de leurs héritiers pour intervenir, ceux du cessionnaire de Perrine Aubry*, & on n'en forme pas moins la tierce-opposition au nom des deux morts & de Perrine Aubry, qui auroit cessé d'avoir qualité depuis 1786, si elle en avoit jamais eu aucune.

Les assignations pour procéder sur la tierce-opposition sont données, d'un autre côté, au Sieur de Gizeux, & à la Dame Hudin. La Dame Hudin étoit morte dès 1778. Le Sieur de Gizeux l'étoit dix ans auparavant. Cela est prouvé sans réplique.

L'Ordonnance de 1667, au titre 26, article 1, 2 & 3, veut que le jugement du procès qui sera *en état de juger*, ne soit pas différé par la mort des parties ; mais elle veut aussi que *si le procès n'est en état*, les procédures faites & les jugemens intervenus depuis le décès de l'une des parties soient *nuls*, s'il n'y a reprise. Elle veut encore que le Procureur qui saura le décès de sa partie *soit tenu de le faire signifier* à l'autre. Elle ajoute seulement à cet égard que les *poursuites* seront valables jusques au jour de la signification du décès.

Mais où est la Loi qui permet de commencer un procès au nom de personnes mortes depuis plusieurs années, en vertu d'une procuration dont les effets finissent avec la vie de ceux qui l'ont donnée ! Où est la Loi qui, lors même que le procès auroit été commencé du vivant de *François & Laurent Aubry*, auroit autorisé à en continuer l'instruction & les poursuites sous leur nom, en même-temps qu'on rapporte, qu'on produit les actes qui constatent leur mort, & la procuration de leurs héritiers pour déclarer leur décès, pour intervenir au nom de ces héritiers ? Où est la Loi qui permet de continuer les poursuites au nom du cédant, lorsque le cessionnaire se présente & donne ses pouvoirs pour se mettre à la place de celui dont il a acquis les droits ? Où est enfin la Loi qui dispense celui qui veut diriger une action aussi sérieuse sur-tout qu'une tierce-opposition à deux Arrêts, du soin de s'assurer de l'existence de ceux qu'il doit assigner, qui lui permette d'ajourner deux individus morts depuis plusieurs années ?

Ce seroit bien là les adversaires qui conviendroient aux nôtres ; mais ont-ils pu espérer

d'enfreindre impunément & d'une manière aussi indécente que ridicule, les premières règles de la procédure, dans un procès de la nature de celui-ci ? Cette marche abusive & sans exemple recéleroit-elle un piège ? Auroit-on voulu se préparer de loin un moyen d'attaquer la décision qui auroit été assise sur des bases aussi vicieuses ? La ruse seroit trop grossière. N'est-elle que l'effet naturel de l'ignorance, ou de l'inconscience, de la légèreté ? Jamais elles ne furent poussées plus loin.

Tout est donc *nul*, tout est irrégulier dans la procédure des adversaires. Examinons au surplus leurs prétentions, les titres dont ils les appuient, comme si la discussion nous en étoit présentée régulièrement & par ceux au nom desquels il s'ont annoncés.

Le système des adversaires est de prétendre que *Martin Aubry*, père de Jean-Martin, mort à Saint-Domingue en 1763, étoit né à Tours, le 20 Novembre 1658, du mariage de *Jacques Aubry* & *Marie Villette*.

Que François, Laurent & Perrine Aubry étoient enfans de Jean-Pierre Aubry, également issu de Jacques Aubry & Marie Villette ; qu'ainsi François, Laurent & Perrine Aubry étoient cousins-germains de Jean-Martin Aubry.

On produit, pour justifier cette généalogie, une multitude d'extraits de baptême, de mariage, de sépulture, un acte de notoriété, des certificats, des lettres enfin de M. le Maréchal de Castries, ancien Ministre de la Marine, & de MM. les Administrateurs de la Colonie, dont les Aubry de Tours ont fait solliciter la protection en 1786.

On réclame aujourd'hui au nom de *François, Laurent & Perrine Aubry* l'universalité de la succession de Jean-Martin, ce qui semble faire naître deux questions. La première, de savoir si le père de Jean-Martin Aubry, mort en 1763, à Saint-Domingue, étoit véritablement issu de Jacques Aubry & de Marie Villette ; la seconde, si en supposant cette origine à Martin Aubry père de Jean-Martin, François, Laurent & Perrine Aubry seroient véritablement appelés à la succession de Jean-Martin Aubry, comme étant seuls de leur famille ses plus proches parens.

Cette seconde question exigera un examen détaillé de tous les actes rapportés par les adversaires ; il faudra les tirer du chaos, de la confusion avec laquelle on affecte de les présenter, en vérifier la forme, les classer relativement à chacun des individus de cette famille auquel ils appartiennent, en considérer les rapports. La mort de François & Laurent Aubry nécessitera la même opération une seconde fois ; en supposant que François & Laurent Aubry fussent, comme on le prétend, cousins-germains de Jean-Martin Aubry, il faudroit encore s'assurer si ceux qui prétendent poursuivre aujourd'hui leurs droits les auroient effectivement recueillis.

Nous ne nous occuperons pas ici de cette question secondaire. Elle entraîneroit une discus-

sion trop étendue, & nous regrettons déjà beaucoup de ne pouvoir resserrer d'avantage celle des points principaux qui nous paroît indispensable. On nous en dispenserait d'ailleurs, nous n'en doutons pas, lorsque nous nous serons expliqués sur la première. Après avoir démontré qu'il n'exista jamais de parenté entre les adversaires & Jean-Martin Aubry, pourrions-nous avoir encore à leur disputer les degrés & les nuances de cette parenté qu'ils supposent ?

On peut remarquer & saisir dès à présent l'avantage que les Sieurs Caradeux ont toujours eu & ne cesseront d'avoir sur toutes les familles qui se sont présentées & pourroient se présenter encore à la succession de Jean-Martin Aubry.

La parenté des Sieurs Caradeux avec le Sieur Aubry remonte au Sieur Aubry lui-même, frère de l'aïeule des Sieurs Caradeux. Les preuves qu'ils en rapportent sont directes comme la source même de cette parenté. Elles résident dans des actes émanés du Sieur Aubry lui-même, où il a reconnu les Sieurs Caradeux pour ses petits-neveux, comme il avoit reconnu leur mère pour sa nièce, & leur aïeule pour sa sœur ; dans des actes communs au Sieur Aubry & aux auteurs des Sieurs Caradeux, réciproques entr'eux, qui n'admettent pas plus de doute sur l'identité des personnes que sur leur parenté. Ces actes sont passés dans la Colonie, entre des personnes qui y demeuroient.

Les adversaires partent d'un point plus éloigné. Il faut qu'ils remontent jusques aux aïeux de Jean-Martin Aubry. C'est en supposant qu'eux & lui sont sortis de cette souche commune qu'ils prétendent parvenir à établir leur parenté : leurs preuves sont donc d'abord nécessairement indirectes. C'est en se mettant vis-à-vis de Jean-Martin sur les lignes parallèles qu'ils tirent de ce point supposé commun, qu'ils parviennent à supposer encore des rapports entr'eux.

Mais le point capital & difficile est de justifier cette origine commune : *hoc opus, hic labor est*. On pourroit justement comparer les efforts des adversaires à ceux qu'on fait pour détourner le cours d'une source bienfaisante & la conduire sur une terre que la nature a placée trop au-dessus de son cours pour partager la fertilité qu'elle répand. Les riverains la reçoivent sans peine, sans travaux, comme un bienfait de la nature. Celui qui veut l'obtenir, en lui préparant un nouveau lit à force d'art & de soins, se berce d'une illusion qui, en s'évanouissant, ajoute à sa privation. Si la Loi de la nature semble quelquefois se laisser vaincre par le génie & l'artifice, plus souvent elle punit la main téméraire qui veut l'enfreindre & la violer.

Ce n'est pas en 1786 que la famille Aubry, de Tours, a manifesté pour la première fois ses prétentions à la succession de Jean-Martin Aubry. Nous en trouvons la première trace dans une procuration donnée en 1767, par un Sieur René-Jean-Guillaume Aubry, Négociant

à Limeray, tant pour lui que pour *Magdeleine-Marie-Françoise-Jacquinne-Anne & Renée-Magdeleine-Amable-Adélaïde-Victoire Aubry*, ses sœurs, filles majeures.

La dernière est devenue depuis la femme du *Sieur Chenantais*, Receveur des Domaines de Sa Majesté, à Amboise. C'est, comme on le verra, à cette alliance du *Sieur Chenantais* que le procès actuel doit son existence.

Cette procuration de 1767 étoit donnée au *Sieur Guenette* Géomètre. On le chargeoit de venir à Saint-Domingue recueillir la succession du *Sieur Aubry*, la partager, tranfiger, &c. &c. On lui remettoit les titres dont on étoit ces prétentions, & ce qui donne une juste idée de l'espoir que concevoient eux-mêmes les *Sieur & Demoiselles Aubry* de leur tentative, ils abandonnèrent au *Sieur Guenette* *le cinquième de tous les biens, fonds & effets de ladite succession, à condition que tous les frais de voyage, procédures & autres seroient à sa charge & à ses risques* : de manière que s'il ne leur revenoit rien, au moins ils n'eussent rien à déboursfer.

Le *Sieur Guenette* passa dans la Colonie le 30 Avril 1767 ; il déposa chez *Me. Contant de Castelin*, Notaire alors au Port-au-Prince, sa procuration & les titres que le *Sieur Aubry* y avoit joints.

C'étoit alors que la *Dame Hudin* poursuivoit vivement la famille *Caradeux*. On étoit à la veille du jugement. Il est du 3 Juin 1767. Le *Sieur Guenette* n'ignora pas sans doute ce procès, qui avoit précisément pour objet la succession qu'il venoit réclamer. Il devoit vérifier d'abord si les titres de ses constituans se concilioient avec l'existence du *Sieur Aubry*, mort à Saint-Domingue. Il dut aussi consulter sur la valeur de ces titres, sur le succès qu'il pouvoit en espérer.

Le *Sieur Guenette* instruisit ses constituans du résultat de ses recherches, de l'insuffisance de leurs titres ; & depuis le dépôt de ces pièces, en 1767, jusqu'au mois de Mai 1786, époque de la demande des adversaires, les prétentions des *Aubry* de Tours restèrent dans l'assoupissement & dans l'oubli.

Se persuadera-t-on facilement que cette inaction soit devenue pour les adversaires le prétexte de la diatribe la plus insultante, la plus atroce contre la famille *Caradeux* & contre le *Sieur Guenette*, qu'ils n'osent cependant pas nommer ?

On lit à la page 12, du libelle, « il y avoit long-temps que les *Sieurs & Dame Aubry* » connoissoient leurs droits & étoient *en état de les établir* ; ils avoient même déjà dans » la Colonie un représentant pour cet effet. Mais une source de richesses se répandit si » abondamment & si secrètement sur le dépositaire de leur confiance & de leurs titres, que » sa fortune se trouva tout-à-coup très-considérable, sans que la cause en ait été bien » connue. Il se plongea dans les jouissances de ses nouveaux biens, & il oublia l'accomplisse-

» ment de ses obligations & les intérêts de ses constituans, à tel point *qu'il n'a seulement pas encore songé jusqu'à présent à la restitution des pièces qui lui avoient été confiées* ».

« Ce n'est qu'en 1786 que les héritiers Aubry se sont retrouvés en état de former & de soutenir leurs réclamations, par une *nouvelle réunion* & un *nouvel envoi* de toutes leurs pièces, & sur-tout par le choix d'un *second mandataire qui ne dût pas être aussi heureux que le premier* ».

L'ombre du crime poursuit le méchant : par-tout il l'aperçoit ou le suppose. Quel fera donc le terme de l'acharnement des adversaires contre les Sieurs Caradeux ! Eh quoi ! ce ne feroit point assez pour leur haine, pour leur passion, de les dépouiller, comme ils l'annoncent, de l'état, de la fortune qu'ils ont usurpés ! On voudroit encore les faire soupçonner de manœuvres honteuses & déshonorantes ! Comme ce conte ridicule est ingénieusement arrangé !

On a sans doute remarqué déjà ce moyen employé pour enrichir le Sieur Guenette *si secrètement*, que cependant les adversaires le connoissent assez pour le donner comme avéré.

Et pourquoi le Sieur Guenette auroit-il été ainsi *abondamment* enrichi ? Pour trahir les intérêts des Aubry de Tours, pour abuser de leur confiance, pour sacrifier leurs droits par un défistement absolu, par un pacte perfide, ou enfin par la suppression de leurs titres ? Point du tout. Pour suspendre seulement l'usage d'une procuration qui pouvoit être révoquée le lendemain ; pour ne pas actionner les Sieurs Caradeux qu'on pouvoit attaquer à tout instant, en donnant à un autre les pouvoirs confiés au Sieur Guenette.

Jusque-là on ne voit que de l'inconséquence dans cette supposition injurieuse ; mais voilà l'atrocité & la calomnie.

Le Sieur Guenette *n'a seulement pas encore songé jusqu'à présent à la restitution des pièces qui lui avoient été confiées*.

Et ces pièces ont été *déposées* chez un Notaire du Port-au-Prince, par le Sieur Guenette lui-même, le 30 Avril 1767, à l'instant de son arrivée dans la Colonie : & les adversaires, en se plaignant de ce que ces pièces ne leur ont pas été restituées, produisent eux-même une expédition de toutes ces pièces, qui leur a été délivrée par le Greffier du Port-au-Prince.

Ce n'est pas tout : dans la procuration de 1781, le Sieur Chenantais parle *des informations prises sur les lieux par le Sieur Guenette, & de leur résultat*. Il n'avoit donc pas oublié les intérêts de ses constituans.

Dans la nouvelle procuration de 1786, le Sieur *Chenantais* semble bien élever des doutes sur le zèle & l'ardeur du Sieur Guenette. Il dit que *le moindre obstacle l'a rebuté*, ou que



d'autres motifs lui ont fait garder le silence. Mais il dit aussi *qu'alors (en 1767) on n'avoit pas remis au Sieur Guenette des pièces suffisantes ; car ce n'est que depuis peu de temps que le Sieur comparant (le Sieur Chenantais) a découvert les plus intéressantes. . . .* que le Sieur Chenantais ayant trouvé des renseignemens de cette succession, a projeté d'éclaircir ses droits en établissant une filiation assez solide pour les réclamer ; en conséquence, les Sieurs François, Laurent Aubry & la Dame veuve Maridois, (Perrine Aubry) les seuls ayant droit à la succession de Jean-Martin Aubry l'ont chargé de leurs pouvoirs . . . &c. &c.

Il est donc avoué par les adversaires eux-mêmes que les pièces remises en 1767 au Sieur Guenette n'étoient pas suffisantes, que ce n'est que depuis peu que le Sieur Chenantais a découvert les plus intéressantes. Il est donc avoué que ceux qui avoient chargé le Sieur Guenette, en 1767, n'avoient aucuns droits, puisque les seuls qui en eussent (selon les adversaires) étoient François, Laurent & Perrine Aubry, & qu'aucun de ceux-là n'avoit paru dans la procuration de 1767.

Cette dernière vérité est incontestable dans le système actuel de nos adversaires eux-mêmes. Car ceux qui avoient chargé le Sieur Guenette de réclamer pour eux en 1767, sont placés dans la généalogie qui est l'ouvrage du Sieur Chenantais, à un degré au-dessous de celui qu'il assigne à François, Laurent & Perrine. Les prétendans, en 1767, les constituant du Sieur Guenette n'auroient donc pas été les plus proches parens. Il n'auroient donc été appelés ni par le testament, ni par la Loi. Les Sieurs Caradeux auroient donc eu la certitude de faire rejeter cette réclamation, en admettant même toute la filiation sur laquelle on la fondeit alors.

Il eût donc été de l'intérêt des Sieurs Caradeux de faire hâter cette action, au lieu de chercher à l'éloigner. Certains qu'elle feroit proscrire, & par l'insuffisance des titres, & par l'éloignement du degré de parenté, si on suppose qu'ils se soient rapprochés du Sieur Guenette, ce ne feroit pas son silence, mais plutôt son activité qu'ils auroient dû payer. Leurs sacrifices auroient au moins produit un effet plus réel, des conséquences plus sûres que cette inaction stérile & infructueuse d'un mandataire dont ils auroient pu, dans cette hypothèse, diriger tous les mouvemens & régler les efforts.

Ceux que font aujourd'hui les adversaires pour convaincre le Sieur Guenette & les Sieurs Caradeux d'une corruption avilissante, suffisent donc pour les en justifier, pour démontrer qu'elle n'a pas même été possible. Les adversaires n'en recueilleront que l'honneur d'une invention révoltante, où on apperçoit peut-être encore plus d'absurdité que de noirceur.

N'a-t-on pas observé, au surplus, que le Sieur Chenantais a lui-même donné une première procuration en 1781, & que la première diligence n'a cependant été faite qu'en 1786 ; si le nouveau mandataire n'a pas été aussi heureux que le premier, s'il n'a pas été corrompu & soudoyé par les Sieurs Caradeux, quel a donc été le motif de ce nouveau silence de

cinq ans? Il est écrit, on vient de le voir dans la procuration de 1786. Le Sieur Chenanrais n'étoit pas encore parvenu en 1786 à réunir toutes les chimères qu'il a rassemblées depuis, & qu'il prétend mettre à la place des titres qui lui manquent. Comment & par quelle fatalité ce qui justifie la lenteur du Sieur *Bacqué*, rendroit-il l'inaction du Sieur *Guenette* criminelle?

Voyons donc enfin quels sont ces titres nouvellement réunis par le Sieur Chenanrais, pour prouver que le père du Sieur Aubry, mort en 1763, étoit né à Tours, issu de Jacques Aubry & de Marie Villette, & appartenoit à la famille de ceux qui réclament aujourd'hui.

1°. L'acte du mariage de Jacques Aubry & Marie Villette, fait à Nantes, le 28 Janvier 1648.

2°. Plusieurs actes de baptême des enfans issus de ce mariage, parmi lesquels se trouve, dit-on, celui d'un *Martin Aubry*, né en 1658.

3°. Le certificat de M. de Larnage, que les adversaires ont trouvé dans les Archives de la Compagnie des Secrétaires du Roi, à Paris.

4°. L'acte mortuaire de Martin Aubry, mort à Léogane en 1698.

5°. Un acte de notoriété fait à Tours, le 15 Avril 1786.

Le détail des autres titres produits par les adversaires est inutile ici. Nous ne nous occupons pas de vérifier les degrés auxquels ils seroient parens de Jean-Martin Aubry : nous examinons seulement s'ils prouvent que le père de Jean-Martin Aubry étoit de leur famille ; & s'ils ne le prouvent pas, nous n'avons plus d'intérêt à leur contester qu'ils seroient les cousins-germains de Jean-Martin, s'ils eussent prouvé que son père étoit leur oncle.

Or, que résulte-t-il des pièces que nous venons d'énumérer, en admettant même qu'elles soient authentiques & vraies? cela n'est pas bien certain, pu sque plusieurs ne sont rapportées qu'en expéditions collationnées sur d'autres expéditions, & que rien ne nous garantit que les premières soient exactes, sans altération, & véritablement émanées d'Officiers publics, dignes de la confiance qu'on veut leur faire accorder.

En supposant ces pièces vraies & fidelles, il en résulteroit que Jacques Aubry & Marie Villette eurent, en 1658, un fils nommé Martin ; qu'il est mort en 1698, au quartier de Léogane, un Martin Aubry.

En abusant, comme on l'a fait, de l'acte de notoriété de 1786, il en résulteroit encore, si on veut, que Martin Aubry, né à Tours, s'en est absenté à 17 ou 18 ans, & que ceux qui ont signé cet acte de notoriété ont entendu dire, (on verra par qui) que ce  
Martin

Martin Aubry avoit quitté la maison paternelle ; qu'il n'avoit jamais donné de nouvelles de son existence, & qu'il avoit formé un établissement dans l'île Saint-Domingue, sans savoir dans quelle Partie de cette île.

Mais toutes ces suppositions seroient admises, on en feroit des vérités incontestables, qu'il n'en résulteroit jamais la preuve de ce que les adversaires ont à établir. Nous allons les en convaincre d'après des faits qui leur sont échappés, & des principes incontestables qu'ils ont invoqués eux-mêmes.

Les Sieurs Caradeux n'ont pas intérêt de contester à leurs adversaires qu'il soit né un Martin Aubry à Tours, & dans leur famille même. Mais ils soutiennent que c'est à ces adversaires à prouver que le Martin Aubry né à Tours étoit *le même* que celui qui épousa Marie Dubois au Port-de-Paix, *le même* que celui qui mourut à Léogane en 1698, & qui fut le père de Jean-Martin Aubry, mort en 1763.

Et que disent ici les Sieurs Caradeux, que le Sieur Chenantais, l'ame de ce Procès, ne se soit dit à lui-même, tant la vérité est quelquefois impérieuse & puissante ?

Dans la procuration de 1781, en parlant du Martin Aubry né à Tours de Jacques Aubry & de Marie Villette, le Sieur Chenantais se demande : *Est-ce le même qui s'est marié à Marie Dubois, dont est issu Jean-Martin Aubry, de la succession duquel il s'agit ? Qui des trois branches prouvera le contraire ? Est-ce la veuve Hudin . . . &c. Ces derniers, (les Aubry de Tours) doivent être reconnus pour les héritiers les plus apparens, & doivent exclure les autres.*

Le Sieur Chenantais erroit sur les principes & les conséquences, mais il étoit au moins de bonne foi sur les faits. Combien n'étoit-il pas loin, lui cependant partie intéressée, du ton décisif & affirmatif qu'on a substitué dans le Mémoire à celui du doute & de l'incertitude qu'on remarque dans la procuration ? Il mettoit en question si le Martin Aubry, né à Tours, étoit *le même* que celui mort à Léogane. Il sentoit bien que c'étoit-là le nœud plus facile à éluder qu'à résoudre, le point de la difficulté sur lequel il devoit nécessairement échouer. Il reconnoissoit l'impossibilité où il étoit de justifier *l'identité* de ces deux êtres, sans laquelle cependant les Aubry de Tours ne pouvoient être admis à la succession de Jean-Martin.

Lorsqu'il demandoit ensuite *qui prouveroit le contraire*, lorsqu'il croyoit avoir établi que le contraire ne pouvoit être prouvé, ni par la Dame Hudin, ni par les Sieurs Caradeux, qu'en concluoit-il encore ? Que la preuve de l'identité étoit acquise pour les Aubry de Tours. Non, il ne s'abusoit pas encore à ce point ; il vouloit seulement que les Aubry de Tours fussent *reconnus pour les héritiers les plus apparens* & pussent *exclure les autres*.

Mais c'étoit-là de la part du Sieur Chenantais une erreur grossière en principes, une conséquence fautive.

Ce ne feroit ni aux Sieurs Caradeux , ni à la Dame Hudin à prouver que le Martin Aubry de Tours n'étoit pas *le même* que le Martin Aubry , père de Jean-Martin. Ils le feront cependant : mais il est de principe, nous pardonnons au Sieur Chenantais de l'ignorer , que l'on ne peut être assujetti à la preuve d'un fait négatif , parceque cette preuve est presque toujours impossible ; que c'est à celui qui annonce un fait à prouver , & non pas à ceux à qui on l'oppose à prouver le fait contraire: *Ei qui dicit incumbit onus probandi.*

Il est de principe encore qu'on ne peut être *reconnu héritier sur des apparences* , & qu'on peut encore moins sur des titres *apparens* dépouiller ceux qui , à une longue & paisible possession , joignent des titres aussi certains que ceux des Sieurs Caradeux pour en justifier la légitimité.

L'erreur du Sieur Chenantais sur les principes & la fausse conséquence qu'il en tiroit ainsi rectifiée , restoit le doute qu'il se faisoit sur *l'identité* des deux Martin Aubry , & son obligation indispensable de prouver cette identité.

Pouvons-nous craindre que les principes auxquels nous rappelons les adversaires , cette nécessité pour eux de justifier *l'identité* du Martin Aubry , né à Tours , avec celui dont Jean-Martin est issu dans la Colonie , soient contestés ?

La raison seule les prescrivait. Nous les avons adoptés , nos livres en sont remplis. Mais que pouvons-nous faire de mieux pour nos adversaires , que nous en rapporter à eux-mêmes , & adopter leur propre doctrine , tout-fois sans tirer à conséquence ?

A la page 23 , lorsqu'ils jouoient si agréablement sur les noms du père des Sieurs Caradeux , il leur est échappé de dire que *Jean & Jacques Caradeux* étoient incontestablement deux individus distincts & différens l'un de l'autre ; ce qui n'est pas vrai , car on pourroit avoir donné au même individu , par erreur , tantôt le nom de *Jean-Jacques* , tantôt celui de *Jean* , & il ne cesseroit pas pour cela d'être un seul & même.

Ils ont ajouté que *la preuve de l'identité ne seroit pas suffisante* , qu'il faudroit encore établir que c'est *du Caradeux dont il s'agit* , que les Sieurs Caradeux sont enfans.

Page 30 , lorsqu'ils vouloient contester *l'identité* de *Marie Dubois* , mère de Jean-Martin Aubry , avec *Marie Dubois* , sœur de Simone , mère du Sieur de Gizeux , ils disoient :  
 » la justice qui ne peut décider que sur des *preuves* , ne pouvoit pas en trouver une  
 » *déterminante relativement à Marie Dubois* , dans une simple particularité de la vie de Simone  
 » Dubois sa sœur ».

Page 32 . « Marie Dubois , femme de Martin Aubry *pouvoit* être fille de Jean Dubois  
 » & d'Anne Galop , de Bordeaux. On ne peut pas méconnoître cette *possibilité* , puisqu'on  
 » ne connoît aucune circonstance de son origine ; mais on ne trouve pas la moindre  
 » apparence que telle fût sa naissance. Elle *pouvoit* aussi être née dans un autre lieu que

» Bordeaux, & d'autres parens. . . . Ce n'étoit pas à la première de ces deux possibilités  
 » que les règles & la raison permettoient de donner la préférence dans l'incertitude, parce-  
 » que *les principes du Droit prescrivent à celui qui forme une réclamation de la justifier*  
 » *complètement* ».

Répétons donc avec les adversaires. S'il étoit *possible* que Martin Aubry, né à Tours, fût *le même* que le père de Jean-Martin, il seroit *possible* aussi qu'il ne fût pas *le même* ; la *possibilité* que ces deux êtres eussent été *distincts & différens l'un de l'autre*, suffiroit aux Sieurs Caradeux pour arrêter leurs adversaires ; la *possibilité* qu'ils ne fussent *qu'un seul & même*, seroit, au contraire, insuffisante pour les adversaires, parcequ'ils ne peuvent être admis sur des *possibilités*, sur des *apparences*, parceque c'est à celui qui forme une réclamation à la justifier *complètement*, parcequ'il faut des *preuves* de *l'identité*, parceque c'est aux adversaires à tout prouver sur cette *identité* ; parcequ'enfin les Sieurs Caradeux réunissent la possession aux titres, & n'ont maintenant qu'à critiquer & contredire, non pas les *preuves*, mais les *apparences* que leurs adversaires voudroient y substituer.

La ressemblance des noms *Martin & Aubry* & l'analogie pour l'âge des deux individus, dont l'un né à Tours, l'autre enterré à Léogane, voilà les preuves d'identité sur lesquelles on s'étend avec complaisance.

On assure que la Loi & ses Ministres ne peuvent en exiger, en desirer d'avantage, puisqu'il est aux deux termes de la vie que les hommes doivent être inscrits & remarqués dans les monumens publics, pour assurer leur état & celui de leur postérité.

On avoue cependant que le mariage est une troisième circonstance, dans laquelle *la même formalité doit être remplie pour les mêmes fins*, & que Martin Aubry s'étoit marié. Mais, ajoute-t-on, la perte de l'acte du mariage est certaine. Il faut donc s'en tenir, dit-on, à ces deux actes du commencement & de la fin de la vie, puisqu'il est certain même dans l'ordre établi par la Loi, qu'on *ne pourroit jamais s'en procurer d'avantage*.

On en conclut que *l'identité de Martin Aubry*, né à Tours, mort à Léogane, doit paroître aussi précisément & aussi parfaitement certaine que si tous les faits de sa naissance, de sa vie & de sa mort s'étoient passés sous nos propres yeux.

Il ne manquoit aux adversaires que d'offrir leur affirmation sur cette identité. Ils eussent dû le faire ; ils le feront peut-être. Ce ne seroit pas plus ridicule assurément que la conviction qu'ils affectent pour tâcher de la faire partager.

Nous remarquons d'abord sur ce point, comme sur tous les autres, la souplesse incroyable des adversaires, la facilité avec laquelle ils accommodent leurs principes aux circonstances.

Veulent-ils écarter les Sieurs Caradeux ? Ils leurs reprochent de ne pas rapporter une



foule d'actes de famille qui devoient déposer de leur parenté, de ne pas représenter leur correspondance avec le Sieur Aubry, celle du Sieur Aubry avec eux, de *supprimer ce canal si important d'où les preuves de leur état, de la possession de leur état pourroient jaillir très-abondamment*; (page 28 du Mémoire). La preuve de la parenté doit se faire par titres, comme *partages, licitations, actes de tutelle, actes de célébration ou certificats de mariage*. (Ce sont les propres termes de la procuration de 1786).

Est-il question des adversaires & de la preuve de leurs droits? Ils n'ont b. soin de puiser à aucune de ces sources? Un acte de baptême, un acte de mort, cela suffit, s'écrient-ils, parce que le mariage est perdu.

L'acte de baptême prouve qu'un enfant né à Tours, a été baptisé en 1658, que cet enfant étoit celui de Jacques Aubry & de Marie Villette, qu'on l'a appelé Martin. Mais très-certainement il ne prouve pas que cet enfant soit venu à Saint-Domingue, qu'il y ait épousé Marie Dubois, qu'il y soit devenu le père de Jean-Martin Aubry, mort en 1763.

L'acte de mort prouve qu'un homme connu à Léogane, sous le nom de Martin Aubry, y a été enterré en 1698; cet acte ne prouveroit même pas que cet homme fût le père de Jean-Martin, s'il n'existoit une foule d'autres preuves de l'analogie de ces individus entr'eux, de leurs rapports communs avec Marie Dubois & Marie-Magdeleine Aubry, s'il étoit permis d'en douter lorsqu'on retrouve après la mort de Jean-Martin Aubry, parmi les papiers inventoriés après son décès en 1763, cet acte qui atteste la mort de Martin Aubry, en 1698, & celui qui constate celle de Marie Dubois. Ce sont les deux premières pièces de l'inventaire.

Nous présente-t-on rien de semblable pour constater l'identité de l'individu né à Tours, & de celui mort à Léogane? La conformité de nom! Ce sera une possibilité, si l'on veut, une *apparence*, comme on le disoit pour les adversaires, à l'égard de Marie Dubois. La *convenance* de l'âge exprimé par l'acte mortuaire, avec celui qu'auroit eu alors l'individu né à Tours, en 1658, feroit-elle plus probante? Ne connoît-on pas la valeur de ces énonciations dans les actes de mort? Celui de 1698, n'est signé d'aucun parent. Il est l'ouvrage du Prêtre seul qui l'a écrit. Il aura, selon l'usage, apprécié de son chef l'âge de celui qu'il venoit d'enterrer. Peut-on compter sur l'exactitude d'une pareille mention? Peut-on l'offrir comme une preuve irrésistible de l'identité de celui qui venoit de mourir à Léogane, avec celui qui étoit né à Tours?

Nous raisonnons toujours dans l'hypothèse où la véritable origine du père de Jean-Martin Aubry ne seroit pas connue, quoiqu'elle le soit parfaitement. Mais nous voulons détruire l'espoir des adversaires sous tous les points de vue possibles.

Supposons que l'acte de mort de 1698 eût donné à Martin Aubry 30 ou 50

ans, au lieu de lui en supposer 40. Si les Aubry de Tours offroient des preuves d'*identité*, & sur-tout de *possession d'état*, des actes, des papiers domestiques seulement par lesquels Martin Aubry, le père de Jean-Martin, les eût reconnus pour ses parens, & où, de leur côté ils l'eussent avoué pour tel; que répondroient-ils à celui qui leur opposeroit cette contradiction entre les actes de baptême & de mort de Martin Aubry, sur la durée de sa vie? Ils diroient avec raison: cette différence, ou plutôt cette erreur, ne peut pas nous être opposée; elle ne peut pas empêcher que nous ne soyons les parens de celui qui nous a constamment reconnus pour les siens, que nous avons de même regardé toujours comme le nôtre.

Et si dans ce cas la contradiction qui se trouveroit entre les actes de baptême & de mort de Martin sur son âge, ne pouvoit pas exclure de sa succession ceux qui rapporteroient, d'ailleurs, des preuves certaines de leur parenté réciproquement reconnue; si cette contradiction apparente ne pouvoit pas détruire toutes les autres preuves de l'identité de l'individu qui seroit réclamé par sa famille; comment & pourquoi cet accord sur l'âge de Martin Aubry, entre l'acte de baptême produit par les adversaires, & l'acte mortuaire de 1698, ce rapport qui se rencontre entre ces deux pièces pourroit-il tenir lieu aux adversaires de toutes les preuves d'identité? La contradiction la plus forte sur ce point seroit indifférente. On ne s'y arrêteroit pas. Elle seroit regardée comme le fruit de l'erreur. L'accord sur le même point doit donc être vu indifféremment aussi. Il est aussi l'effet de l'erreur ou du hasard. Il ne prouve pas l'identité de l'individu, & ce sont des *preuves* qu'il faut en justice. Ce sont des *preuves complètes*, & non pas des conjectures, des *apparences*.

Combien de fois la justice n'a-t-elle pas été séduite, égarée par des *vraisemblances*, des *signes apparens* & même *physiques*, par une réunion de faits, de circonstances si positives qu'il étoit presque impossible de ne pas s'y rendre comme à l'évidence même? Des événemens ultérieurs ont ensuite dissipé le prestige trompeur, l'illusion perfide qui avoit pris la place de la vérité. Elle a repris ses droits, & l'innocence sacrifiée, la Justice violée, ont préparé aux Juges & à l'humanité des regrets éternels, des larmes infructueuses.

Les Loix ont été faites pour prévenir l'arbitraire. Il est l'ennemi le plus cruel de la Justice. Si le Magistrat peut être trompé en obéissant à la Loi, au moins trouve-t-il dans son cœur sa propre consolation. Mais s'il se permet d'é luder la Loi qu'il devoit suivre, s'il la fait fléchir devant les circonstances trompeuses & fausses comme le hasard qui les réunit, s'il veut prendre le vraisemblable pour la vérité, s'il préfère une opinion, un pressentiment aux preuves que la Loi exige, cette opinion, ce pressentiment l'égareront souvent, parcequ'ils sont aussi voisins de la prévention & de l'injustice, que la vraisemblance est près de l'erreur & du mensonge.

Les Sieurs Caradeux ne doivent donc pas craindre que les possibilités & les apparences

présentées par leurs adversaires, soient adoptées comme des preuves de l'identité des deux *Martin Aubry*, dont l'un étoit né à Tours & l'autre fut enterré à Léogane.

Les nouveaux efforts qu'on fait pour accréditer les conséquences qu'on a tirées du rapport de ces deux actes, pour ajouter de nouvelles probabilités à celles qu'on en fait résulter, prouvent assez que les adversaires eux-mêmes n'ont pas dans les premières toute la confiance qu'ils feignent d'y mettre. Tout en disant que leurs preuves de cette identité qu'ils cherchent sont complètes, ils en sentent le vide & la foiblesse. Ils appellent à leur secours un acte de notoriété fait en 1786. Ils n'en présentent qu'une portion, & ils s'exaltaient ensuite sur le degré d'éclat & d'évidence que cet acte ajoute à ce qu'ils appellent leurs preuves.

Nous allons faire pour les adversaires plus qu'ils n'ont fait eux-mêmes. Cet acte de notoriété, ce vernis éclatant de leurs preuves, cette pièce victorieuse & triomphante, pourquoi l'ont-ils donc sincopé ? Pourquoi nous ont-ils fait grace de la majeure partie ? Pourquoi n'en ont-ils extrait que les derniers mots en le mutilant ? Si le reste a paru inutile aux adversaires, au moins est-ils assez curieux pour le montrer ?

Sept personnes de Tours certifient : 1°. avoir connu le *Sieur Aubry de la Fontaine*, Bourgeois de cette ville, lequel étoit fils du *Sieur Jacques Aubry* & de *Marie Villette*, est né & a été baptisé en la Paroisse de *Saint-Pierre le Puellier*, le 13 Mars 1671, a épousé *Demoiselle Marie-Marthe Archambault*, en la Paroisse de *Saint-Venant*, le 25 Janvier 1700, est décédé en celle de *Saint-Saturnin*, où il a été inhumé le 19 Juin 1746 ; ledit *Sieur Aubry* a laissé pour seule fille & unique héritière *Demoiselle Aubry*, présentement veuve de *Me. Jean Maridois*, Procureur au Bureau des Finances de cette ville.

2°. Qu'ils ont connu le *Sieur Jean-Pierre Aubry*, Marchand à Tours, fils dudit *Sieur Jacques Aubry*, & de la *Dame Marie Villette*, lequel a été baptisé en la Paroisse de *Saint-Venant*, le 30 Août 1679, a épousé *Demoiselle Marie-Jeanne le Sage*, en la Paroisse de *Notre-Dame la Riche*, le 26 Août 1698, est décédé, & a été inhumé en la Paroisse de *Saint-Venant*, le premier Novembre 1726 ; ledit *Jean-Pierre Aubry* a laissé pour seuls enfans, *François* & *Laurent Aubry*, *Marie-Jeanne* & *Catherine*, épouse du *Sieur Galloche*, tous quatre dénommés en l'acte de notoriété fait devant *Me. Thenon*, ancien Notaire à Tours, le 24 Juillet 1767.

3°. Que lesdits *Sieurs Pierre* & *Jean-Pierre Aubry* avoient d'autres frères & sœurs, & notamment le *Sieur Martin Aubry*, baptisé en la Paroisse de *Saint-Saturnin*, le 20 Novembre 1658 ; lequel *Sieur Martin Aubry* ils n'ont point connu, parcequ'il s'est absenté de cette ville à l'âge de 17 ou 18 ans ; qu'ils ont entendu dire auxdits *Sieurs Pierre* & *Jean-Pierre Aubry*, à leurs parens, à leurs voisins & contemporains que ledit *Martin Aubry* avoit quitté la maison paternelle à l'âge de 17 ou 18 ans ; qu'il n'avoit jamais donné de nouvelles de son existence, & qu'il avoit formé un établissement dans l'île de *Saint-Domingue*, sans savoir dans quelle partie de cette île.

Nous nous défendrons en vain de ces sentimens de vénération & de déférence qu'inspire naturellement tout ce qui sort de la bouche des vieillards. A Dieu ne plaise, qu'empruntant le langage du doute offensant, de la dérision insultante, nous cherchions à ridiculiser le témoignage de ces sept siècles vivans pour ainsi dire. L'état de quelques-uns d'entr'eux doit même ajouter encore au respect dû à leur âge.

Mais nous avons sans doute le droit d'examiner les pièces qu'on nous oppose; & ne pouvons-nous discuter le témoignage, sans blesser ce qui est dû aux témoins ?

Nous allons d'abord examiner la forme de l'acte; nous verrons ensuite ce qu'on doit penser de ce qu'il contient.

Cet acte qu'on appelle de notoriété semble d'abord n'avoir été requis par qui que ce soit. Il paroît être fait du pur mouvement de ceux qu'on y a fait parler. On n'osera pourtant pas contester qu'il ait été provoqué par les adversaires & pour eux. Cette affectation de dissimuler la cause & le moteur de cet acte n'est-elle pas d'abord ce que nous appelons, *nimia præcautio* ?

Un acte de notoriété ne mérite la confiance de la Justice que lorsqu'il a été ordonné par elle; celui dont il s'agit ne l'a point été.

Les déclarations qui ne sont pas scellées par le serment ne méritent aucune foi. Elles ne sont regardées dans les Tribunaux que comme des certificats que la complaisance & la faiblesse ont accordés à l'importunité & à la sollicitation. Ceux à qui on a arraché ces attestations équivoques sont même exclus du nombre des témoins, si la justice permet ensuite d'en faire entendre sur le même fait, & il n'est pas question de serment dans l'acte dont il s'agit.

Un acte de notoriété suppose, ou la déclaration que fait chacun de ceux qui y sont appelés de la connoissance particulière qu'il peut avoir d'une partie des faits qu'on cherche à constater, ou leur attestation unanime sur un seul & même fait également connu de tous ceux qui se réunissent pour le certifier, & de chacun d'eux.

Dans le premier cas, l'acte est composé de déclarations détachées & données à part. La notoriété ne résulte ensuite que du concours & de l'uniformité de plusieurs sur le même point.

Le second suppose que tous ceux qui y participent se sont réunis effectivement, & que c'est pour ainsi dire à leur acclamation que le fait a été recueilli.

Celui dont on cherche à tirer avantage ici est de cette dernière espèce. Il prouve cependant que les sept personnes qu'on y fait parler ne se sont pas même vues, qu'elles n'ont par conséquent pu se concilier & concerter la déclaration unanime qu'ils semblent néanmoins avoir faite sur une foule de faits.

Il y est dit que l'acte a été *fait & passé audit Tours, maison desdites parties* ; c'est-à-dire que l'acte a été porté à chacun des sept témoins, *dans sa maison*, au lieu de les réunir dans une seule pour avouer au moins l'unanimité, l'uniformité littérale à laquelle on a si étrangement soumis toutes leurs déclarations.

Enfin, falloit-il au moins que les témoins prissent ou entendissent *lecture* de ce qu'on leur faisoit adopter, & il paroît qu'on s'est encore affranchi de cette formalité. On craignoit sans doute que la lecture leur suggérât quelques réflexions qui auroient pu déranger cette admirable harmonie.

Qui pourra croire, au surplus, à cet accord miraculeux, nous ne craignons pas de le dire ? On voit sans doute quelquefois des exemples d'une mémoire si extraordinaire qu'elle paroît prodigieuse, si étonnante qu'on se permet de douter de ce qu'elle rapporte. Mais ces prodiges sont rares, infiniment rares, & on veut qu'il s'en soit trouvé sept dans les sept personnes choisies pour l'acte de notoriété de 1786.

On n'a pas rougi de leur faire certifier unanimement qu'ils se rappeloient de *l'année*, du *jour* même du baptême, du mariage, de l'enterrement de Pierre & Jean-Pierre Aubry, des *Paroisses* où ces baptêmes, ces mariages, ces enterremens avoient été faits, & des *noms de baptême* de chacun.

On n'a pas eu honte de leur faire attester ces naissances & celle de Martin Aubry, qui remontent à 40, 50 & même 60 ans avant la naissance des témoins eux-mêmes, des mariages faits aussi avant qu'ils eussent reçu le jour, des morts arrivées 40 & 60 ans avant l'époque de l'acte où ils déposent.

N'est-il donc pas évident qu'on a abusé de leur vieillesse trop crédule & trop facile ? Le temps affoiblit & dégrade les facultés de l'ame, comme il énerve & décompose les organes du corps ; & on semble avoir attendu la caducité des sept témoins qui ont concouru à l'acte de 1786, pour en obtenir alors ce qu'ils n'auroient pas accordé plutôt. Pourquoi a-t-on attendu la fin de 1786 pour un acte de notoriété qu'on pouvoit également faire en 1767, lors de la première tentative des Aubry de Tours, ou du moins en 1781 lors de la première procuration du Sieur Chenantais ? C'est qu'on ne s'étoit pas encore assuré de la foiblesse complaisante, qui seule pouvoit y consentir.

On a bien pressenti que cette première partie de l'acte de notoriété choqueroit tous ceux qui l'appercevroient, qu'il en naîtroit nécessairement un sentiment de suspicion & de méfiance pour tout le reste ; voilà le motif pour lequel on a eu soin de n'en montrer que les dernières lignes.

Et quand on les détacheroit de ce qui précède, quand on résisteroit à l'impression qui réjaillit de la première partie sur l'autre, quand cet acte réuniroit la forme & les conditions  
qui



qui pouvoient ajouter à son authenticité, à sa foi tout ce qui y manque, en résulteroit-il la preuve de l'identité du Martin né à Tours, & de celui enterré à Léogane? Il s'ensuivroit seulement que les témoins ont *entendu* dire que Martin Aubry, né à Tours, avoit formé un établissement à Saint-Domingue, *sans savoir dans quelle partie de cette île.*

Un *ouï-dire*, sur-tout lorsqu'il ne peut plus être vérifié, en appelant ceux auxquels on prétend avoir entendu dire, fut-il jamais une *preuve*? En admettant la vérité exacte de cet *ouï-dire*, seroit-il prouvé, d'ailleurs, que l'individu mort à Léogane en 1698, fût celui qui, né à Tours, s'en étoit absenté à 17 ou 18 ans, avoit passé à Saint-Domingue, & y avoit formé un établissement?

Mais qu'il est loin de la vérité cet *ouï-dire*! Qu'il est même loin de la vraisemblance! Il est visible que l'acte de notoriété n'est pas l'ouvrage des témoins dans sa première partie. Il est palpable qu'elle a été arrangée par le Sieur Chenantais lui-même. Il étoit aussi facile pour lui qui avoit déjà ramassé les actes de baptême, de mariage & de mort de Pierre, Jean-Pierre & Martin Aubry, d'indiquer, comme il l'a fait, la date par année, par jour, les noms de baptême, ceux des Paroisses, que cela eût été impossible pour les témoins. Cela est démontré.

Cette première partie, qui ne peut pas être l'ouvrage de ceux auxquels on l'attribue, n'a été ainsi préparée que pour amener le reste, ce qui est relatif à l'émigration de Martin Aubry. Nous avons prouvé que la seconde partie n'étoit pas non plus l'ouvrage des témoins auxquels on l'attribue en commun, puisqu'ils ne se sont pas même assemblés, puisqu'on ne s'est pas même assuré qu'ils l'adoptoient en leur en faisant la lecture. Quel autre que le Sieur Chenantais a pu en être l'auteur? Quel autre que lui avoit intérêt à supposer que ces vieillards avoient *entendu* dire que Martin Aubry, né 40, 50, & 60 ans avant eux, étoit parti de Tours à 17 ou 18 ans, & venu à Saint-Domingue? Comment supposera-t-on que des faits aussi éloignés, aussi étrangers, aussi indifférens aux sept personnes par lesquelles on les fait attester, aient fait sur chacune d'elles une égale impression, qu'elles en aient toutes conservé un souvenir assez exact, assez sûr pour se permettre de les certifier de la même manière, avec la même précision, dans les mêmes nuances?

Eh quoi! interrogez sept témoins du même fait, dans l'instant où il arrive, sans qu'aucun d'eux y ait un intérêt direct, les rapports qu'ils vous en feront varieront, & même souvent sur des points essentiels. Interpellez-les de nouveau quelques mois après, plusieurs l'auront oublié. Ceux qui auront conservé le souvenir du fait en lui-même, en changeront les circonstances, ils ne seront pas d'accord entr'eux, chacun d'eux ne le fera pas même avec son premier récit.

Et on veut nous faire croire que sept personnes, dont la moins âgée avoit 70 ans, ont pu certifier, avec vérité, se rappeler toutes également des *ouï-dire* des mêmes faits!

Cette uniformité est impossible. Mais ce qui en dissipe la magie, ce qui fait de cette merveille une chose très-simple, très-naturelle, très-facile à expliquer ; c'est que cette uniformité est l'ouvrage d'un seul, du Sieur Chenantais. Il l'a calquée sur l'intérêt qu'il avoit à la rencontrer. Il l'a supposée, & ce que cet ouvrage lui a coûté de plus, a été de persuader ensuite aux sept personnes dont il a obtenu les signatures, qu'elles pouvoient les donner sans compromettre leur délicatesse. Il se fera bien gardé de leur laisser entrevoir qu'il vouloit en abuser ; il le leur aura présenté comme un acte indifférent. La vieillesse est bonne & confiante. Elle ne soupçonne pas le mal. Elle aime à paroître encore utile. Il est si facile de l'abuser !

Le Sieur Chenantais auroit pu mettre, au surplus, dans cette petite manœuvre beaucoup plus d'art & d'adresse. La fraude est plus souvent déconcertée par ses propres conséquences, par les soins qu'elle prend de se cacher, que par la force de la vérité.

Par qui fait-on dire aux témoins qu'ils ont *entendu parler* de Martin Aubry, de sa fuite de Tours, de son passage à Saint-Domingue ?

D'abord, par *Pierre & Jean-Pierre Aubry*, qui étoient les frères de ce Martin Aubry, ensuite par les parens, les voisins & contemporains de Pierre & Jean-Pierre Aubry, ou des témoins : l'acte est équivoque à cet égard, mais n'importe, nous donnerons le choix.

Pierre Aubry est mort, dit-on, le 19 Juin 1746 ; Jean-Pierre Aubry le premier Novembre 1726. L'acte de notoriété est d'Août 1786. Il y avoit donc en 1786, 40 ans pour l'un, 60 ans pour l'autre, qu'aucun des témoins ne pouvoit avoir *entendu* Pierre & Jean-Pierre Aubry parler de Martin leur frère ; & ils se rappellent tous sept de ces oui-dire ! On a vu ce qu'il falloit en penser.

Quant aux voisins, parens & contemporains, cela seroit plus facile à concevoir, parce qu'on a eu soin de ne pas fixer l'époque à laquelle on les avoit *entendu* parler de Martin Aubry. Il seroit très-possible que depuis 1767, époque des premières démarches des Aubry de Tours, ils eussent pris soin de répéter & faire répéter qu'un de leurs Auteurs nommé Martin Aubry avoit quitté la maison paternelle, & passé à Saint-Domingue.

Les témoins eussent pu le leur *entendre* dire comme beaucoup d'autres, & ce seroit ensuite les propos de la famille Aubry elle-même, ces propos dont leurs prétentions ont dû nécessairement devenir l'occasion, qui se trouveroient transformés en un acte de notoriété pour justifier ces mêmes prétentions.

Cela n'est pas mal imaginé. Le Sieur Chenantais a dû se savoir bon gré de l'invention. Il a dû s'en féliciter ; on y trouve en même-temps une des raisons qui ont engagé les Aubry de Tours à suspendre leur réclamation pendant 20 ans. Il falloit laisser mûrir le projet plutôt que de s'exposer à le faire avorter en le précipitant.

Maïs au moins falloit-il concilier l'acte de notoriété de 1786, avec ce qu'on a dit & annoncé dans la procuration de 1786.

On parle, dans cette procuration de 1786, d'une lettre écrite le 19 Mars 1764, par le père Aubry, *Minime*, à la veuve Maridois, (Perrine Aubry, l'une des adversaires).

On ne rapporte pas cette lettre, quoique déposée chez Me. le Gendre, Notaire à Amboise, le 6 Août 1786. Mais on en a inféré le résultat dans la procuration. Et que disoit cette Lettre? Ce Religieux y certifioit, dit-on, avoir *ouï dire à son oncle, père de la Dame Maridois, qu'ils avoient eu un frère, qu'il s'en étoit allé, & n'en avoient JAMAIS entendu parler.*

Quelques lignes au-dessus, en parlant de Martin Aubry, on disoit: « Il a quitté furtivement la maison paternelle à l'âge de 17 à 18 ans, & s'est réfugié dans un coin de » l'île de Saint-Domingue, à l'insçu de toute sa famille. C'est à l'appui de cette assertion » qu'on cite la lettre du Père Aubry, *Minime*.

Cette lettre mérite toute l'attention des Magistrats. Le Père Aubry étoit né en 1702; dans un temps voisin de la prétendue disparition de Martin Aubry. Le Père Aubry étoit contemporain de ceux qui ont concouru à l'acte de notoriété. Le père Aubry étoit de la famille; il devoit donc avoir au moins autant de connoissance que des étrangers, de ce qui avoit trait à l'existence de Martin Aubry son oncle; enfin il parle d'après le père de la Dame Maridois, aussi son oncle. Et quel étoit le père de la Dame Maridois? C'étoit *Pierre Aubry*, le même que celui à qui l'acte de notoriété fait dire que Martin Aubry avoit formé un établissement dans l'île de Saint-Domingue.

Eh bien! ce même Pierre Aubry a dit à son neveu, au Père Aubry, *Minime*, qu'il avoit eu un frère qui s'en étoit allé, & qu'ils n'en avoit JAMAIS entendu parler.

Pour favoir, comme on le suppose dans l'acte de notoriété, que Martin Aubry avoit formé un établissement à Saint-Domingue, il falloit que *Pierre Aubry* eût entendu parler de Martin Aubry son frère, depuis sa fuite de la maison paternelle, & le Père Aubry a entendu dire à Pierre Aubry que depuis la fuite de Martin Aubry, il n'en avoient jamais entendu parler.

On le répète encore dans la procuration donnée par les adversaires eux-mêmes: *Martin Aubry s'étoit réfugié dans un coin de l'île Saint-Domingue, A L'INSÇU DE TOUTE SA FAMILLE.*

Pierre & Jean-Pierre Aubry faisoient partie de cette famille. Ils ignoroient donc l'établissement de Martin Aubry à Saint-Domingue. Ils n'avoient jamais entendu parler de lui. S'ils ignoroient son établissement à Saint-Domingue, ils n'ont donc pas pu en parler. S'ils n'ont pu en parler, ceux à qui on a surpris l'acte de notoriété n'ont donc pas pu le leur entendre dire.

C'est ainsi que l'intérêt aveugle s'éloigne du but de son ambition, précisément par les moyens qu'il choisit pour y arriver. On ne pouvoit se dissimuler l'insuffisance de l'acte de baptême pour justifier l'identité, & que tout le système étoit renversé, si cette identité n'étoit prouvée. Le besoin de la prouver, l'impuissance de le faire par des titres ont fait imaginer de s'en créer un dans l'acte de notoriété. Mais on ne s'est occupé qu'à le concevoir dans les termes qui pouvoient le plus assurer l'effet qu'on en attendoit. On n'a pas apperçu qu'il en produiroit un tout opposé, s'il ne s'accordoit dans toutes ses combinaisons, sous tous ses rapports avec les faits qu'on avoit déjà avancés, avec les autres témoignages qu'on invoquoit en même-temps.

Voilà cependant ces titres lumineux, ces titres annoncés avec tant d'emphase & d'audace. Non seulement ils ne prouvent pas l'identité du *Martin Aubry* né à Tours, & de celui mort à Léogane, mais ils prouvent que les adversaires, qui connoissent l'obligation indispensable pour eux de justifier cette identité, sont dans l'impuissance absolue de la remplir; qu'ils ont voulu tromper la justice par des apparences mensongères, par des certificats infidèles, qui, en les admettant encore, ne prouveroient jamais l'analogie & l'identité, s'ils pouvoient les faire présumer.

Veut-on juger bien sainement des prétendus titres des Aubry de Tours, veut-on les apprécier à leur juste valeur? Qu'on les compare avec ceux qu'on demandoit à la famille Caradeux pour justifier ses droits à la succession Aubry, avec ceux que la famille Caradeux rapporte.

Qu'après en avoir fait le parallèle, on s'interroge sans partialité. Est-il possible de douter de la parenté des Sieurs Caradeux, avec Jean-Martin Aubry? N'est-il pas prouvé jusques à l'évidence que Jean-Martin Aubry étoit frère de Marie-Magdeleine Aubry, & que celle-ci étoit l'aïeule des Sieurs Caradeux? N'est-il pas évident que les Sieurs Caradeux étoient les petits-neveux du Sieur Aubry, & ses parens au même degré que les Aubry de Tours prétendent l'être?

Qui pourroit, au contraire, se permettre d'affirmer, d'après les pièces que nous venons de discuter, que les Aubry de Tours, sont parens de Jean-Martin Aubry, que Martin Aubry, né à Tours en 1658, soit *le même* qui a épousé Marie Dubois dans la Colonie, qui fut le père de Jean-Martin, qui mourut à Léogane en 1698? & si on ne peut l'affirmer, comment la Justice, qui ne doit prononcer que sur ce qui est clairement prouvé, pourroit-elle adopter & consacrer ce que l'homme le plus hardi ne pourroit assurer, s'il ne vouloit cesser d'être juste & raisonnable?

Nous nous sommes jusques ici prêtés à l'illusion des adversaires sur la prétendue fuite de leur Martin Aubry, sur l'éclipse de cet individu du sein de sa famille. Mais l'absence de ce Martin Aubry n'a été imaginée sans doute, que pour servir le projet de revendiquer le

Martin Aubry mort à Léogane, pour celui né à Tours. Elle étoit nécessaire pour colorer la réclamation des adversaires, ils l'ont supposée. Cette absence du Martin Aubry, né à Tours, n'est pas constatée. Rien ne la justifie puisque nous venons de détruire la mention qui s'en trouve dans l'acte de notoriété, puisque la lettre du père Aubry, *Minime*, qui la suppose aussi, n'est pas rapportée, puisque, fût-elle rapportée, cette lettre écrite à l'une des adversaires par un des leurs, à une époque postérieure au décès de Jean-Martin Aubry, suspecte par conséquent, ne pourroit rien prouver en leur faveur; puisqu'enfin & l'acte de notoriété & la lettre ne parlent que d'*ouï-dire*, auxquels on ne peut s'arrêter.

On pourroit soutenir, & nous devons présumer, que ce Martin Aubry, né à Tours, a continué d'y exister, ou dans tout autre endroit bien connu de sa famille, & qu'elle est parfaitement instruite du terme de son existence, du lieu où elle a fini. Nous devons présumer, que cet individu ne s'est point expatrié, qu'il a vécu dans le sein de sa famille. C'est aux adversaires à prouver sa fuite & son passage dans la Colonie, comme ils faisoient eux-même aux Sieurs Caradeux une obligation de prouver le passage de Marie Dubois dans la Colonie, & son identité avec celle qui étoit née à Bordeaux, sœur de Simone Dubois mère du Sieur de Gizeux.

Tant que les adversaires ne rapporteront pas des preuves légales & certaines de la disparition de leur Martin Aubry, nous soutiendrons qu'ils ne font que détourner & dissimuler les preuves de son existence & de sa mort en France, pour supposer qu'il s'étoit enfui de la maison paternelle.

Et ces preuves de l'absence de Martin Aubry de Tours seroient-elles impossibles, devroient-elles même être difficiles pour les adversaires, si cette absence n'étoit pas supposée, si elle n'avoit pas été imaginée pour en faire la base & le prétexte de leur réclamation, pour leur donner au moins l'occasion de venir chercher en 1786, dans l'individu mort à Léogane en 1698, celui qu'ils disent leur manquer depuis plus d'un siècle?

Selon la fable des adversaires, leur Martin Aubry, né en 1658, auroit fui de Tours à l'âge de 17 ou 18 ans, par conséquent en 1675 ou 1676. Son père & sa mère ne sont morts que long-temps après, l'un en 1695, l'autre en 1699. Où sont tous les actes de famille, où sont les inventaires, les partages, les contrats de mariage, les testaments, qui ont pu & dû être faits dans cette famille depuis l'instant où on fait fuir ce Martin Aubry? Il a dû y être question de lui. On a dû y parler de son absence, y pourvoir. Ses frères & sœurs ont dû se faire envoyer en possession de sa portion. On auroit pu, à cette époque, négliger ces formalités dans la Colonie, où l'administration de la Justice étoit encore dans son berceau. Mais on ne les auroit pas oubliées en France.

Pourquoi les adversaires ne représentent-ils aucun de ces actes de leur famille? Pourquoi veulent-ils y substituer des *ouï-dire*, des certificats mendiés & surpris? Pourquoi? & cela



n'est-il pas clair ? Parceque ces actes démentiroient ce que les adversaires supposent, parcequ'ils ne contiennent aucune preuve, aucune indication de l'absence prétendue de leur Martin Aubry, parcequ'on y voit peut-être au contraire la preuve de sa mort, ou de son existence en France, à des époques postérieures à celle qu'on donne à sa fuite, à celle où nous en rapportons de l'existence du nôtre dans la Colonie.

Si au contraire tous ces actes de famille sont muets sur le compte de ce Martin Aubry, s'ils ne renferment aucune indication de son existence ou de sa fuite, si sa famille s'est détachée de lui, comme il renonçoit à elle, s'ils se sont respectivement & absolument abandonnés, si la sollicitude paternelle n'a point suivi ce Martin Aubry dans sa fuite, si toute sa famille a vécu depuis plus d'un siècle dans l'oubli total de ce Martin Aubry, comment admettre aujourd'hui cette famille à faire revivre une parenté dont le sentiment n'a été réveillé dans son sein que par l'appât d'une succession opulente ? Comment l'accueillir, lorsqu'abusant de la ressemblance du nom de l'être qu'elle a répudié depuis plus d'un siècle, avec lequel elle n'a conservé, pendant un aussi long temps, aucune sorte de liaison, ni de rapport, elle prétendrait faire revivre cette parenté pour en faire uniquement le prétexte d'une réclamation ambitieuse ?

Nous n'opposons rien ici aux adversaires qui n'ait été déjà pressenti par eux. Ils l'ont prévu dans la procuration de 1781. Ils n'ont pu se dissimuler la force de cette objection, & dans l'impuissance de la repousser, ils se sont bornés à dire qu'on pouvoit faire la même objection à la veuve Hudin. Ce n'est pas y répondre.

Ignore-t-on que les actes publics qui constatent la naissance prouvent bien que celui qui a été baptisé, étant fils de telle & telle personne, sera nécessairement le frère de celui qui aura été baptisé comme lui, & sera issu des mêmes père & mère ; mais que pour savoir ensuite si celui qui se présente avec un pareil acte est bien réellement l'individu qui y est désigné, pour que l'un & l'autre puissent se reconnoître pour frères, l'éducation, la *possession d'état* est la seule preuve possible & admissible ? C'est de la cohabitation, d'une éducation commune, de la reconnoissance commencée par l'aveu réciproque, continuée par les habitudes journalières, ou du moins par les liaisons & les relations intimes, que peut & doit résulter cette *possession d'état*.

Or, existe-t-il le moindre trait de cette reconnoissance, de ce rapport entre la famille Aubry de Tours & l'individu mort à Léogane en 1698 ? En existe-t-il le moindre signe entre cette famille & Jean-Martin Aubry, mort en 1763 ?

Écoutez encore nos adversaires sur ce point. Ils connoissent le prix & la valeur de cette possession d'état, de cette reconnoissance, sans lesquelles il est impossible de prouver la parenté, de la justifier. Ils ont fait à la famille Caradeux, une obligation étroite de la prouver entre elle & Jean-Martin Aubry. Les adversaires ont la même à remplir à leur tour.

Mais loin de rapporter aucune preuve de possession d'état, ils ont toujours été forcés de convenir d'abord à l'égard du Martin Aubry qu'ils revendiquent aujourd'hui, qu'il *n'avoit donné aucune nouvelle à ses parens de France*, que depuis sa fuite de la maison paternelle, il vivoit réfugié dans un coin de Saint-Domingue, *à l'insçu de toute sa famille, sans lui avoir JAMAIS donné signe de vie.*

Ainsi, en soutenant que leur Martin Aubry étoit le même que celui mort à Léogane ; les adversaires avouent que depuis son passage à Saint-Domingue, il n'y auroit eu entr'eux aucune relation.

A l'égard de *Jean-Martin Aubry*, les adversaires, pressés par leur intérêt à prouver qu'il avoit reconnu leur famille pour la sienne, ont commencé par le supposer.

Dans la procuration de 1781, dans des *observations sommaires*, imprimées en France, pour la famille Aubry de Tours, on prétend qu'en 1742, Jean-Martin Aubry *s'arrêta à Tours quelques jours pour y découvrir ses parens, qu'il ne put rencontrer, parcequ'ils demeuroient alors à leur terre de la Fosse, en Anjou, ancien patrimoine de la famille.*

» Qu'il revint à Tours en 1756 ou 1757 ; qu'il se présenta chez la Dame veuve Aubry, » qui étoit alors en campagne ; que le *malheur voulut* que la Dame veuve du Sieur Jacques » Aubry ne s'y trouvât pas, & que ses enfans, les uns en pension & les autres dans » les Cloîtres & dans le Commerce, étoient dispersés chacun de leur côté, en sorte que » ces deux *anecdotes* n'ont été sçues que *par des voisins & les Aubergistes chez qui le Sieur* » *Aubry avoit descendu.*

On donne ces faits pour tellement avérés, qu'on assure que c'est pour cela que le Sieur Aubry a cru la voie du testament la plus sûre pour donner plus de publicité à son décès quand il arriveroit, & *par ce moyen conserver* aux Aubry de Tours, contre toute espèce d'usurpation, *les biens qu'il n'avoit conservés que pour eux.*

N'est-ce pas un songe que nous venons de transcrire ? N'est-ce pas un de ces contes ridicules que les nourrices appellent à leur secours pour rendre leurs enfans au sommeil ?

Le Sieur Aubry a vécu près d'un siècle. Il a fait plusieurs voyages en France. Il s'est arrêté deux fois à Tours pour y découvrir ses parens. Mais *le malheur a voulu* qu'aux deux époques cette famille nombreuse se trouvât absente, & ne pût consommer cette reconnaissance précieuse.

*Le malheur a voulu* sans doute aussi que Jean-Martin Aubry ne sût pas écrire, ou ne voulût pas écrire. Car c'étoit un moyen si simple de remplir ses intentions, & de réparer l'inconvénient de l'absence de toute la famille.

Il étoit cependant très attaché à cette famille, puisqu'il *n'a conservé ses biens que pour eux.*

Mais on peut vouloir reconnoître une famille pour la sienne, on peut vouloir l'enrichir, & cependant ne pas vouloir se donner la peine de l'en prévenir par une lettre.

On va à Tours, on s'y arrête plusieurs jours exprès *pour découvrir ses parens*, mais le malheur veut qu'ils soient à leurs terres. On se présente *chez la Dame Aubry*, mais le malheur veut encore qu'elle ne s'y trouve pas, & que ses enfans soient en pension, dans les cloîtres, dans le commerce; les obstacles animent quelquefois, les difficultés irritent celui qui a une intention, un projet à remplir. Mais le malheur veut que le Sieur Aubry ne tienne point au sien. Il renonce à ses desirs de *découvrir ses parens*, mais il ne renonce pas à leur laisser des biens qu'il n'a conservés que pour eux.

Pour leur assurer les effets de son attachement, il fait un testament, mais son premier soin est de ne laisser rien échapper qui puisse seulement les désigner, & les faire reconnoître.

Il ne faudroit, nous osons le dire, il ne faudroit que cette fable risible pour prouver tout à la fois combien les Aubry de Tours ont senti la nécessité de supposer que le Sieur Aubry les avoit reconnus, & combien ils sont restés loin de ce but qu'ils vouloient atteindre.

Mais ils ont mis encore le comble à leur absurdité, à leur mauvaise foi, en disant ensuite tout le contraire de ce qu'ils avoient d'abord avancé de la prétendue reconnoissance de leur famille par Jean-Martin Aubry.

Dans la procuration du 13 Septembre 1786, le Sieur Chenantaïs dit que : » Le père de » Jean-Martin Aubry étant décédé en 1698, & ce fils n'ayant alors que 4 à 5 ans, & n'ayant » aucun papier de famille, ignoroit absolument la province de France dont son père étoit » originaire..... qu'on fait par tradition qu'il n'avoit aucune connoissance de ses aïeux ; qu'il » ne connoissoit que Martin Aubry, son père, & qu'il ignoroit si ce père n'avoit point eu des » frères & sœurs, qui ayant des enfans, étoient à coup-sûr ses cousins-germains, & avoient » droit à sa succession. »

On conviendra peut-être qu'il ne peut être vrai en même-temps que Jean-Martin Aubry n'ait eu aucune connoissance de l'origine de son père, de ses aïeux, de son pays, & qu'il se soit arrêté deux fois à Tours, pour y voir la famille Aubry, qu'il reconnoissoit si bien pour la sienne qu'il n'a conservé ses biens que pour elle.

On doit aussi remarquer que l'on a supposé la prétendue reconnoissance des Aubry de Tours, par le Sieur Jean-Martin Aubry, avant qu'on eût obtenu l'acte de notoriété du 15 Avril 1786. L'histoire des visites du Sieur Aubry à Tours paroïssoit nécessaire alors pour établir quelques rapports de l'identité après laquelle on soupairoit.

Lorsqu'on a pensé que ces rapports pourroient être suppléés par l'acte de notoriété, on s'est facilement déterminé à abandonner le conte merveilleux des démarches du Sieur Aubry, pour

pour reconnoître ceux de Tours en 1742 & 1756 ou 1757. On a avoué sans peine qu'il n'avoit connu ni les parens, ni le pays de son père.

Mais les faits peuvent-ils donc varier ainsi au gré, suivant l'intérêt ou la position des adversaires ? Qu'ils sachent que celui qui varie sur des points aussi essentiels en impose nécessairement au moins une fois, & qu'il est, à bon droit, soupçonné d'en imposer par l'une & l'autre des deux versions contradictoires qu'il présente.

Mais soyons généreux & indulgens. Laissons encore aux adversaires le choix de leurs deux systèmes ; laissons-les persister dans leur assertion que Jean-Martin Aubry ne connut jamais ni le pays, ni la famille de son père, ou revenir à leur première fable qu'il connoissoit leur famille pour la sienne, qu'il s'est arrêté deux fois à Tours, pour *renouer les liens usés par l'absence & dissiper les nuages dont son père s'étoit couvert dans le long cours de ses erreurs & de ses aventures.* ( Ce sont encore les termes de la procuration de 1786. )

Dans le dernier cas, le silence du testament du Sieur Aubry sera terrible pour les adversaires. Si le Sieur Aubry avoit voulu reconnoître leur famille pour la sienne, s'il n'en avoit été empêché que par le *malheur qui voulut* que deux fois toute cette famille nombreuse *se trouvât absente*, s'il avoit cependant persévéré dans son attachement pour cette famille, au point de *ne conserver ses biens que pour elle*, nos adversaires nous diront pourquoi le Sieur Aubry ne les auroit pas désignés *nominativement* dans son testament, pourquoi il n'auroit pas au moins indiqué la ville de Tours où il auroit su que cette famille vivoit. Il auroit bien su que cette famille, qu'il avoit voulu reconnoître, mais qu'il n'avoit pas reconnue, avec laquelle il n'avoit eue aucune relation, qui n'en avoit jamais eue aucune avec lui, avoit besoin d'être désignée particulièrement. Les adversaires nous diront le motif du silence du Sieur Aubry sur leur compte, eux qui concluoient que les Sieurs Caradeux n'étoient ni parens, ni héritiers du Sieur Aubry, de ce que le Sieur Aubry ne les avoit pas nommés. Autant cette désignation *nominative* étoit inutile & superflue pour la famille Caradeux notoirement parente, autant elle eût été nécessaire, indispensable pour cette famille que rien ne rapprochoit du Sieur Aubry, qui n'avoit jamais eue aucune liaison avec lui, à laquelle il étoit impossible de donner le plus léger indice de cette *possession d'état* que les Sieurs Caradeux réunissoient à leurs titres.

Dans le premier cas, si Jean-Martin Aubry ne connut jamais ni le pays, ni les parens de son père, il sera d'abord faux & très-faux qu'il ait reconnu la famille de Tours pour la sienne, qu'il n'ait conservé ses biens que pour elle, qu'il ait entendu parler d'elle dans son testament en laissant ses biens à ses plus proches parens & héritiers du sang. Il sera vrai au contraire, & très-vrai qu'il n'a jamais existé aucun rapport, aucune liaison entre les Aubry de Tours & Martin & Jean-Martin Aubry, morts à Saint-Domingue. Il sera vrai & très-vrai que les adversaires n'auront plus ni preuves de *possession d'état*, ni indices de *l'identité* qu'ils supposent.

Nous n'avons plus qu'une réflexion à ajouter sur l'insuffisance des titres présentés par les Aubry de Tours pour prouver leur parenté avec le Sieur Aubry, mort en 1763. Mais cette réflexion est tranchante & décisive.

Supposons que la fortune laissée par Jean-Martin Aubry à Saint-Domingue eût été faite en France par un des Aubry de Tours, & que Jean-Martin Aubry excité par l'ambition comme les adversaires, abusant de la ressemblance de nom comme les adversaires, se fût présenté pour disputer cette succession à la famille Aubry de Tours, ou pour la partager avec elle ; avec quel avantage, avec quel succès ne l'auroit-on pas repoussé ?

On lui eût peut-être fermé la bouche par la représentation de l'acte mortuaire du Martin Aubry né à Tours, parcequ'on eût eu alors autant d'intérêt à le montrer qu'on en a aujourd'hui à en dérober la connoissance.

Mais en admettant même que ce Martin Aubry, né à Tours, eût réellement disparu, en admettant que son extrait de mort n'eût pu être représenté, les Aubry de Tours n'auroient-ils pas dit à Jean-Martin Aubry : Quoi ! vous prétendez être de notre famille, & être fils du Martin Aubry né à Tours en 1658 ! Que vous soyiez fils de Martin Aubry, nous l'accordons. Si vous ne pouvez représenter votre acte de baptême, vous justifiez cependant de votre naissance. Mais où est la preuve que le Martin Aubry, dont vous êtes fils, fut celui né dans notre famille en 1658 ! La ressemblance du nom ! Elle est insignifiante dans tous les cas. Elle l'est encore plus dans celui-ci, car il n'est peut-être pas de Province en France où le nom *Aubry* ne se retrouve. L'analogie de l'âge ! elle ne peut pas nous être opposée. Elle n'est pas de notre fait. Elle est l'effet du hasard, & il ne peut en résulter rien de certain. Vous ne rapportez aucune preuve de l'identité sans laquelle vous ne pouvez être admis au droit que vous réclamez. Vous ne rapportez rien qui puisse faire soupçonner seulement que votre père fût originaire de notre province. Mais si rien ne vous rapproche de notre famille sur laquelle vous ne voulez vous enlever qu'à raison de l'intérêt qui vous appelle, combien n'avons-nous pas de motifs pour refuser de vous y admettre ? Il y a plus d'un siècle que Martin Aubry, né à Tours, auroit renoncé à sa famille comme à son pays. Depuis son évasion, il n'exista jamais aucune relation entre lui & nous. S'il abandonna sa famille, elle ne conserva aucun attachement pour lui. Votre père est mort sans revenir en France. Mais vous, vous Jean-Martin Aubry, vous y êtes venu plus d'une fois. Vous y avez perfectionné votre éducation. Vous y avez acquis une charge. Vous avez alors fait constater votre origine. Vous avez passé à Tours, au milieu de notre famille. Vous n'avez pas même songé alors à faire revivre par une reconnaissance respectueuse le lien de notre prétendue parenté. Vous n'avez pas même manifesté des doutes & des soupçons sur cette parenté, tant que vous avez pu penser qu'elle seroit infructueuse & inutile pour vous. Mais elle vous paroît constante & démontrée, lorsque l'appât d'une succession opulente vous détermine à choisir, à adopter notre famille pour la vôtre. Elle ne peut vous reconnaître



si vous ne prouvez l'identité des deux êtres dont l'un est né à Tours, & l'autre est mort à Saint-Domingue. Elle vous repousse de son sein avec indignation & mépris. Elle vous rend l'abandon & l'éloignement où vous & votre père avez vécu pour elle. Si vous & lui avez pu oublier un père, des aïeux, si vous ne demandez à rentrer dans notre sein que parceque l'intérêt vous y invite, vous ne méritez pas que nous nous rendions moins difficiles sur les preuves dont vous avez besoin. Vous n'en avez aucune de la *possession* de l'état que vous réclamez. C'est vous, c'est votre père, c'est votre long abandon qu'il faudroit en accuser, & il suffit pour autoriser notre résistance.

Il eût été impossible à Jean-Martin Aubry de la vaincre, & on voudroit que les adversaires triomphassent de celle de la famille Caradeux? Qu'on soutienne donc aussi que l'effet de la parenté ne doit pas être réciproque, & que la famille Aubry de Tours a la faculté, le privilège de revendiquer un individu, dont le fils n'eût jamais pu se faire reconnoître par elle.

L'insuffisance des titres présentés par les adversaires est donc démontrée. Rien ne peut y suppléer à ce défaut absolu de preuves de possession d'état, sans lesquelles celle de l'identité des individus est elle-même impossible. C'est aux adversaires à tout prouver, & ils ne prouvent rien. C'en seroit assez pour les écarter; mais nous voulons aller plus loin encore. Nous voulons prouver que l'identité que les adversaires avoient à justifier n'a pas pu exister, puisque le père de Jean-Martin Aubry étoit issu d'une famille absolument étrangère à celle des adversaires.

Celui qu'un adversaire courageux poursuit & charge vigoureusement, ménage & rappelle ses forces en raison des efforts de son ennemi. C'est ainsi que les adversaires ont redoublé les leurs pour dissimuler les preuves accablantes qui nous restent à leur opposer. Mais ces efforts sont ceux de la mauvaise foi, de l'infidélité, qui se désespèrent.

Pour se rendre plus facile la discussion des titres de la Dame Hudin, pour affoiblir les conséquences qui en résultent, ils ont commencé par les présenter à leur gré, par tronquer les actes, par supposer que tout ce qui a été fait entre la Dame Hudin & la famille Caradeux, est le fruit du *concert* qui a régné entr'eux; que c'est à ce *concert* que l'Arrêt du 3 Juin 1767, doit son existence.

Il falloit bien imaginer un moyen de persuader au Lecteur étonné que la Dame Hudin eût pu parvenir à se faire admettre au partage de la succession Aubry, sans cependant y avoir aucun droit, sans l'avoir établi par aucuns titres. Eh bien, supposons, a-t-on dit, que l'Arrêt qui a adopté cette réclamation a été préparé par un *concert* réciproque, comme celui rendu en 1764, pour le Sieur de Gizeux. Cette analogie a paru heureusement inventée, & on a espéré que ce qui étoit vrai pour l'Arrêt de 1764, pourroit bien le paroître pour celui de 1767. On s'est débarrassé, au moins pour l'instant, de ce fardeau pesant d'un préjugé solemnel.

Infensés ! Avez-vous donc pu vous promettre le succès d'une illusion aussi facile à détruire ? N'avez-vous donc pu prévoir quel avantage vous nous prépariez sur vous-mêmes, lorsqu'à la place de votre fiction mensongère & fausse comme l'imagination qui l'a conçue, nous aurions rétabli la vérité que vous avez si cruellement & sciemment offensée ?

L'Arrêt de 1767 a été rendu *sans aucune contradiction* ! Il est le fruit du *concert*, de l'intelligence qui régnoient entre la Dame Hudin & la famille Caradeux ! Qu'on nous suive un instant, & qu'on juge du mérite de ce début.

L'Arrêt de 1767 est rendu sur les productions respectives de la Dame Hudin, du Sieur de Gizeux, de la famille Caradeux, & sur les conclusions de M. le Procureur-Général. Le volume de cet Arrêt annonce celui des trois productions qui y ont été visées. Les adversaires produisent cet Arrêt de 1767, & celui de 1764. Il ne faut que les comparer pour demeurer convaincu, que si les Sieurs Caradeux ont admis volontairement le Sieur de Gizeux, ils ont au contraire repoussé autant qu'il étoit en eux les prétentions de la Dame Hudin. Celui de 1764, est sur une feuille. Celui de 1767, comprend trente-neuf rôles de minute. Celui de 1764, est rendu du *consentement* des Sieurs Caradeux. Ce *consentement* y est exprimé littéralement. Celui de 1767 n'offre rien de pareil.

Mais n'est-il donc pas d'autres signes auxquels il est facile de reconnoître si l'Arrêt de 1767 a été rendu *de concert* ?

La première demande de la Dame Hudin est de Septembre 1764. L'Arrêt est du 3 Juin 1767. Le procès a donc duré près de trois ans.

Dès le 3 Décembre 1764, une première Sentence du Port-au-Prince avoit, sur les défenses des Sieurs Caradeux, assujetti la Dame Hudin à rapporter d'autres titres que ceux qu'elle présentait.

En Mai 1765, la Dame Hudin présenta de nouveaux titres, & reprit ses poursuites. Les Sieurs Caradeux les discutèrent, & le procès fut appointé le 15 Juillet, instruit de part & d'autre, & jugé sur productions respectives, le 26 Février 1766 : la Dame Hudin fut déboutée de ses demandes.

Elle appela de cette Sentence, & forma opposition aux partages que la famille Caradeux se dispoit à faire de la succession Aubry.

L'Appel fut instruit. Chacune des parties fit imprimer sa défense. Nous avons sous les yeux un Mémoire & consultation imprimés au Cap, pour la veuve Hudin ; le Mémoire fut l'ouvrage de Me. *Bourgeois*, Doyen des Avocats du Cap. La consultation fut délibérée au Cap, le 1 Mars 1767, par dix autres Avocats du Conseil du Cap.

Peu de jours avant l'Arrêt, le 23 Mai 1767, la Dame Hudin fit signifier une nouvelle

Requête, où elle demandoit que les héritiers Caradeux fussent tenus de représenter les titres en vertu desquels ils se prétendoient parens du Sieur Aubry, & notamment l'extrait baptistaire de Marie-Magdeleine Aubry, leur grand-mère ; sinon elle *protestoit* de faire faire les recherches suffisantes pour prouver & justifier de la *bâtardise des Sieurs Caradeux*, & de les faire exclure du partage de la succession.

Le même jour, 23 Mai 1767, requête des Sieurs Caradeux par laquelle ils demandent que la veuve Hudin soit déclarée non recevable dans ses conclusions, & acte de leurs réserves de se pourvoir pour cause de l'outrage fait à la Mémoire de leur aïeule, & de ce qui en réjaillit sur eux.

Le 2 Juin, veille de l'Arrêt, autre requête de la Dame Hudin. Elle y demandoit acte, en cas de difficulté de la Cour à lui adjuger ses conclusions, de ce qu'elle offroit de justifier plus amplement & plus clairement qu'elle étoit *cousine-germaine dudit feu Jean-Martin Aubry*, & qu'elle a par lui toujours été reconnue pour telle, ce que ses parties adverses ( les Sieurs Caradeux & de Gizeux ) seroient tenus d'avouer ou contester.

Enfin le 3 Juin, le jour même de l'Arrêt, autre Requête de la Dame Hudin. Elle y révoque la reconnaissance qu'elle pouvoit avoir faite dans ses écrits de la légitimité de Marie-Magdeleine Aubry, aïeule des Sieurs Caradeux ; & attendu la preuve qui résultoit des différentes pièces recouvrées par la Dame Hudin, disoit-on, & notamment de l'extrait de baptême du 2 Février 1698, que Jean-Martin Aubry n'avoit point à cette époque de sœur nommée Marie-Magdeleine Aubry, mais bien une qui s'appeloit Marie Aubry, on demandoit que les Sieurs Caradeux fussent déclarés *inhables* à hériter à ladite succession, & finalement qu'attendu les déboursés considérables, que la veuve Hudin avoit faits pendant la poursuite du procès, & dans le cas où la Cour croiroit devoir ordonner un *interlocutoire*, il lui fût adjugé une provision de vingt mille livres.

Toutes ces conclusions sont répétées mot-à-mot dans le vû de l'Arrêt de 1767. Cet Arrêt étoit sous les yeux des adversaires, lorsqu'on leur a fait dire qu'il étoit le fruit du concert, qu'il avoit été rendu *sans aucune contradiction*.

Que pouvoit-on espérer d'une imposture aussi avérée ? Elle a révolté tous ceux qui ont été témoins des efforts de la Dame Hudin, & de ceux des Sieurs Caradeux pour lui résister ; elle a révolté sur-tout ceux qui savent que ce procès a failli coûter au Sieur Caradeux aîné beaucoup plus cher que sa portion dans la succession Aubry.

Mais qu'on ne pense pas que ces débats aient fini avec l'Arrêt du 3 Juin 1767. Il condamnoit les Sieurs Caradeux & de Gizeux à remettre à la Dame Hudin, le huitième de la succession des Sieurs Aubry, dont elle étoit reconnue héritière par égales portions avec eux.

La Dame Hudin s'empresſa de ſuivre l'exécution de cet Arrêt. Dès le 20 Juin elle en obtint un autre, qui ordonna qu'elle ſeroit miſe en poſſeſſion du huitième que l'Arrêt du 3 Juin lui adjugeoit, & nomma un Commiſſaire de la Cour, pour procéder à cette miſe en poſſeſſion.

Le 19. Ordonnance pour parvenir à la nomination des Experts, qui doivent y concourir.

Le 22. Nomination d'Experts par défaut contre les Sieurs Caradeux, qui de leur côté déclarèrent au Greſſe du Port-au-Prince, & firent notifier à la veuve Hudin, les 17, 30 Juin & 4 Juillet, que deux d'entr'eux ſe rendoient en France, *dans le ſeul & unique objet de ſe pourvoir en caſſation de l'Arrêt rendu le 3 Juin en faveur de la Dame Hudin.*

Cette démarche irrégulière appartenoit plus aux Conſeils inconfidérés des Sieurs Caradeux qu'à eux-mêmes; mais au moins prouve-t-elle qu'ils n'avoient pas conſenti à l'Arrêt du 3 Juin 1767.

Elle ne devoit pas arrêter, & ne ſuspendit pas les pourſuites de la Dame Hudin. Elle les continua même avec l'acharnement & la vigueur que la réſiſtance de ſes adverſaires devoit lui inſpirer.

Le 6 Juillet 1767, les opérations de la miſe en poſſeſſion furent commencées, & on y retrouve encore les réſerves & proteſtations de la famille Caradeux, qui, ſans s'oppoſer à l'exécution de l'Arrêt, ſans ſ'écarter de la ſoumiſſion qui lui étoit due, ſe défend de tout *acquieſcement volontaire*, & *réſerve tous ſes droits, actions, moyens & exceptions.*

Cette miſe en poſſeſſion ſ'eſt continuée juſqu'en Septembre 1767. La Dame Hudin étoit toujours en ſouffrance, & n'avoit pu parvenir encore à toucher la moindre portion du huitième qui lui étoit adjugé.

Elle demanda alors une proviſion de 300,000 livres. Un Arrêt du 5 Septembre 1767, lui adjugea 30,000 livres, & elle fit *ſaiſir - exécuter*, le Sieur Rocheblanche le 21 Septembre.

De leur côté, les Sieurs Caradeux formèrent oppoſition à l'Arrêt qui accordoit à la Dame Hudin cette proviſion de 30,000 livres.

Le 13 Juillet 1768, la Dame Hudin obtint un *exécutoire* de dépens contre la famille Caradeux. Ces dépens furent taxés à 8,978 livres, 1 ſous 8 deniers. La famille Caradeux appela de cet exécutoire.

Le 4 Août 1768, la Dame Hudin demanda compte au Sieur de Rocheblanche, de la gestion qu'il avoit eue des biens de la ſucceſſion Aubry.

Le 2 Septembre 1768, autre *exécutoire* obtenu par la Dame Hudin, contre les Sieurs Caradeux.

Les 10 Décembre 1768, & 23 Janvier 1769, demande de la Dame Hudin, en condamnation *par corps* contre les héritiers Caradeux, pour la reddition de compte.

Cependant les Sieurs Caradeux s'étoient pourvus au Conseil d'État, contre l'Arrêt du 3 Juin 1767, & par Arrêt du 21 Mars 1768, ils avoient été *déboutés de leur demande en cassation & condamnés en l'amende*.

La Dame Hudin avoit été informée de cet Arrêt. Elle s'en étoit procuré une expédition, & elle le fit signifier le 7 Janvier 1769, à Me. Faure, alors Avocat de la famille Caradeux, & des Sieurs & Dame de Brancas, en lui demandant communication de différentes pièces, pour suivre l'exécution de l'Arrêt du 3 Juin 1767.

Mais la famille Caradeux, & les Sieurs & Dame de Brancas, n'avoient pas encore renoncé à attaquer cet Arrêt. Ils n'avoient pu le faire anéantir au Conseil d'État, ils tentèrent de le faire rétracter par le Tribunal qui l'avoit rendu.

Ils obtinrent au grand Sceau des Lettres de laps de temps, & ils vinrent demander l'entérinement de leur Requête civile au Conseil du Port-au-Prince. Ils en poursuivoient le Jugement, lorsque l'événement, sur lequel Sa Majesté a imposé silence, enleva aux Sieurs Caradeux la faculté & l'espoir de l'obtenir pendant long-temps. Ils se virent livrés à la discrétion de la veuve Hudin, & à la merci des poursuites que l'Arrêt du 3 Juin 1767 l'autorisoit à multiplier contre eux.

Ce fut alors seulement que la famille Caradeux & la Dame de Brancas, *héritière du Sieur de Gizeux*, son père, réglèrent avec la Dame Hudin le huitième qui lui étoit adjugé par l'Arrêt du 3 Juin 1767. La Dame Hudin leur céda ses droits moyennant 510,000 livres, payables dans plusieurs années. Les derniers termes ont été payés aux *héritiers* de la Dame Hudin.

Fut-il jamais contradiction plus vive, plus sérieuse que celle qui précéda & suivit l'Arrêt du 3 Juin 1767 ? Comment a-t-on osé dire, que les Sieurs Caradeux n'en avoient opposé aucune ? Un procès qui a duré près de trois ans avant l'Arrêt, près de deux ans après l'Arrêt, où on a épuisé toutes les voies possibles & usitées dans les Tribunaux, où on a eu recours à l'autorité suprême de Sa Majesté elle-même, un procès où, par la nature, on n'a pas seulement discuté les droits des concurrens, où on a encore critiqué avec fiel & amertume leur état & celui de leurs aïeux, où une portion de la procédure forme un volume effrayant, où plusieurs défenseurs se sont succédés, n'est point sérieux, suivant nos adversaires ! Tout y a été fait de concert ! L'Arrêt n'est point le résultat des délibérations des Magistrats ! il est le fruit de la connivence, de l'intelligence des parties ! Si votre répugnance pour la vérité est invincible, rapprochez-vous au moins de ce qui lui ressemble, ou cessez de prétendre à la persuasion que vous réclamez.

Mais ce n'étoit pas assez pour les adversaires de supposer le concert & l'intelligence



où la contradiction la plus chaude, le choc le plus violent ont régné. Il falloit bien encore créer les motifs de ce concert.

Les Sieurs Caradeux avoient, dit-on, besoin de l'indulgence de la veuve Hudin, comme celle-ci comptoit sur la leur. Elle représentoit sur-tout une Lettre, où Marie Dubois, veuve Aubry, parloit de *sa fille*. Cette énonciation étoit précieuse pour les Sieurs Caradeux. Ils en réclamoient le témoignage, pour justifier leur état & celui de leur aïeule. . . . » Ces pièces » étoient donc *également admises, reconnues & invoquées de part & d'autre*. La connivence » qui les avoit produites en avoit fait des preuves respectives que l'on réclamoit *avec une* » *force égale des deux côtés* : il falloit donc, de toute nécessité, qu'elles *déterminassent l'Arrêt* » *qui a été rendu*. »

Cette nouvelle assertion étoit une suite naturelle de ce qu'on s'est permis sur l'état des Sieurs Caradeux, sur celui de *Marie-Magdeleine Aubry* leur aïeule, sur l'impuissance où on les avoit supposés de justifier qu'elle fût sœur & sœur légitime de Jean-Martin Aubry. Mais maintenant qu'il est démontré que les Sieurs Caradeux n'ont jamais pu craindre un instant que l'état de leur aïeule fût contesté, nous pouvons donc dire & avec plus de raison que les adversaires : Les Sieurs Caradeux n'avoient pas besoin de l'indulgence de la Dame Hudin. Ils étoient loin d'invoquer la lettre qu'elle produisoit pour en induire que la mention qu'y faisoit Marie Dubois de *sa fille* devoit s'appliquer à leur aïeule. Ils avoient des titres incontestables. Ils pouvoient donc critiquer sévèrement ceux de la Dame Hudin ; ils le devoient même, car la Dame Hudin ne se bornoit pas à réclamer une portion de la succession, elle la demandoit toute entière. Elle contestoit l'état des Sieurs Caradeux. Elle a soutenu jusqu'au moment de l'Arrêt, qu'ils étoient *inhabiles à succéder*. Elle prétendoit même, qu'en admettant que leur aïeule fût sœur de Jean-Martin Aubry, les Sieurs Caradeux n'étant que petits neveux, seroient exclus par elle, veuve Hudin, qui étoit cousine-germaine. Ainsi sous tous les points de vue possibles, les Sieurs Caradeux devoient faire les plus grands efforts pour écarter la Dame Hudin, bien loin de la ménager, & de paroître seulement la contredire.

Et les Sieurs Caradeux ont-ils fait ce que leur intérêt leur prescrivait avec tant d'empire ? Ont-ils repoussé la Dame Hudin de toutes leurs forces, ou ne lui ont-ils offert que cette résistance foible & complaisante, qui enhardit plutôt qu'elle ne décourage, qui est un présage certain de la défaite de celui qui paroît l'opposer, qui semble n'avoir d'autre objet que d'ajouter au triomphe & au plaisir de celui qui attaque ?

Rien n'a été plus sérieux, rien n'a été plus vif que la défense des Sieurs Caradeux. Ils font juger d'abord les titres de la Dame Hudin insuffisans. Elle y supplée par d'autres, que les Sieurs Caradeux parviennent à faire rejeter encore. La Dame Hudin appelle. Les Sieurs Caradeux se ralentissent-ils ? Ils font reparoître leur défense avec plus d'énergie. Ils y donnent la publicité de l'impression. Celle de la Dame Hudin paroît sous la même forme. Elle l'appuie

l'appui du suffrage unanime du Barreau du Cap, & les derniers instans de l'instruction voient éclore de sa part l'imputation la plus outrageante pour la famille Caradeux.

Sont-ce là les signes auxquels les adversaires ont reconnu le *concert* & la *connivence* qui ont préparé & déterminé l'Arrêt ? Si ce concert eût existé, si on ne se fût défendu que pour paroître se défendre, l'Arrêt une fois rendu, il eût été inutile de continuer cette comédie si mal-adroitement imaginée, plus mal-adroitement encore exécutée par les adversaires. Les Sieurs Caradeux eussent au moins laissé exécuter cet Arrêt qu'on suppose préparé, désiré, dicté par eux, pour ainsi dire. Mais on l'a vu : ils font au contraire l'impossible pour éloigner son exécution. Deux d'entre-eux font exprès le voyage de France pour se pourvoir. Les autres usent dans la Colonie de toutes les ressources de leurs Conseils, pour éluder, au moins, jusqu'à l'issue de la requête en cassation.

Cette requête est imprimée en France. On ne craignoit pas, comme on l'a prétendu dans la procuration de 1781, de *se mettre trop à découvert*. La cassation ne réussit pas, on a recours à la requête civile, & sur quel motif est-elle fondée ? Sur le dol de la veuve Hudin, précisément dans l'usage qu'elle avoit fait des lettres qu'on prétend avoir été complaisamment accueillies, invoquées même par les Sieurs Caradeux.

De son côté, la Dame Hudin marquoit tous les jours par de nouvelles poursuites. Elle prenoit des *exécutoires*, demandoit, obtenoit des *provisions*, faisoit des *saïsses*, poursuivoit un *compte* des revenus, sollicitoit des contraintes *par corps*, forçoit enfin la famille Caradeux dans les derniers retranchemens que les formes judiciaires leur avoient ouverts.

C'est donc une absurdité inconcevable, une imposture révoltante que cette supposition de *concert*, de *connivence* entre la Dame Hudin & la famille Caradeux. L'Arrêt de 1767 a donc été rendu sur la contradiction la plus forte. L'Arrêt du Conseil d'État, qui a pros crit la cassation demandée du premier, n'a pas été non plus un jeu sans doute. Cet Arrêt, que les adversaires n'ont pas attaqué, celui de 1767 qu'ils attaquent, donnent donc une juste idée des titres de la Dame Hudin. De même que la collusion qui eût préparé ces décisions, les eût rendu suspectes, comme les adversaires ont cherché à le faire croire, de même on doit présumer qu'ils étoient légitimes & suffisans, puisqu'ils ont été adoptés par un Arrêt bien contradictoire, puisque tous les efforts des Sieurs Caradeux, avant & après l'Arrêt, ont été impuissans. *Res judicata pro veritate habetur*.

Mais les adversaires veulent remettre en question aujourd'hui cette vérité reconnue en 1767, par l'Arrêt du Port-au-Prince, confirmée par celui du Conseil d'État en 1768 ; ne devons-nous pas faire remarquer d'abord qu'ils ont laissé passer plus de vingt années avant d'avoir osé la contester ? Ils ont eu connoissance de l'Arrêt de 1767, dans le temps même où il a été rendu, & c'est en 1788, qu'ils viennent former opposition à cet Arrêt & à celui de 1764. Ils avoient cependant conçu leurs prétentions, même avant

1767 ; chaque jour de ce long silence de leur part n'est-il pas un aveu des droits reconnus par cet Arrêt de 1767, un nouvel hommage rendu par eux à la vérité qui y est fixée, comme au jugement qui l'a consacrée ? A qui persuadera-t-on que la famille Aubry de Tours, eût négligé si long-temps, eût abandonné pendant 20 ans une réclamation aussi intéressante pour elle, des droits aussi précieux, si ayant connoissance & pleine connoissance de l'événement qui y donnoit ouverture, des efforts de plusieurs concurrens pour se les partager, elle n'eût été pénétrée, intimement pénétrée de la légèreté, de l'inconséquence de ses prétentions, comme du vice & de l'insuffisance de ses titres, comme de la force & de la valeur de ceux des autres concurrens ? Ne trouvons-nous pas dans cet agiotage honteux fait entre les adversaires de leurs prétendus droits, dans ces précautions que la crainte & la méfiance de ce droit leur ont inspirées, une nouvelle preuve de cette vérité ? Celui qui a des millions à prétendre, en abandonne-t-il le *quart* à un mandataire, à condition que les frais de la réclamation seront à la charge du mandataire, *s'il n'a aucune prétention*, si la tentative qu'il va risquer ne réussit pas ? Ce mandataire, à son tour, abandonne-t-il à un autre les *deux tiers du quart*, à condition que le second se chargera lui-même des risques de l'événement, & restera seul chargé des frais, sans répétition, si l'entreprise ne réussit pas ? Ne sont-ce pas là les caractères les plus distinctifs des trafics réprouvés par les loix, de ces essais litigieux qui troublent la société, & excitent le mépris universel ? & ce sont cependant bien littéralement les conventions des prétendus héritiers Aubry avec le Sieur Chenantais, & du Sieur Chenantais avec le Sieur Bacqué, dont l'existence est même un problème. Qu'on y joigne la cession que le Sieur Chenantais s'est fait faire ensuite par *Perrine Aubry veuve Maridois*, cette cession qu'il n'ose pas montrer, qu'il faut bien cependant qu'il produise, & on ne pourra s'empêcher de concevoir pour le complot de ces deux hommes ambitieux, la répugnance & l'indignation dont la Loi elle-même l'a frappé.

Quelle faveur ne méritoit pas au contraire la réclamation de la Dame Hudin, d'après ses titres & la manière dont elle les a présentés ?

Ce fut en 1764, au mois de Septembre, que la Dame Hudin forma sa première demande en remise de la succession Aubry.

Son système étoit que Martin Aubry, père de Jean-Martin, étoit né à Taillebourg en Xaintonge, de *Jean Aubry & Françoise Esnaud* ; que Martin Aubry avoit eu deux frères, *Jean*, mort sans postérité, & *Guy Aubry*, marié à Renée Neau, d'où étoit issue la Dame Hudin ; qu'elle étoit conséquemment *cousine-germaine de Jean-Martin Aubry*.

En cette qualité de *cousine-germaine*, la Dame Hudin prétendoit être la plus proche parente, & exclure les enfans Caradeux, qui étoient *petits-neveux*.

La Dame Hudin produisit d'abord :

1°. Une lettre écrite, le 16 Décembre 1696, par *Marie Aubry à son frère Guy Aubry*, Marchand à la Rochelle.

2°. Une lettre écrite par *Marie Dubois*, veuve de *Martin Aubry*, au même *Guy Aubry*.

3°. Une autre lettre écrite par la même *Marie Dubois*, au même *Guy Aubry*, son beau-frère, le 1er. Mars 1708.

4°. Une lettre de *Jean-Martin Aubry* lui-même, écrite de Paris à son oncle *Guy Aubry*, Marchand à la Rochelle, datée du 26 Janvier 1708.

5°. Une reconnaissance de *Jean-Martin Aubry*, au profit de *Guy Aubry* son oncle, qui l'avoit cautionné pour un coffre de chirurgie, en date du 19 Octobre 1709.

6°. Un billet du même au profit du même, de la somme de 46 livres, pour argent prêté.

A ces premières pièces la Dame Hudin joignoit :

1°. L'acte de célébration de mariage de *Guy Aubry* & *Renée Neau*, du 3 Février 1688.

2°. L'extrait baptistaire de *Marie*, fille de *Guy Aubry* & de *Renée Neau*, du 14 Février 1694. ( C'étoit la Dame Hudin. )

3°. L'acte de mort de *Guy Aubry*, du 3 Juin 1723.

4°. Celui de *Magdeleine Aubry*, autre fille de *Guy Aubry* & de *Renée Neau*, du 2 Décembre 1705.

5°. Celui de *Pierre Aubry*, du 5 Février 1740.

6°. Celui de *Renée Aubry*, autre fille de *Guy* & de *Renée Neau*, du 2 Mai 1745.

7°. Un acte de notoriété, du 22 Septembre 1763, qui constatoit que depuis longtemps la Dame Hudin n'avoit ni frères ni sœurs.

8°. L'extrait mortuaire de *Martin Aubry*, mort à Léogane le 9 Janvier 1698.

9°. L'acte de notoriété, fait à la requête du Sieur Aubry, en 1742.

10°. Enfin le testament du Sieur Aubry, en 1762.

En 1765, la Dame Hudin rapporta d'autres titres encore.

1°. L'acte de baptême de *Jean Aubry*, fils de *Jean* & *François Esnaud*, du 22 Juillet 1663.

2°. Celui de *Guy Aubry*, fils de *Jean* & de *François Esnaud*, du 13 Février 1668.

3°. Un procès verbal du 28 Janvier 1765, de l'état des registres de la paroisse de Taillebourg.

4.<sup>o</sup> Un second procès-verbal du 27 Juillet 1765, ayant aussi pour objet de constater le mauvais état des mêmes registres.

C'étoient là tous les titres produits par la veuve Hudin, devant le Juge du Port-au-Prince. La Sentence qui rejeta ses prétentions est du 26 Février 1766.

Mais sur l'appel qu'elle en fit au Conseil, elle produisit encore de nouvelles pièces.

1.<sup>o</sup> Elle rapporta un troisième procès-verbal du mauvais état des registres de Taillebourg, fait les 12 & 13 Mai 1766.

2.<sup>o</sup> Un Certificat du Greffier de la Sénéchaussée de Saint-Jean d'Angely, qui attestoît que les registres de Taillebourg n'étoient déposés dans ce Greffe que depuis 1737.

3.<sup>o</sup> Une obligation de 258 liv. tournois consentie, le 2 Juin 1666, devant Patin, Notaire de l'Isle de la Tortue, par le Sieur Chandeau de la Clochetiere, à l'ordre de René Aubry ; une procuration donnée le 28 Mai 1673, par René Aubry à Jean Aubry son frère, devant Tanevot, Notaire & Juge de la côte de Saint-Domingue, pour toucher le montant de cette obligation ; la Sentence de condamnation rendue à Xaintes, le 26 Octobre 1686, & l'exploit de signification de cette Sentence du 2 Janvier 1687.

4.<sup>o</sup> Enfin un extrait de la copie du rôle d'équipage du navire le *Fleuron*, de Nantes, Capitaine Monneron, arrivé à Léogane le 18 Janvier 1742, par lequel il paroissoit que le *Sieur Aubry*, *Habitant au Cul-de-Sac*, avoit passé en France sur ce navire.

Voilà les titres sur lesquels fut rendu l'Arrêt du 3 Juin 1767. La prétention de la veuve Hudin y fut réduite à sa juste valeur. Elle étoit cousine-germaine du Sieur Aubry. Elle ne pouvoit pas exclure les enfans Caradeux, petits-neveux, ni le Sieur de Gizeux cousin-germain, comme elle. Mais ils devoient partager tous par égales portions, & c'est là ce qui fut ordonné. La Dame Hudin obtint un huitième.

Les titres de la Dame Hudin étoient de deux espèces. Elle justifioit bien, par actes publics, qu'elle étoit issue de Guy Aubry, & que celui-ci étoit fils de Jean Aubry & de Françoise Esnaud. Mais elle ne prouvoit pas, par le rapport de l'acte baptismal de Martin Aubry, qu'il fût, comme elle le soutenoit, le frère de Guy Aubry.

Elle prétendoit suppléer à cet acte, d'abord en justifiant le mauvais état des registres sur lesquels il avoit dû être porté, ensuite par les papiers domestiques & de famille qu'elle présentait, par les lettres sur-tout & les billets de Martin Aubry, de Marie Dubois, de Jean-Martin Aubry lui-même à Guy Aubry.

On faisoit soutenir au contraire par la famille Caradeux que le mauvais état des regis-



tres de Taillebourg n'étoit pas suffisamment constaté, pour dispenser la Dame Hudin de rapporter l'acte de baptême de Martin Aubry, & que les lettres & billets qu'elle attribuoit à Martin Aubry, à Marie Dubois, à Jean-Martin Aubry lui-même étoient *apocryphes & insuffisans*.

Les adverfaires prétendent prouver aujourd'hui ce que les Sieurs Caradeux ont soutenu infructueusement en 1767. Ils vont même plus loin. Ils prétendent que ces lettres, ces billets produits par la Dame Hudin étoient l'ouvrage de la fourberie & de l'imposture la plus hardie & la plus ridicule. Leur fausseté étoit si palpable, selon eux, qu'ils en concluent qu'il n'y avoit que l'intérêt des Sieurs Caradeux eux-mêmes à admettre de pareilles pièces, qui pût leur donner quelque valeur.

On a vu si cette collusion entre les Sieurs Caradeux & la Dame Hudin étoit même possible. Nous n'y reviendrons pas. Nous ajouterons seulement qu'un des conseils de la famille Caradeux, sur la requête civile, est lui-même témoin de cette imprudente allégation. C'est Me. de Ronceray, Sénéchal du Port-au-Prince. Il pourroit dire si c'étoit pour seconder les vues de la Dame Hudin que les Sieurs Caradeux l'avoient chargé d'établir le *dol* qu'ils lui imputoient.

Voyons au surplus comment les adverfaires prouvent que tous les titres de la Dame Hudin étoient ou faux ou ridicules. Pour se rendre la chose plus facile, ils commencent par les mutiler à leur gré & suivant leur usage.

Ils supposent que la Dame Hudin ne justifioit le mauvais état des registres de Taillebourg que par un seul & unique procès-verbal, celui du 28 Janvier 1765. C'est le seul du moins qu'ils mettent au rang des titres de la Dame Hudin, lorsqu'ils en font l'énumération, page 18.

A la page 52, ils n'osent pas affirmer que ce soit le seul. Ils parlent de *plusieurs procès-verbaux* : mais il faut, disent-ils, *en présenter ici un entr'autres, & en partie seulement, afin de faire voir plus exactement ce qu'ils contiennent. Indocti discant & ament meminisse periti.* Vous qui avez pensé jusqu'ici que pour faire connoître plus exactement ce que contiennent *plusieurs pièces*, il falloit les présenter toutes, ou du moins en offrir l'ensemble, vous avez singulièrement erré, vous avez été bien absurdes ! Pour les connoître *plus exactement* désormais, vous n'en verrez qu'une seule ; vous ne l'examinerez pas même en entier. Vous n'en consulterez qu'une *partie seulement*.

Si le paradoxe est quelquefois séduisant & dangereux, il est aussi quelquefois si absurde, si révoltant, qu'il n'excite que la dérision & le mépris.

\* Nous qui rampons avec les principes familiers, nous qui les préférons à cette sublimi-

ré délicieuse, qui pour mieux connoître un *tout*, ne veut en voir qu'une *partie*, consultons & rapportons les différens procès-verbaux de l'état des registres de Taillebourg, parceque nous voulons connoître *plus exactement* le véritable état de ces registres.

Commençons par rétablir celui du 28 Janvier 1765. On va voir avec quelle indécence il a été mutilé par les adverfaires, à quel point ils ont voulu en abuser.

Ce procès-verbal est l'ouvrage du Doyen de la Collégiale de Taillebourg, en même-temps Curé de la paroisse, & d'un autre Chanoine du même chapitre.

Ces deux prêtres attestent, en présence d'un Notaire & de deux témoins, qu'à la réquisition d'un Notaire & Procureur chargé d'ordre de la Dame Hudin, le Curé a représenté les registres pour en extraire *les actes de baptême de Martin & Guy Aubry, oncle & père de la Dame veuve Hudin*, enfans de Jean Aubry & de François Esnaud, & les actes de sépulture desdits Jean Aubry & François Esnaud, conjoints, depuis & compris 1640, jusques & compris 1680.

« Qu'ayant cherché ensemble lesdits actes de baptême & de sépulture sur lesdits registres, » il n'y ont trouvé que les actes de baptême dudit Guy Aubry, en date du 13 Février » 1668, & celui de Jean Aubry . . . . Mais que pour ce qui est de l'acte de baptême dudit Martin Aubry & des actes mortuaires de Jean-Aubry & François Esnaud, » ses père & mère, ils ne se sont point trouvés *sur lesdits registres, que lesdits Sieurs comparans ont reconnu être dans un TRÈS-MAUVAIS ORDRE, ÉTANT GATÉS PAR LES VERS, Y* » EN AYANT BEAUCOUP DONT LA MAJEURE PARTIE DES FEUILLETS SONT EMPORTÉS ET DÉ- » CHIRÉS, S'Y EN TROUVANT AUSSI OU IL Y A DES FEUILLETS RÉPANDUS DANS DES REGIS- » TRES QUI NE SONT PAS DE LA MÊME ANNÉE, QUI SONT AUSSI GATÉS PAR LES VERS . . .

Voilà ce qui a paru inutile aux adverfaires pour faire connoître *plus exactement* l'état des registres, ce qu'ils ont jugé convenable & honnête de supprimer. Voici maintenant ce qu'ils ont affecté d'imprimer en gros caractères, page 52.

« Dans le nombre desquels registres ci-dessus il s'en trouve quatre qui sont perdus, savoir: » les années 1669, 1670, 1671 & 1672, sauf cependant le registre qui contient les années depuis 1640, jusqu'en 1658, & celui depuis cette dernière jusqu'en 1666, qui sont » dans un *affix bon ordre, y ayant seulement plusieurs lacunes de cinq à six travers de* » *doigt.* ».

Ici les adverfaires se sont arrêtés; mais voici ce qui suit immédiatement.

« Ce qui donne lieu de penser aux Sieurs comparans que *c'est la cause pour laquelle* » *ils n'ont point trouvé ledit acte de baptême dudit Martin Aubry, & les actes de sépulture* » dudit Jean Aubry & de ladite François Esnaud sa femme, qui vraisemblablement sont

» décédés dans ladite Paroisse de Taillebourg, puisqu'ils y avoient leur domicile en  
» 1668 ».

Trouveroit-on un autre exemple de l'infidélité scandaleuse avec laquelle on s'est permis de choisir, dans le procès-verbal que nous venons de rapporter, le Fragment qu'on a imprimé? En trouveroit-on, de l'impudence avec laquelle on en conclut ensuite (pag. 52 & 53) que ce procès-verbal prouve précisément que le registre de 1658 étoit en *assez bon ordre*; que c'étoit *indubitablement* dans cette année que Martin Aubry devoit être né, puisqu'il est mort en 1698, âgé de 40 ans; qu'ainsi son acte de baptême ne s'étant pas trouvé sur ce registre, il n'étoit pas le *parent de la Dame Hudin*, il n'étoit pas né des aïeux de la veuve Hudin, que c'est là ce que ce procès-verbal établit irrésistiblement?

Nous avons prouvé que, de ce que l'acte de 1698 portoit que Martin Aubry étoit mort à l'âge de 40 ans, il ne résulroit pas nécessairement qu'il fût né en 1658; qu'il faudroit pour cela admettre comme certaine & incontestable cette désignation de l'âge dans un acte de sépulture, & que rien ne l'est moins au contraire que ces sortes de mentions.

Ainsi le procès-verbal auroit constaté que le registre de 1658 étoit en *très-bon ordre*, absolument intact & en bonne forme, qu'il ne s'ensuivroit pas que Martin Aubry ne fût pas né à Taillebourg, & que l'acte de son baptême n'eût pas été porté sur l'un des registres de la même paroisse pour les années antérieures ou postérieures à 1658, & qui se trouvoient en *très-mauvais ordre*, gâtés par les vers, dont les feuillets étoient, en majeure partie, emportés, déchirés, répandus dans des années auxquelles ils n'appartenoient pas.

Mais le procès-verbal mutilé par les adversaires ne prouve pas même, comme ils l'ont supposé, que le registre de 1658 fût en *assez bon ordre*; cette année se trouve au contraire exceptée du nombre de celles dont les registres étoient en *assez bon ordre*. C'étoient celui de 1640 jusqu'en 1658, & celui depuis cette dernière année jusqu'en 1666.

N'est-il pas visible que celui de 1658 n'y est pas compris? Car on eût dit alors que les registres de 1640 à 1666 étoient en assez bon ordre. Cette division de 1640 à 1658, de 1658 à 1666, annonce au contraire l'exception de l'année 1658, ou du moins une distinction qu'on a voulu faire entre le registre pour l'année 1658, & ceux des autres années intermédiaires de 1640 à 1666.

Enfin si l'année 1658 devoit être nécessairement celle de la naissance de Martin Aubry, si le registre de cette année étoit du nombre de ceux trouvés dans un *assez bon ordre*, il étoit aussi de ceux où il y avoit *plusieurs lacunes de cinq à six travers de doigt*; & il n'en falloit qu'une seule pour enlever à la Dame Hudin la faculté de trouver l'acte qu'elle cherchoit, pour qu'on ne pût pas au moins lui faire une nécessité de le rapporter, pour qu'on ne pût pas affirmer que l'acte de baptême de Martin Aubry n'eût jamais existé sur ces registres.

Pourquoi donc affecter au surplus de ne rapporter, de ne consulter que le procès verbal du 28 Janvier 1765 ? On va voir le motif de cette prédilection répréhensible, de cette réticence coupable. C'est toujours la même touche, toujours le même but.

Le second procès-verbal rapporté par la Dame Hudin, étoit du 27 Juillet 1765. Il s'expliquoit sur la cause qui empêchoit de trouver l'acte de célébration du mariage de *Jean Aubry & Françoise Esnaud*. Il répétoit, ce que contenoit le premier sur les registres de 1640 à 1658, & de 1658 à 1666, qu'ils étoient *dans un effez bon ordre, sauf plusieurs lacunes de cinq à six travers de doigt dans un grand nombre de feuillets desdits registres.*

Il en naissoit donc les mêmes conséquences que celles que nous venons de tirer du procès-verbal du 28 Janvier 1765.

Mais la Dame Hudin rapportoit encore le certificat du Greffier de Saint-Jean d'Angely. Il prouvoit que ces registres en mauvais état à Taillebourg ne se trouvoient dans aucun autre dépôt. Il justifioit que la Dame Hudin n'avoit rien négligé pour se procurer les actes que le mauvais état des registres de Taillebourg ne lui permettoit pas d'y trouver ; & pourquoi le dissimuler ?

Elle rapportoit encore un autre procès-verbal des 12 & 13 Mai 1766. Il étoit d'autant plus authentique qu'il avoit été fait d'autorité de Justice.

Le Curé représenta ses registres au Juge en présence de plusieurs personnes. On constata leur état feuillet par feuillet, en observant les déféctuosités & leurs causes. Nous n'avons pas ce procès-verbal sous les yeux, la copie n'en a pas été conservée ; mais il fut produit lors de l'Arrêt de 1767, il y est visé, & nous voyons dans le mémoire imprimé pour la Dame Hudin en 1767, « que ce procès-verbal demandoit à être lu en entier, & qu'il » renfermoit des singularités qui faisoient plus que faire naître des soupçons, entre - autres » au sujet du premier registre, qui commençoit à l'année 1636 & alloit jusqu'au 7 Janvier » 1658 inclusivement, où il se trouvoit, *oultre nombre de lacunes, des feuillets arrachés,* » *adhirés & déchirés en partie ; y ayant même, à la date du 20 Janvier 1658, la lar-* » *geur de quatre doigts de papier qui a été COUPÉE ET ENLEVÉE AVEC LES SIGNATURES* » *DES DEUX ENREGISTREMENS, au bas de chaque côté du premier folio.*

Nous le demandons maintenant, est-il possible de conclure, comme on le dit, irrésistiblement du bon état des registres de Taillebourg, que si l'acte de baptême de Martin Aubry ne s'y trouvoit pas, c'étoit qu'il n'y avoit jamais été porté ? Qu'un registre public, quoiqu'entièrement délabré, fasse foi pour les actes qui y sont conservés, qui ont échappé au temps & bravé la négligence des dépositaires, cela doit être. Les derniers débris de ces registres précieux le font encore eux-mêmes pour ceux qu'ils intéressent.

Mais

Mais dès qu'un registre est altéré, lorsqu'il s'y trouve des *lacunes*, lorsque les feuilles en ont été *déchirées*, *arrachées*, lorsque celles qui restent sont déjà la proie *des vers*, lorsqu'on y voit des altérations aussi sensibles que celle remarquée à la date du 20 Janvier 1658, des signatures *coupées*, *enlevées*, lorsqu'il est certain qu'une partie des actes qu'il renfermoit a été livrée à des mains téméraires au moins, si elles n'ont été criminelles, comment prouver que tel ou tel acte n'a pas été porté sur ce livre, qu'il n'étoit pas un de ceux que l'intérêt ou la négligence ont sacrifiés ?

L'observation des adversaires, que la naissance de Martin Aubry devoit se trouver sur le registre de 1658, se tourneroit encore contre eux-mêmes, si nous voulions adopter leur incon séquence. On voit que l'altération la plus forte peut-être se trouve précisément sur le registre de 1658. Nous ne pouvons même dissimuler que la veuve Hudin ne vo. loit pas qu'elle fût l'effet du hasard. Elle cherchoit à rapprocher l'enlèvement de cette portion du registre de 1658, des circonstances que le beau-frère d'un des héritiers Caradeux étoit rési- dant alors à la Rochelle, qu'il avoit été informé avant elle-même du décès du Sieur Au- bry, que connoissant les droits de la Dame Hudin à cette succession, il avoit ardemment sollicité & obtenu sa procuration, & qu'elle avoit ensuite été obligée de la révoquer, par- cequ'elle avoit eu de justes raisons de craindre qu'il n'en abusât.

Ces conjectures injurieuses étoient fausses sans doute. Mais au moins le mauvais état des registres, leur mutilation étoient-ils avérés, & dès-lors la veuve Hudin devoit être admise à y suppléer par les *papiers domestiques*. Elle eût pu l'être même à une preuve *par témoins*. C'est la disposition de l'art. 14 du titre 20 de l'Ordonnance de 1667.

Cette preuve par le rapport de *papiers domestiques* fut portée par la Dame Hudin au dernier degré d'évidence. Elle résul toit d'une lettre écrite par *Martin Aubry*, père du Sieur Aubry, mort en 1763, de deux lettres de Marie Dubois sa mère, d'une autre lettre du Sieur Aubry lui-même, & de deux billets enfin souscrits par le Sieur Aubry. Toutes ces pièces appartenoient à *Guy Aubry*, frère de Martin & père de la Dame Hudin. Elles sont si déterminantes, que nous ne croyons pas pouvoir nous dispenser de les transcrire ici mot pour mot. Il n'y en a, pour ainsi dire, pas un seul qui soit inutile & indifférent.

« De la petite-Rivière, Côte Saint-Domingue, quartier de Léogane, le 16 Décembre 1696. LETTRE DE  
MARTIN AUBRY.

« Monsieur & cher frère,

« Je vous écris celle-ci pour vous assurer de mes très-humbles respects & vous faire  
» savoir l'état de ma santé, qui est fort bonne, graces à Dieu. Toute ma *petite famille* se  
» porte bien. *Ma femme* vous embrasse & vous fait ses complimens. Je vous dirai que  
» les *Anglois & les Espagnols* nous ont entièrement détruits, & nous ont réduit à la mendi-  
» dicité. Nous avons été contraints d'abandonner le Port-de-Paix, & nous sommes venus  
» demeurer à Léogane, où nous avons assez peine à gagner notre vie; ainsi, si vous nous



» faites la grace de nous *récrire*, pour nous faire savoir de vos nouvelles, vous mettrez  
 » l'adresse à *la petite-Rivière*. J'ai reçu votre lettre, par laquelle vous m'avez marqué que  
 » vous m'envoyez un chapeau de castor & une paire de souliers ; je ne les ai pas reçus ;  
 » je vous en ai autant d'obligation comme si je les avois reçus ; & si la personne à qui  
 » vous les avez mis en main est encore en le pays, vous pourrez vous le faire rendre raison. Je  
 » vous prie de me faire savoir des nouvelles de *mon frère*. Je ne fais s'il est mort ou vif. Il y  
 » a long-temps que je n'ai eu de ses nouvelles. Si vous souhaitez que j'aie l'honneur de  
 » vous *récrire*, ayez la bonté de m'envoyer l'adresse où je les ferai rendre à la Rochelle,  
 » car j'ai perdu entièrement tous mes papiers. Moi & ma femme vous saluons, toute votre  
 » honorable famille, & nous demeurons avec respect,

« Monsieur & frère, votre très-humble & obéissant serviteur & frère, *Martin Aubry*.

« Je vous ai envoyé plusieurs fois des perroquets & oranges de la Chine. Je ne fais  
 » si vous les avez reçus. Je n'ai pas reçu de nouvelles depuis ce temps-là de vous. »

Et sur l'adresse : « A Monsieur, Monsieur *Guy Aubry*, Marchand, sur la *petite-Rive*,  
 » à la Rochelle. »

PREMIÈRE LETTRE  
 DE MARIE DU-  
 BOIS.

« Monsieur & très-cher frère,

« Je vous fais ces lignes, la larme à l'œil, pour vous apprendre les tristes nouvelles de  
 » mon infortune. Vous saurez donc par celle-ci, que le pauvre M. Aubry est décédé,  
 » après une longue maladie, & il y a déjà quelque temps. Je m'aurois donné l'honneur  
 » de vous le faire savoir plutôt, mais toutes les fois que j'ai eu le dessein de vous apprendre  
 » cette méchante nouvelle, mes douleurs & mes peines se redoubloient. Je crois que vous  
 » n'en douterez pas, d'autant mieux que nous étions les deux personnes que le ciel ait  
 » jamais mieux unies, & qui vivoient le plus d'intelligence. Il m'a laissée avec *trois enfans*,  
 » & un qui étoit mort huit jours avant lui, de sorte qu'il ne m'en restoit en tout que trois,  
 » & depuis sa mort, il en est encore mort un. Il m'en reste donc encore deux, qui sont  
 » un garçon & une fille, & c'est tous les biens qui me restent de notre mariage, car pour  
 » le peu de bien que nous pouvions avoir, nous l'avons consommé dans sa maladie,  
 » d'autant qu'elle a été fort longue. Voilà, mon cher frère, tout ce que j'ai à vous dire  
 » pour le présent, sinon que je vous prie de ne pas oublier une pauvre famille qu'il m'a  
 » laissée, & moi qui serai toujours, Monsieur & très-cher frère, votre très-humble servante,  
 » Marie Dubois.

« J'embrasse de tout mon cœur ma sœur votre épouse, & toute votre famille. »

Et sur l'adresse : « A Monsieur, Monsieur *Aubry*, Marchand de la Rochelle, à la Ro-  
 chelle. »

à A L'ogane, le 1er. Mars 1708.

DEUXIÈME LET-  
TRE DE MARIE  
DUBOIS.

» Mon beau-frère,

» Celle-ci est pour vous assurer de mes très-humbles respects. Je vous dirai que j'en-  
 » voie mon fils en France pour se perfectionner de son métier de chirurgie, qu'il a appris chez  
 » les Pères de la Charité en ce pays. Je lui ai recommandé, sitôt son arrivée à la Ro-  
 » chelle, de vous aller rendre ses devoirs, à quoi il ne manquera pas. Je suis fort sur-  
 » prise de ce que je n'ai eu aucune de vos nouvelles depuis la mort de mon défunt mari  
 » votre frère. J'espère qu'aurez de la joie de voir votre neveu Aubry, & que lui rendrez  
 » service. C'est ce que je vous prie, comme aussi de m'écrire par la première occasion.  
 » Ma fille votre nièce vous assure de ses civilités, & moi qui suis de tout mon cœur,  
 » mon beau-frère, votre très-humble & très-obéissante servante, MARIE DUBOIS, veuve  
 » Aubry.

» Je vous prie d'assurer ma belle-sœur & toute votre aimable famille de mes civilités.  
 » Ma fille en fait autant. »

Et sur l'adresse : « A Monsieur, Monsieur Aubry, Marchand, à la Rochelle. »

« A Paris, ce 26 Janvier 1708.

LETTRE DE JEAN-  
MARTIN AUBRY.

» Mon cher oncle &amp; ma tante,

» Celle-ci est pour vous souhaiter une bonne & heureuse année, & toute sorte de  
 » prospérités à vous & à votre chère famille, & pour en même-temps vous faire excuse  
 » sur ce que j'ai tant attendu. Mais ce qui en a été la cause, ç'a été une fâcheuse ma-  
 » ladie que j'ai eue. Je suis tombé malade le 20 Novembre, de la petite-vérole, & ai  
 » été à la dernière extrémité, & n'en suis pas encore entièrement guéri, ce qui m'em-  
 » pêche de vous demander ce que je souhaiterois bien, quoique je ne pourrois vous  
 » mander que de la misère. Vous savez que je n'ai pas reçu aucune nouvelle de ma  
 » mère, ce qui m'a chagriné beaucoup, me trouvant délaissé de tout, hors de vous. C'est  
 » pourquoi je vous prie de me faire la grace de me faire savoir de vos nouvelles, ce  
 » que j'espère de vous, mon cher oncle & ma tante, votre très-soumis serviteur & neveu,  
 » AUBRY.

» J'embrasse mon cher cousin &amp; ma chère cousine. »

Et sur l'adresse : « A Monsieur, Monsieur Aubry, Marchand, à la Rochelle. »

» Je soussigné Martin Aubry, que M<sup>r</sup>. Aubry mon oncle n'est nullement engagé au Premier billet de  
 » cautionnage qu'il a fait pour moi d'un coffre de chirurgie, fourni à moi par le Sieur Jean-Martin Aubry.  
 » Goujard, M<sup>r</sup>. Apothicaire, montant à la somme de cinq cent dix-sept livres dix sols,

» d'autant que ce n'est que pour m'obliger qu'il l'a fait. A la Rochelle, le 19 Octobre 1709. *AUBRY.* »

Deuxième billet de « Je promets payer à Me. Aubry, Maître de barque de la Rochelle, la somme de Jean-Martin Aubry. » 46 liv. qu'il m'a prêtée en mon besoin. A la Rochelle, ce 19 Octobre 1709. *AUBRY.* »

Toutes ces pièces, leur ensemble sur-tout, présentent, il faut l'avouer, ce caractère de vérité, d'ingénuité, de franchise, auquel il est impossible de ne pas se rendre. Les adversaires, après les avoir transcrites, s'écrient cependant qu'elles ont été *fabriquées par l'imposture*, mais que le *menteur* le plus habile médite en vain la ressemblance de ses *suppositions* avec la vérité ; qu'aussi la *fourberie* se manifeste au moindre examen dans ces lettres & ces billets ; que *l'imposture* se renverse au premier choc de la vérité.

Et comment justifie-t-on toutes ces assertions, que la grossièreté, la perfidie & l'absurdité semblent se disputer ?

D'abord on ne *conçoit* pas que ces papiers se soient conservés pendant 70 ans dans la chaumière d'un pêcheur de Taillebourg.

Si les adversaires ne *conçoivent* pas ce que tout le monde conçoit, ce n'est pas notre faute, assurément. Mais ils seront les seuls étonnés de ce que ces papiers aient été conservés jusqu'en 1764, dans la maison de Guy Aubry, qui n'étoit pas *pêcheur*, mais maître de barque, & marchand à la Rochelle. Ce n'est-là qu'une absurdité. Passons.

On ne *conçoit* pas que ces papiers, *découvrant la source de la grande fortune de Jean-Martin Aubry*, par l'acquisition d'un coffre de chirurgie, & par un prêt de 46 livres, ils eussent été *isolés* dans les mains de la veuve Hudin ; ils eussent accusé Jean-Martin Aubry d'oubli, d'ingratitude, lui dont l'esprit étoit si sage, le cœur si droit, les sentimens si purs.

Que signifie tout ce galimathias ? A quoi tout cela mène-t-il ? De ce que ces pièces inculperoiént Jean-Martin Aubry d'ingratitude, il s'ensuivroit que ces pièces sont fausses ! Les sentimens que le Sieur Aubry auroit manifestés pendant le reste de sa vie, prouveroiént qu'il n'a pu écrire & soucrire ces deux billets en 1709 ! Mais pourquoi ne pas soupçonner plutôt que la première reconnaissance est devenue inutile & sans effet, parce que le Sieur Aubry avoit payé exactement le prix du coffre de chirurgie, pour lequel Guy Aubry son oncle l'avoit seulement cautionné ? Pourquoi ne pas penser que le Sieur Aubry a également fait rembourser à son oncle les 46 livres qu'il lui avoit prêtées, & que ce billet est resté dans ses mains comme un effet sans objet & sans valeur ? Cette seconde réflexion ne fait pas plus d'honneur que la première à l'intelligence des adversaires. C'est encore une absurdité. En voici une autre.

On ne *conçoit* pas encore que le Sieur Aubry eût oublié pendant sa vie, & manqué d'appeler à sa succession des parens qui auroient été *ses uniques soutiens en France, les fondateurs de sa*

fortune, & les premiers artisans de ses longues prospérités, *PUISQU'IL* leur auroit encore dû 46 liv. d'argent prêté lorsqu'il mourut. ( Page 43. )

Quelle logique admirable ! Comme cette conséquence est heureusement amenée ! Il est possible, sans doute, que l'état de chirurgien eût commencé la fortune du Sieur Aubry : mais le *coffre de chirurgie*, pour lequel son oncle l'avoit cautionné à la Rochelle, n'en auroit pas été pour cela le fondement. Il en eût été certainement un accessoire bien mince & bien foible. La vraie base de la grande fortune du Sieur Aubry est son mariage en 1724, avec une veuve opulente, & la donation universelle dont il a recueilli les effets en survivant à sa femme.

Nous ne pouvons, au surplus, nous lasser de remarquer cette inconséquence ridicule des adversaires. Ils veulent opposer à la Dame Hudin, comme aux enfans Caradeux, le silence du testament sur la désignation des héritiers paternels du Sieur Aubry. Le Sieur Aubry n'a pas reconnu la Dame Hudin, ses parens de la Rochelle, parcequ'il ne les a pas nommés & désignés. Le silence de son testament les écarte, mais il appelle les Aubry de Tours, qu'on prétend qu'il a toujours reconnus, qu'on suppose qu'il a toujours recherchés dans ses passages à Tours, *pour lesquels seuls il a conservé ses biens*. Qu'il est pénible d'avoir sans cesse à relever des contradictions aussi choquantes !

On conclut cependant de ces trois réflexions, *qu'elles seules ne laissent aucun doute sur la cause criminelle* des écrits représentés par la Dame Hudin. Mais ce ne sont, ajoute-t-on, que les moindres des circonstances qui *confondent les trop industrieux agents de la veuve Hudin*. Le domicile de Guy Aubry à Taillebourg, les *dates* & l'état des lettres & billets *découvrent bien plus parfaitement l'imposture*.

« Guy Aubry, père de la veuve Hudin, étoit, dit-on, né & domicilié à Taillebourg, » près de Xaintes, à plusieurs lieues de la Rochelle, & il étoit mort le 3 Juin 1703 ; mais » la veuve Hudin demeurait sans doute à la Rochelle sur la petite rive. Le *Fausfaire com-* » *positeur*, prenant sa maison pour celle de tous ses aïeux, & ne songeant pas à l'époque » de la mort de son père, *fait vivre ce père à la Rochelle six ans après sa mort, & lui* » *fait recevoir en 1708 & en 1709 des lettres, un billet & une reconnaissance de Jean-Martin* » *Aubry, qui n'auroit jamais pu le voir ni le connoître en France, puisque, suivant ces let-* » *tres mêmes, Jean-Martin Aubry n'y étoit passé pour la première fois qu'en 1707 ou en 1708,* » plus de quatre ans après la mort de Guy Aubry. »

Ainsi les lettres & billets rapportés par la veuve Hudin sont *faux*, parcequ'ils sont faits & adressés à Guy Aubry, à la Rochelle, tandis qu'il demeurait à Taillebourg, parcequ'ils sont faits & adressés à Guy Aubry en 1708 & 1709, tandis qu'il étoit mort en 1703, & qu'il n'a pu connoître Jean-Martin Aubry, passé pour la première fois en France en 1707 ou 1708.

On a dû être frappé sans doute de cette observation ; elle nous a paru forte ; elle nous a fait une vive impression. Nous nous sommes demandés alors : Ces observations auroient-elles pu échapper à ceux qui défendoient la famille Caradeux, en 1764 & 1767 ? Si elles ont été faites, comment n'ont-elles pas triomphé glorieusement des prétentions de la Dame Hudin ? Comment l'Arrêt de 1767 a-t-il pu adopter des pièces démontrées fausses par des titres authentiques, par l'acte mortuaire de Guy Aubry ?

Mais qu'on se peigne, s'il est possible, notre étonnement & notre indignation, lorsque nous avons reconnu que le *faux* & le *mensonge*, la *fourberie* & l'*imposture* reprochés par les adversaires à la Dame Hudin & à ses titres, n'existoient que chez ces adversaires eux-mêmes & dans leur propre défense !

Nous avons consulté, d'abord, l'Arrêt de 1767, où l'acte de mort de Guy Aubry est visé. Nous avons vérifié sa date dans les copies de cet Arrêt qui ont été signifiées en 1767 à plusieurs des enfans Caradeux, dans celle de la première demande de la veuve Hudin. Nous ne pouvions en croire nos yeux. Cet extrait mortuaire de Guy Aubry est enregistré tout au long, au Greffe de la Sénéchaussée du Port-au-Prince. Nous avons voulu vérifier nous-mêmes cet enregistrement, & qu'avons-nous aperçu par-tout ? *Par-tout cet acte de mort de Guy Aubry, est daté du 3 Juin MIL SEPT CENT VINGT-TROIS, & non pas de 1703.*

Nous avons repris alors le libelle des adversaires, nous avons lu & relu les pages 44 & 45, où on a osé dater cet acte de 1703, où on a affecté même de mettre cette date *en caractères italiques* pour la faire mieux remarquer, pour faire ressortir d'avantage son opposition avec celles des lettres & des billets de 1708 & 1709, & nous avons conçu pour cet excès d'infidélité, le mépris que le Public va désormais partager avec nous.

Il est donc faux, avons-nous dit, que Guy Aubry fût mort en 1703, est-il plus vrai qu'il fût domicilié à *Taillbourg* & non à la *Rochelle* ? Il a été enterré *dans la paroisse de Saint-Sauveur de la Rochelle*. Il est donc mort à la Rochelle. Il y étoit donc domicilié. Cela est présumable, du moins.

Mais si les faits sur lesquels on avoit établi la prétendue fausseté des lettres & billets de Jean-Martin Aubry & de sa mère à Guy Aubry, sont eux-mêmes démontrés faux, le *menteur*, le *faussaire compositeur*, l'*artisan de l'imposture*, de la *fourberie* n'est donc ni la veuve Hudin, ni son agent *trop industrieux*.

Ces Lettres, ces billets ont donc pu être adressés & faits par Jean-Martin Aubry, passé à la Rochelle en 1708, à Guy Aubry qui y demouroit, & qui n'y est mort qu'en MIL SEPT CENT VINGT-TROIS.

Les adversaires, toujours soupirant après les faux, en apperçoivent encore un dans les



dates de la lettre de Marie Dubois, du premier Mars 1708, & de celle écrite par Jean-Martin Aubry, de Paris, le 26 Janvier 1708.

Marie Dubois écrit, dit-on, de Saint-Domingue, *le premier Mars 1708*, qu'elle *envoie son fils en France*, qu'il ira rendre ses devoirs à Guy Aubry en arrivant à la Rochelle, & son fils Jean-Martin Aubry, écrit de Paris à Guy Aubry, *le 26 Janvier 1708*, qu'il y est tombé malade le 20 Novembre précédent.

Une de ces deux lettres est *nécessairement & très-évidemment fausse*, s'écrie-t-on. Il faudroit donc en rejeter au moins une. Mais comment en conserver aucune, s'il est *indubitable* qu'une seule porte avec elle *le poison de l'imposture*?

La lettre écrite par Marie Dubois, le premier Mars 1708, n'est pas fausse, parceque son fils aura daté la sienne de Paris, le 26 Janvier 1708. Mais Il sera arrivé à Jean-Martin Aubry ce qui arrive presque toujours : écrivant dans les premiers jours de l'année 1709, & accoutumé à dater de l'année 1708, qui venoit de finir, il aura daté du 26 Janvier 1708, quoiqu'il écrivit vraiment le 26 Janvier 1709.

Cette erreur fut bien relevée par les Sieurs Caradeux en 1764. Ils firent remarquer cette opposition entre les dates de ces deux lettres, & ce qu'elles contenoient sur l'époque du départ de Jean-Martin Aubry, annoncé par sa mère.

La Dame Hudin y répondit par l'explication bien simple que nous n'avons fait que répéter d'après elle.

Mais les adversaires vont plus loin que les Sieurs Caradeux. Ceux-ci vouloient seulement induire de cette contrariété entre les dates des lettres & ce qu'elles contenoient, que ces titres étoient suspects. Les adversaires affirment qu'une de ces deux lettres est *nécessairement fausse*.

Il y a loin sans doute d'une erreur à un faux. Rien n'est plus vraisemblable que l'erreur que nous appercevons dans la date de la lettre de Jean-Martin Aubry. Rien ne le feroit moins qu'un faux aussi mal-adroit, aussi grossier, aussi palpable que celui qui paroît démontré aux adversaires.

Dans l'incertitude, la Justice croiroit plutôt à une erreur qu'elle ne supposeroit un faux, parceque l'erreur est dans la nature, parceque le crime ne se présume pas, parcequ'on n'y croit que lorsqu'il est prouvé.

Mais nous pouvons aller plus loin. Cette contradiction entre la date des deux lettres, & les faits qu'elles expriment est de nature à écarter même tout soupçon du faux *nécessaire & très-évident* que les adversaires y voient.

Il faudroit au moins accorder quelque intelligence, quelque combinaison à celui qu'on supposeroit avoir arrangé le système de la Dame Hudin, & fabriqué toutes les pièces qu'elle a produites pour le soutenir.

Or, comment admettre que ce *faussaire* adroit, ce *menteur habile* n'eût pas apperçu une maille si grosse, & que faisant deux lettres, dont tout l'objet eût été de se prêter un mutuel appui, de confirmer & fortifier les inductions qu'il se feroit proposé d'en tirer, il y eût laissé subsister une opposition telle qu'elle dût frapper l'œil le moins clairvoyant, & détruire toute la magie de son invention ?

Si les lettres eussent été fabriquées en 1763, pour s'en faire des titres, pour justifier la réclamation de la Dame Hudin, elles l'eussent été avec réflexion, avec des combinaisons qui ne permettent pas de croire qu'il s'y fût glissé une contrariété aussi destructive. Mais lorsque Jean-Martin Aubry écrivoit de Paris en 1709, il ne cherchoit à établir aucun rapport entre sa lettre & celle écrite par sa mère le premier Mars 1708. Il n'a point apporté à la date de sa lettre le soin, l'attention qu'un *faussaire habile* y eût certainement donné en 1763.

Ainsi l'opposition des dates & des faits de ces deux lettres, loin d'en prouver le faux, démontre au contraire que ce faux n'a jamais existé ; elle justifie la franchise & la bonne foi que la Dame Hudin a mises à les représenter telles qu'elles se trouvoient dans ses mains, sans chercher même à les concilier d'avantage ; elle a respecté l'erreur même qui pouvoit, qui devoit être apperçue, mais qui ne pouvoit ni ne devoit la faire accuser de faux, qui pouvoit & devoit moins encore porter atteinte aux preuves résultantes de ces lettres.

Si les faux remarqués par les adversaires leur paroissent aussi avérés qu'ils feignent d'en être persuadés, il seroit bien inutile de se livrer, comme ils le font, à d'autres conjectures, pour inspirer encore de la méfiance & du soupçon sur les lettres & les billets. Mais qu'on ne s'y trompe pas ; ces reproches de faux sont une perfidie insigne de leur part. Ils savoient bien qu'il seroit facile d'en dissiper jusques au prétexte & à l'apparence. Ils ont voulu se ménager d'autres voies pour en affaiblir le résultat.

« Guy Aubry, père de la veuve Hudin, étant mort le 3 Juin 1703, (dit-on page 45).  
 » & Marie Aubry, cette veuve, étant née en 1694, elle ne pouvoit être ni *majeure* ni  
 » *émancipée*, lorsqu'elle perdit son père. Son tuteur fut obligé de faire faire un inventaire.  
 » Si les lettres de 1695 & de 1701 avoient existé dans les papiers, & qu'elles eussent  
 » été regardées comme des titres de famille dignes d'être conservés, elles auroient été com-  
 » prises dans cet inventaire. Elles auroient été paraphées. Si au contraire elles avoient paru  
 » indignes de ce soin & de cette formalité, elles auroient péri nécessairement dans cette  
 » circonstance.

« Il est impossible de desirer rien de plus convaincant de la *fausseté* de ces pièces, » &c.  
 Quoi !

Quoi ! De ce que ces pièces n'auroient pas été *paraphées* dans un inventaire qu'on suppose avoir *pu* ou *dû* être fait, il s'ensuivroit qu'elles sont *fausses*, ou qu'elles auroient péri ! En vérité c'est pousser trop loin l'inconséquence.

Et si le Tuteur, dont on suppose que la veuve Hudin a dû être pourvue *en 1703*, n'a-voit pas été nommé ! & si ce Tuteur nommé avoit négligé de faire faire un inventaire ! & si cet inventaire avoit été fait & qu'on n'y eut cependant ni compris ni paraphé les lettres, il faudroit en conclure qu'elles sont *fausses* ! *Quousque abutere patientiâ nostrâ ?*

Ce raisonnement suppose, comme on le voit, que la veuve Hudin a eu besoin d'un tuteur, à la mort de *Guy Aubry son père, en 1703*, parceque, née en 1694, elle n'étoit *en 1703 ni majeure, ni émancipée*. Mais on a vu que *Guy Aubry* étoit mort en 1723, & non en 1703. La veuve Hudin, née en 1694, étoit donc *majeure le 3 Juin 1723* ; elle avoit 29 ans. On n'a donc pas dû lui nommer un tuteur. Ce tuteur n'a donc pas dû faire faire inventaire. Les lettres n'ont donc pas dû être *paraphées*, ni périr alors. Que devient donc cet argument qui ne laisse rien à desirer *de plus convaincant de la fausseté de ces pièces* ? Il n'en reste que la honte & la confusion de l'avoir imaginé.

Après en avoir aussi indécemment imposé sur des faits, après en avoir tiré des conséquences aussi fausses qu'injurieuses, les adversaires s'érigent en législateurs. *Les écritures particulières*, disent-ils, *les signatures* des lettres & billets rapportés par la veuve Hudin, ne fussent-elles pas démontrées fausses, ne mériteroient encore aucune foi. « Jusqu'à ce qu'une » vérification régulière par une comparaison d'écritures authentiques, eût porté dans les » esprits la conviction & la certitude de la preuve entière, il faudroit qu'une défiante » gesse n'attribuât ces signatures à personne, & les réduisit au rang & dans la classe des » écrits *incertains*, qui ne pouvant être avoués sans indiscrétion & sans danger, ne peuvent » jamais non plus être les fondemens d'un Arrêt. »

Le vœu des adversaires est diamétralement opposé à la Loi. La vérification des écritures privées n'est nécessaire que lorsque celui à qui on les oppose en *dénie la vérité*, & la dénie *par écrit*. C'est la disposition de l'art. 3 de l'Édit de Décembre 1684.

La raison avoit enseigné avant la Loi qu'il n'est nécessaire de *vérifier* que ce qui est *nié* ; que ce qui est avoué n'a pas besoin de preuves & de comparaison pour en assurer la vérité.

Mais conçoit-on bien toute l'infamie de ce pyrrhonisme insultant pour l'humanité, pour tous les membres de la société ? Celui qui présenteroit en Justice un titre privé seroit donc justement & légalement soupçonné, par cela seul qu'il demanderoit une chose due & légitime ? La honte inséparable de cette suspicion offensante reposeroit sur son front, jusqu'à ce qu'il s'en fût lavé par une vérification judiciaire de la vérité, de la légitimité de son titre ! Quelle méfiance outrageante ! Qu'il est à plaindre celui qui a seulement pu en concevoir

l'utilité , qui a osé l'appeler pour le bien de la société. Son vœu est atroce autant que contraire à la Loi.

Non , la perversité n'est pas encore à cet excès qui nécessiteroit de pareils préservatifs. Non, un titre privé ne sera pas suspect jusqu'à ce qu'il ait été vérifié ; il continuera de mériter la foi de la Justice , & celle des hommes , jusqu'à ce que , devenu suspect par un déni formel de celui contre lequel on invoque son témoignage , il ait besoin de cette épreuve judiciaire qui lui rende toute sa force , ou ne lui laisse aucune valeur , en provoquant même la sévérité de la Justice contre le coupable auteur de sa fabrication.

Ces maximes odieuses n'ont été suggérées aux adversaires que par le vil intérêt qui les conduit. Les lettres & billets rapportés par la Dame Hudin n'ont pas été *vérifiés* en 1767 , parcequ'ils n'ont pas été *déniés* par les Sieurs Caradeux. Ces lettres & billets ont donc dû être regardés alors comme véritablement émanés de Martin Aubry , de Marie Dubois , de Jean-Martin Aubry lui-même ; & dès-lors pouvoit-on balancer à reconnoître la Dame Hudin pour cousine-germaine de Jean-Martin Aubry ?

Mais il est faux , de toute fausseté , que les Sieurs Caradeux aient *invoqué* eux-mêmes ces lettres , ces billets ; il est faux qu'il se soient réunis à la Dame Hudin pour supplier les Magistrats de donner à ces titres , par leur jugement , la sanction & l'authenticité que leur nature ne leur assuroit pas , & les effets qu'ils ne pouvoient pas produire , si on se fût seulement borné à ne pas les avouer.

Les Sieurs Caradeux ont résisté , autant qu'il a été en eux , & aux titres de la Dame Hudin , & aux conséquences qu'elle en tiroit pour ses prétentions. Mais ils n'ont pas *dénié la vérité* de ces titres ; ils ne l'ont pas *déniée* , parceque l'examen qui en fut fait par leurs conseils leur fit appercevoir plus de danger que d'utilité à les dénier , parcequ'en les déniaut la vérification s'en faisoit , & que le résultat de cette vérification , qui étoit elle-même celui du déni , eût prouvé la vérité de ces titres ; parceque ce résultat une fois acquis à la Dame Hudin , il falloit nécessairement la reconnoître & l'admettre.

On leur a fait soutenir que ces titres étoient équivoques , *apocryphes & insuffisans*. Croit-on que si les écritures , les signatures de ces lettres , de ces billets n'eussent pas été reconnues par les conseils des Sieurs Caradeux pour être véritablement celles de Martin Aubry , de Marie Dubois , de Jean-Martin Aubry , on ne se fût pas empressé de les dénier ? Peut-on se persuader qu'on eût renoncé pour eux à un moyen aussi tranchant d'écarter sans retour la Dame Hudin ? Qu'on en juge par l'acharnement réciproque qui a régné dans ce procès , par cet acharnement dont la Dame Hudin donna une preuve éclatante à l'instant même de l'Arrêt , par cet acharnement que les Sieurs Caradeux , le Sieur de Gizeux , les héritiers , ont eux-mêmes montré avant & après cet Arrêt.

En veut-on des preuves plus directes encore ? Les voici. On disoit pour les Sieurs Caradeux :

» Les lettres, les billets rapportés par la Dame Hudin sont insuffisans pour justifier sa parenté avec le Sieur Aubry ; on ne peut ni les *reconnoître*, ni les *vérifier* aujourd'hui. »

Que répondoit la veuve Hudin ? » Si l'on pense ces titres *fabriqués par l'imposture* pour enlever une succession qui ne regarde point celle qui la réclame, il est tout simple & même facile de couvrir de confusion quiconque veut s'en servir, puisqu'il ne faut que *fournir des pièces de comparaison pour foudroyer le faussaire quel qu'il soit, la fausseté perçant toujours de part ou d'autre.* »

» La voie seule ( disoit encore la veuve Hudin ) qui compète aux parties adverses pour les *an-tantir* ( les lettres & billets ), *c'est de faire voir que ni la lettre qui a précédé ces reconnoissances, écrite de Paris, ni l'écriture des billets ne sont de la main de feu M. Jean-Martin Aubry, sans quoi tous leurs raisonnemens blanchiront contre des pièces aussi peu suspectes.* »

Ainsi, d'un côté, les conseils des Sieurs Caradeux n'osoient pas leur faire *dénier les écritures*, parcequ'il falloit se rendre si elles étoient une fois reconnues, parcequ'on ne pouvoit pas espérer qu'elles ne le fussent pas, d'après la comparaison qu'ils en avoient sans doute faite eux-mêmes.

De l'autre côté, la Dame Hudin, loin de résister à la vérification de ces écritures, loin de s'en défendre, loin d'en redouter l'événement, la provoquoit elle-même. Elle ne négligeoit rien pour y engager les Sieurs Caradeux. Elle leur assuroit que c'étoit pour eux le seul moyen possible d'écarter le témoignage déterminant qui naissoit de ces pièces, de leur analogie, de leur concours.

Et pourquoi n'en conviendrions-nous pas aujourd'hui ? C'étoit se refuser à l'évidence, que de contester la force & la valeur des preuves multipliées qu'apportoît la Dame Hudin de sa parenté avec le Sieur Aubry. Les lettres, les billets qu'elle produisoit étoient autant de reconnoissances dont une seule auroit suffi. *Martin Aubry & Marie Dubois* avoient successivement reconnu *Guy Aubry*, père de la Dame Hudin, pour leur frère & beau-frère. *Jean-Martin Aubry* l'avoit reconnu pour son *oncle*. Il en avoit reçu des services en cette qualité, & à la recommandation de Marie Dubois sa mère. Comment résister à ce faisceau de lumière, de vérité qui naissoit de ces lettres, de ces billets, de chaque ligne, de chaque mot qu'on y lisoit ?

Sans doute les Sieurs Caradeux eussent mieux fait de s'y rendre volontairement, que de se laisser contraindre par un & plusieurs Arrêts à reconnoître cette vérité. Dussent-ils éprouver aujourd'hui les reproches d'indulgence & de connivence qu'on leur adresse, quoiqu'ils les aient si peu mérités, si leurs adversaires leur faisoient un crime d'avoir rendu hommage à une vérité impérieuse, le suffrage du reste des hommes, la propre conscience des Sieurs Caradeux ne les vengeroient-ils pas assez de cette injustice ?



Mais pourra-t-on retenir son indignation, lorsqu'on saura que les adversaires, au nom desquels on se permet de soutenir que ces lettres, ces billets sont *faux & fabriqués*, ont reconnu eux-mêmes, & bien formellement, la vérité de ces mêmes titres; lorsqu'on les verra écrire eux-mêmes, que Martin Aubry a avoué *les Aubry de la Rochelle pour ses parens*.

Voici ce que nous lisons dans la procuration donnée par les adversaires en 1781.

» Si MM. de Caradeux vouloient, ils éclairciroient bientôt les faits, & ils feroient peut-être bien. Il n'est pas qu'ils n'aient trouvé dans les papiers du défunt des titres & renseignemens plus que suffisans pour les Aubry de Tours. Mais si l'on venoit à leur dire quelque moment, à quel âge Martin Aubry est sorti de la Touraine, pour quelle raison il est parti, quel état il tenoit, *quelles raisons l'ont déterminé à se faire des connoissances à la Rochelle pour passer à Saint-Domingue*, pour s'y fixer & s'y établir; *quels motifs l'ont déterminé à ADOPTER LES AUBRY DE LA ROCHELLE POUR SES PARENS, ET POUR SERVIR DE CORRESPONDANS ET DE PATRONS A SON FILS*; quelle raison enfin lui a fait garder le plus grand silence sur son existence, vis-à-vis de son père & de ses frères de Tours, MM. des Caradeux pourroient revenir de leur erreur, & regretteroient peut-être très-sérieusement de n'en avoir pas prévenu les événemens plutôt. »

Ces menaces terribles de la part des adversaires n'ont pas encore été effectuées. Les Sieurs Caradeux en attendent l'événement & l'issue sans trouble & sans inquiétude. Mais si les adversaires n'ont point encore révélé les motifs qui déterminèrent Martin Aubry à adopter *les Aubry de la Rochelle pour ses parens, & pour servir de correspondans & de patrons à son fils*, l'avou de cette adoption, de cette reconnaissance leur est au moins échappé. Ils pourroient bien le regretter: mais il existe. Il a été fait avec réflexion, en pleine connoissance de cause. Il est au nombre des instructions données par les adversaires eux-mêmes à leur représentant, à l'instant où ils le chargeoient de leur réclamation.

Mais où sont les preuves que Martin Aubry eût reconnu *les Aubry de la Rochelle, la famille de la Dame Hudin, pour ses parens, pour les correspondans, les patrons de Jean-Martin Aubry, son fils*? Ces preuves n'existent que dans la lettre de Martin Aubry, dans celles de Marie Dubois, dans celle de Jean-Martin Aubry lui-même, toutes adressées à Guy Aubry, de la Rochelle, père de la Dame Hudin, qui y est désigné frère de Martin Aubry, beau-frère de Marie Dubois, oncle de Jean-Martin Aubry, dans les deux billets de celui-ci au profit du même Guy Aubry.

Les adversaires ont donc avoué la vérité de ce qui est prouvé par ces lettres & ces billets. Ils l'ont avouée formellement dans la procuration de 1781. Ils ont voulu la dissimuler dans leur Mémoire. Mais cette vérité est si puissante qu'elle y a paru encore malgré leur éloignement pour elle.

On voit ( page 49 & 50 ) que les adversaires ne disputent plus que sur le complément

de la preuve de parenté de la Dame Hudin. Les lettres, dit-on, établiraient *seulement la volonté de reconnoître cette famille ( les Aubry de la Rochelle ) & de l'adopter*. Il manqueroit la connoissance & la preuve du motif de la reconnoissance & de l'adoption. Personne ne pourroit se dire que *cette reconnoissance & cette adoption étoient légitimes & fondées sur une parenté faite par la nature, & par conséquent il seroit encore impossible de juger que Martin Aubry & la veuve Hudin étoient vraiment parens.*

Nous reviendrons dans l'instant au motif de Martin Aubry ; mais déjà il est donc acquis, avoué, répété par les adversaires que *Martin Aubry reconnoissoit les Aubry de la Rochelle pour ses parens*, que Marie Dubois les a reconnus également, que Jean-Martin Aubry, leur fils, les a aussi reconnus.

Cette triple reconnoissance *des Aubry de la Rochelle pour les parens du Sieur Aubry*, n'est prouvée que par les lettres & les billets rapportés par la Dame Hudin. Ces témoins ne sont donc pas *faux*, puisque la vérité de ce qu'ils attestent est avouée.

Comment se fait-il donc qu'on maintienne aussi hardiment toutes ces pièces *fausses, fabriquées*, au nom de ceux-là même qui avouent que rien n'est plus vrai que ce qu'elles prouvent, qui annoncent qu'ils pourroient donner les motifs de la vérité qu'elles contiennent ? Comment cela se fait-il ? Comment ? Oh, c'est tout simple. C'est que d'abord l'aveu des vérités prouvées par ces pièces, & l'aveu de la vérité de ces pièces, qui est forcé après le premier, ont été faits *en France* par un homme ambitieux, mais qui n'a pas eu le courage de nier l'évidence, tandis que c'est loin de lui, & sans sa participation directe qu'a été composé le libelle qui taxe les mêmes pièces de *faux, d'imposture, de mensonge, de fourberie.*

C'est qu'on compte pour rien la déference & la soumission même que les procurations de 1781 & de 1786 prescrivent pour les instructions qu'elles contiennent ; c'est que celui qui fait demander aux adversaires la *totalité* d'une succession dont ils ne voudroient que *partie*, celui qui ose attaquer l'état des Sieurs Caradeux, celui de leur mère, celui de leur aïeule, lorsqu'on ne l'a chargé que de vérifier les rapports qu'on en avoit faits, & d'en demander la justification ; celui qui les maintient bâtards & usurpateurs, lorsqu'on l'a chargé de leur demander le rapport de leurs titres de filiation & de possession ; celui qui atteste que Guy Aubry est mort en 1703, lorsqu'il vivoit encore en 1723, celui qui fait de cette supposition la base & la source d'une foule d'autres, celui qui donne pour incontestables les conséquences qu'il tire ensuite de sa première supposition, & de toutes celles qu'il en a fait dériver, peut bien se permettre encore de *nier* ce qui a été *avoué* par ceux dont il a tant de fois déjà égaré la confiance & changé les intentions.

Quant aux motifs qui ont déterminé cette reconnoissance *des Aubry de la Rochelle*, par Martin Aubry, par Marie Dubois, par Jean-Martin Aubry, ce n'est pas sans doute aux Sieurs Caradeux à les indiquer. C'est aux adversaires à nous les dévoiler. Ils les connoissent. Ils ont menacé de les mettre au grand jour. Mais jusqu'à ce qu'ils aient appris pourquoi

Martin Aubry auroit renoncé à sa famille pour en adopter une qui lui auroit été étrangère, nous croirions, & tout le monde le croira avec nous, que Martin Aubry, Marie Dubois sa femme, Jean-Martin Aubry son fils, ont reconnu *les Aubry de la Rochelle pour leurs parens*, parcequ'ils l'étoient réellement. On n'abdique pas les liens qui unissent à un père, à une mère, à des frères, à des sœurs; on ne leur substitue pas des étrangers sans de fortes & puissantes raisons qui éloignent des uns & rapprochent des autres; on doit d'autant moins le supposer ici, que la reconnaissance *des Aubry de la Rochelle* auroit été commencée par Martin Aubry, continuée par Marie Dubois, confirmée par Jean-Martin Aubry, & que si Martin Aubry avoit eu quelques motifs de vivre ignoré de sa famille, ils eussent sans doute fini avec lui. Sa veuve & son fils dans la détresse, imploroient les secours de la famille de leur père, de leur mari. Eussent-ils donné la préférence aux *Aubry de la Rochelle* sur les Aubry de Tours? La fortune & l'état de ceux-ci, aux mêmes époques, l'eussent au contraire méritée.

Et si cette reconnaissance n'eût été fondée sur une véritable parenté, il n'eût pas suffi que Martin Aubry eût voulu *adopter les Aubry de la Rochelle*, il eût fallu aussi que les Aubry de la Rochelle eussent voulu l'avouer également. Et quel motif en eussent-ils eu? Martin Aubry, Marie Dubois & Jean-Martin Aubry étoient alors dans l'indigence. S'ils eussent eu intérêt de reconnoître cette famille pour en obtenir des secours, cette famille n'auroit-elle pas été intéressée à repousser des étrangers dont l'adoption ne pouvoit que lui être onéreuse.

Il est donc certain, & les adversaires l'avouent, que les *Aubry de la Rochelle* ont été reconnus par *Martin Aubry*, mort à Léogane en 1698, par sa femme *Marie Dubois*, par leur fils *Jean-Martin Aubry* lui-même. Il est donc certain & avoué par les adversaires que ces papiers de famille, rapportés par la Dame Hudin, ces lettres, ces billets renfermoient les preuves de cette reconnaissance; ces lettres, ces billets n'étoient donc ni *faux*, ni *fabriqués*.

C'en seroit bien assez, sans doute; mais nous pouvons aller beaucoup plus loin; nous pouvons démontrer qu'il étoit même impossible que ces lettres & ces billets fussent *faux*.

Quelle apparence d'abord que la Dame Hudin, veuve d'un marchand de la Rochelle, âgée en 1763 de 69 ans, ait conçu le projet de fabriquer ou de faire fabriquer *six pièces*, de les attribuer à trois personnes différentes, pour s'en faire des titres à une succession ouverte à 2000 lieues d'elle! Le faussaire le plus intrépide ne se décide cependant à altérer ou imiter, que dans l'espoir que ses crimes ne seront point aperçus; il faut au moins qu'il puisse se promettre que la pièce qu'il fabrique pourra passer pour être l'ouvrage de celui qu'il en suppose l'auteur.

Il n'est peut-être jamais venu dans l'idée de l'être le plus audacieux, d'entreprendre d'imiter à la fois l'écriture & la signature de trois personnes, sur-tout lorsqu'il pourroit obtenir les

mêmes effets de l'imitation d'une seule ; & n'auroit-il pas suffi à la Dame Hudin de rapporter des reconnoissances bien précises & bien directes de la part de Jean-Martin Aubry ?

Si elle eût osé en faire fabriquer , pourquoi en auroit-elle arrêté le cours en 1709 ? Pourquoi n'en eût-elle pas supposé de plus récentes ?

Celui qui travaille à contrefaire une ou plusieurs écritures , ne cherche pas à étendre inutilement les pièces qu'il fabrique. Il n'y suppose que ce qui est nécessaire pour remplir son objet. Chaque ligne , chaque mot augmente sa crainte d'être découvert , de fournir , par des dissimulations , de nouvelles preuves de son forfait. Il abrège autant qu'il est en lui. Il est trop occupé de ce qu'il cherche à fixer , pour avoir seulement l'idée de tout autre objet. Il brûle de se dégager du poids du crime qui presse le coupable , sur-tout dans l'instant où il le consume.

On a vu les lettres rapportées par la Dame Hudin. Elles n'ont pas ce laconisme du faussaire. Elles contiennent des détails indifférens , étrangers à l'objet qu'auroit eu celui qui ne les auroit fabriquées que pour en faire des preuves de reconnoissance & de parenté.

Enfin , admettra-t-on que la Dame Hudin , ou celui qu'elle auroit employé à la fabrication des lettres & billets , aient osé venir les présenter à Saint-Domingue , dans le domicile du Sieur Aubry , à sa famille maternelle , à des adversaires qui devoient les critiquer & les examiner sévèrement , si les écritures & les signatures de ces lettres , de ces billets , n'eussent au moins ressemblé à celles de Martin Aubry , de Marie Dubois , de Jean-Martin Aubry ? Admettra-t-on que la Dame Hudin & ses représentans fussent venus s'exposer à l'ignominie , à la honte , à la punition des faussaires , s'il n'eût fallu , pour les convaincre , que la représentation de pièces vraiment émanées de ces trois individus , & leur comparaison avec celles dont la Dame Hudin auroit voulu abuser ?

Et si l'on est forcé de croire que la Dame Hudin n'eût hasardé de faire usage de ces pièces , que dans l'espoir au moins de pouvoir faire illusion par la ressemblance & l'imitation exacte des écritures , des signatures , quel auroit donc été le type sur lequel cette ressemblance , cette imitation eussent été calquées & obtenues ? Les lettres & les billets étoient les seules pièces au pouvoir de la Dame Hudin qui fussent écrites & signées par Martin Aubry , Marie Dubois & Jean-Martin Aubry.

Une main adroitement infidèle , dirigée par un œil perçant , peut bien imiter son modèle. Cet art si séduisant & si beau , lorsque l'usage en est légitime , lorsqu'il sert même ce penchant que la nature semble justifier en donnant les moyens de le satisfaire , mais si funeste à celui qui en abuse , si dangereux pour la société , lorsqu'on emploie contre elle ce qui ne devrait servir qu'à ses plaisirs , à ses jouissances , obtient même quelquefois des ressemblances si parfaites , que l'œil le plus exercé pourroit s'y méprendre.

Mais point de ressemblance , point d'imitation possible , où il n'existe point de modèle. La Dame Hudin n'en avoit pas des trois écritures qu'on veut supposer qu'elle avoit imitées

ou fait imiter. Les lettres & billets ressembloient cependant à celles de Martin Aubry, de Marie Dubois, de Jean-Martin Aubry, au point que les Conseils des Sieurs Caradeux n'osèrent pas leur en faire *dénier la vérité*, quoique de son côté la Dame Hudin ne cessât de les y provoquer, quoiqu'elle appelât sur sa tête la confusion qui devoit réjaillir de la comparaison, si cette ressemblance n'étoit pas exacte.

Cette ressemblance ne pouvoit pas être l'effet de l'imitation, puisqu'il n'existoit pas de modèle. Les écritures, les signatures des lettres, des billets ne ressembloient donc à celles de Martin Aubry, de Marie Dubois, de Jean-Martin Aubry, que parcequ'elles étoient effectivement leur ouvrage.

Allons plus loin encore :

Rappelons-nous d'abord que ces lettres, cette correspondance de Jean-Martin Aubry, de son père, de sa mère, seront opposées aux adversaires avec un succès particulier ; rappelons-nous ce qu'ils disoient eux-mêmes, page 28 : *La correspondance est un des canaux les plus importants, d'où les preuves de l'état pourroient jaillir très-abondamment . . . . chaque lettre doit être un titre contradictoire sur le fait de possession d'état.*

Ces lettres, ces billets étoient des écrits privés, mais ils ont acquis une date certaine. Ils ont été enregistrés au Greffe du Port-au-Prince le 29 *Avril 1764* ; mais ils l'avoient déjà été *au Greffe de l'Amirauté de la Rochelle, en vertu d'Ordonnance du Lieutenant de ce Siège*, sur la requête de la Dame Hudin.

Cet enregistrement *au Greffe de l'Amirauté de la Rochelle*, est du 27 *Septembre 1763*.

La première procuration donnée par la Dame Hudin aux Sieurs *Goujaud & Delastre*, est du 19 *Septembre 1763*.

Le Sieur Aubry étoit mort à Saint-Domingue le 27 *Février 1763*, & son inventaire ne fut fini que le 31 *Mars* suivant.

Or, les lettres présentées par la Dame Hudin ne sont pas seulement précieuses par les qualifications de *frère, beau-frère, oncle, tante, cousine*, qui y sont données à Guy Aubry, à sa femme, à la Dame Hudin elle-même, leur fille, par Martin & Jean-Martin Aubry, par Marie Dubois.

Ces lettres contiennent des faits qui ne pouvoient être connus que par ceux qu'ils intéressoient, des détails de famille que tout autre que le père, la mère & le fils devoient ignorer.

Ces détails, ces faits n'étoient pas connus des Sieurs Caradeux, ni de leurs conseils en 1767. Le dirons-nous, les Sieurs Caradeux les ignoroient encore à l'instant où nous avons entrepris leur défense.

Or,



Or, si tous les faits contenus dans ces lettres sont exactement conformes à l'état de cette famille alors, à sa situation, au nombre de ses enfans, à leur naissance, à leur sexe, à leur état, à leur mort, à tous les événemens que cette famille a éprouvés, il faudroit donc ou qu'ils eussent été révélés à la Dame Hudin, ou que, par une magie à laquelle on nous dispensera bien de croire, elle eût deviné à la Rochelle en 1763, tout ce qui s'étoit passé à Saint-Domingue dans l'intérieur de la famille de Martin Aubry, de 1695 à 1709.

Rassemblons quelques-uns des faits principaux consignés dans ces lettres.

*Le Port-de-Paix attaqué & détruit par les Anglois & les Espagnols, en 1695.*

*Martin Aubry abandonnant ce quartier, pour venir demeurer à Léogane.*

*La perte de tous ses papiers.*

*L'existence de sa femme & de sa petite famille en 1695.*

*La mort de Martin Aubry.*

*Il a eu quatre enfans. Deux morts & deux vivants encore, à l'époque où cette lettre étoit écrite.*

*Des deux vivants, l'un garçon, l'autre fille.*

*Le fils envoyé en France, pour se perfectionner de son métier de chirurgie, qu'il avoit appris chez les pères de la charité, à Léogane.*

*L'existence de la fille à cette époque.*

*Son séjour à Paris, à l'époque où il écrit.*

*Sa maladie. Le genre de cette maladie.*

*L'existence de sa mère.*

*Sa détresse, qui confirme celle dont son père & sa mère s'étoient déjà plaints.*

LETTRE DE  
MARTIN AUBRY.

PREMIÈRE LETTRE  
DE MARIE DUBOIS.

DEUXIÈME LETTRE  
DE MARIE DUBOIS.

LETTRE DE JEAN-  
MARTIN AUBRY.

Il étoit impossible que dans le court intervalle de quelques mois qui s'étoient écoulés de la mort du Sieur Aubry, à l'époque où l'on voit la Dame Hudin faire enregistrer à la Rochelle les titres qu'elle a produits, elle eût acquis cette connoissance détaillée de l'état & des événemens de la famille de Martin Aubry, de ces événemens sur-tout des naissances & des morts du père & des enfans, de leurs époques, de l'apprentissage du Sieur Aubry chez les pères de la charité à Léogane, de l'émigration de Martin Aubry du Port-de-Paix, de son nouvel établissement à la petite rivière de Léogane, de la perte de ses papiers &c. &c.

Si on eût fabriqué ces lettres, on les eût composées de ces faits généraux, de ces énonciations vagues qui peuvent convenir à tous les êtres, sans appartenir plutôt à l'un qu'à l'autre; on se fût donné de garde d'y insérer des faits particuliers, des traits caractéristiques & singuliers,

exclusifs de tout autre individu que de celui qu'ils pouvoient concerner seul, des faits dont l'inexactitude sur un seul point eût changé l'ensemble du tableau, & préparé le moyen sûr d'en détruire l'effet & l'artifice.

Tous les faits dont ces lettres contiennent le détail démontrent donc, s'ils sont exacts & vrais, non seulement que les lettres sont vraies elles-mêmes, mais encore qu'elles ne pouvoient pas être fausses.

Or ces faits sont tous prouvés, démontrés vrais par les actes que nous produisons. Leur analogie, leur accord sont parfaits. Il est prouvé que Martin Aubry quitta le Port-de-Paix en 1695 ; qu'il avoit à cette époque deux enfans, *Jean-Martin & Marie-Magdeleine Aubry* ; qu'il vint demeurer au quartier de la petite rivière de Léogane ; qu'il avoit perdu tous ses papiers ; qu'il eut encore deux autres enfans dans ce dernier quartier ; qu'il y mourut peu de temps après ; que deux de ses enfans moururent aussi, à peu près dans le même temps ; qu'il n'en resta que deux, dont l'un garçon ( Jean-Martin ) l'autre fille, *Marie-Magdeleine* ; il est reconnu & notoire que le premier apprit l'état de chirurgien chez les pères de la charité à Léogane ; qu'il fut envoyé par sa mère en France pour s'y perfectionner ; que sa sœur vivoit alors.

Ces faits n'ont été ni révélés, ni devinés. Les lettres qui les renferment émanoient donc nécessairement des individus auxquels la Dame Hudin les attribuoit, & qui pouvoient seuls connoître toutes ces particularités. La nature de ces Lettres, leur détail en prouvoient encore plus, s'il étoit possible, la vérité, que la ressemblance la plus exacte des écritures & des signatures. Ces lettres n'étoient donc pas fausses. Elles ne pouvoient donc pas l'être.

Il seroit étonnant que des réflexions aussi tranchantes eussent échappé à tout le barreau du Cap assemblé pour éclairer la Dame Hudin en 1767, si ces Jurisconsultes ne se fussent arrêtés à ce principe vrai, que l'écriture des lettres & billets n'étant pas déniée par les adversaires de la Dame Hudin, il étoit impossible de douter de leur vérité.

Mais ce qui fut judicieusement remarqué dans le Mémoire imprimé pour la Dame Hudin en 1767, ( page 54 & suivantes ) c'est que Me. *Bourgeois*, Avocat au Cap, y disoit qu'il étoit bien incroyable qu'on se permit seulement de douter de la parenté de la Dame Hudin avec le Sieur Aubry ; que lui-même Me. *Bourgeois*, parent de la Dame Hudin, avoit été reconnu par le Sieur *Jean-Martin Aubry* ; » qu'il seroit en état de le prouver, & qu'en 1751, » le Sieur Aubry le présenta à tous ceux qui se rencontrèrent dans sa maison, ou qui y vinrent » pendant un séjour de 4 à 5 jours que Me. *Bourgeois* fit chez lui ; que M. Saintard étoit du » nombre ; qu'un de Messieurs de la Toison, M. Beudet, M. Olivier, Chevalier de Saint-Louis » & ancien officier des troupes détachées de la Marine, la Demoiselle Goislin, tous les blancs » raffineurs ou autres qui résidoient en ces temps là sur cette habitation, seroient à même » de l'attester.

» Que le Sieur Aubry mena un jour Me. Bourgeois à la messe à la croix des bouquets ;  
 » qu'il y étoit dans leur banc avec défunte Madame Aubry.

» Que le Curé qu'ils allèrent voir & diverses personnes eurent connoissance que *M. Aubry*  
 » regardoit *Me. Bourgeois* comme son parent, & qu'il en parloit à tout le monde sur ce ton ,  
 » de manière que ce voyage intrigua beaucoup *Madame Aubry* & ses neveux ; que *Me. Bourgeois*  
 » en rioit, voyant qu'on lui donnoit des vues auxquelles il n'avoit jamais songé ; qu'on  
 » souffroit rarement que le bon-homme & lui fussent seuls ensemble ; qu'on épioit leurs actions,  
 » qu'on écoutoit leurs discours ; que ce manège dura autant que le séjour de *Me. Bourgeois*.

» Que *M. Aubry* paroissoit quelquefois gêné & fatigué de la contrainte où il étoit réduit ,  
 » sans doute par déférence pour sa femme ; *ce qui ne l'empêcha pourtant point de s'informer ,*  
 » même devant son épouse, *SI LA DAME VEUVE HUDIN, QU'IL APPELOIT SA COUSINE,*  
 » étoit à son aise, & si sa famille étoit nombreuse ; qu'il ajouta plusieurs fois qu'il lui feroit du  
 » bien, si le ciel lui en laissoit la liberté.

» Que ces dernières paroles surprirent d'abord *Me. Bourgeois*, n'en ayant point la clef ;  
 » mais qu'il apprit ensuite que le contrat de mariage des Sieur & Dame Aubry portoit une  
 » donation en faveur du dernier vivant.

» Que le Sieur Aubry aimoit beaucoup sa femme ; qu'elle avoit pris un très-grand  
 » ascendant sur son esprit. Que c'étoit la cause de ce qu'il ne vouloit rien faire qui pût  
 » lui déplaire, comblant ses neveux & nièces de bienfaits, de même que *M. de Gizeux, dont ils*  
 » se trouvoient honorés, & laissant la pauvre famille des *Aubry* sans le plus léger secours ;  
 » que ceci éclaircissoit ce qu'il avoit fait pour elle, quand il s'étoit vu libre.

» Que cependant le Sieur Aubry dit audit *Me. Bourgeois, qu'il avoit eu dessein de retcnir*  
 » auprès de lui un enfant de la veuve *Hudin, qui étoit venu le visiter, dans un voyage qu'il*  
 » fit en qualité de *Pilotin* sur un navire de la Rochelle ; mais que l'ayant refusé, il l'avoit traité  
 » d'imbécille & l'avoit renvoyé avec quelque argent ; que cet enfant étoit mort.

» Que le Sieur Aubry pressa & sollicita *Me. Bourgeois* de se fixer dans la partie du  
 » Port-au-Prince, qu'il lui rendroit service & l'aideroit ; mais que ces offres obligeantes,  
 » qui n'étoient dues qu'à son alliance avec *Marie Aubry veuve Hudin*, ne pouvoient être  
 » acceptées, *Me. Bourgeois* ayant des affaires d'intérêt sérieuses & décisives pour sa fortune,  
 » qui le contraignoient de repasser absolument dans la partie du Nord.

» Qu'il étoit allé pour cet effet auprès des Généraux, afin d'en obtenir quelque grace ;  
 » qu'il logea chez le Sieur *Trutié*, qui lui prêta une voiture pour faire ce voyage du Lamentin  
 » au Cul de Sac ; que feu *M. Aubry* lui en donna une autre pour aller rendre visite à *M.*  
 » le Marquis de *Vaudreuil*, qui le félicita sur son alliance avec ledit Sieur *Aubry*, le croyant  
 » dans le cas d'en être héritier, mais que lui, *Me. Bourgeois*, ne comptoit rien moins que  
 » sur cette bonne fortune, n'étant pas homme à se flatter.

» Qu'il avoit seulement ouï-dire au Sieur Escoubet son grand-père, que ce *M. Aubry* « étoit venu le voir au commencement du siècle, & qu'il l'avoit reçu comme parent de la veuve  
 » *Hudin*, chez le père duquel il logeoit alors ; que ce fut ce ressouvenir qui inspira à *Me.*  
 » Bourgeois la pensée d'aller visiter ce bon-homme, qui se souvint parfaitement du nom  
 » de l'aïeul de *Me. Bourgeois*, & qui ajouta même qu'il lui avoit des obligations, sans les  
 » spécifier :

» Qu'il étoit constant que tous ces faits étoient vrais ; qu'il les affirmoit sous la foi &  
 » la religion du serment, comme sur tout ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes.

» Qu'il n'ignoroit pas que cette déclaration seule & isolée, venant même d'un allié de  
 » la Dame *Hudin*, ne sauroit être d'un grand poids dans la rigueur du Droit ; mais qu'il  
 » étoit obligé de ne point se taire sur ce qu'il savoit, lorsqu'on ne ménageoit rien pour  
 » exclure *Marie Aubry, veuve Hudin*, & que l'on s'emportoit contre elle jusqu'à la traiter  
 » d'*aventurière*.....

» Que quiconque connoîtroit particulièrement *Me. Bourgeois*, seroit convaincu intérieure-  
 » ment de la droiture de ses intentions ; qu'il ne cherchoit point à en imposer, & que le  
 » pur désintéressement, aussi bien qu'une œuvre de charité, étoient les motifs uniques qui lui  
 » avoient fait prendre la plume, afin de défendre une femme assez simple pour ne lui avoir  
 » pas même demandé le service gratuit qu'il lui rendoit. »

Les adversaires pourront bien encore traiter ce récit de *Me. Bourgeois* de fiction & d'imposture ; mais à qui persuaderont-ils que cet Avocat eût osé imaginer, supposer tous ces faits, sur lesquels il interelloit & réclamoit le témoignage d'une foule de personnes vivantes alors, & dont quelques-unes vivent encore aujourd'hui ? A qui feront-ils croire que, si ces faits n'eussent été avérés & notoires, les Sieurs *Caradeux*, au nom desquels on s'étoit permis de traiter la Dame *Hudin* d'*aventurière*, eussent hésité à confondre celui qui auroit créé un conte aussi absurde, pour justifier ses prétentions ? Il leur eût été si facile de faire entendre les témoins que *Me. Bourgeois* indiquoit lui-même !

Enfin on voit encore dans le Mémoire de la Dame *Hudin* ( page 58 ) que les Sieurs de la Toison frères, neveux de la Dame *Aubry*, avoient eu une parfaite connoissance que la veuve *Hudin* étoit la parente de *M. Aubry* : que celui qui étoit décédé, le Sieur la Toison du Fresne, avoit passé à la Rochelle, étoit allé voir cette femme, avoit mangé chez elle, lu les papiers domestiques qu'elle rapportoit, & que si l'on en vouloit convenir dans la famille, il soutenoit à son retour affirmativement qu'elle étoit l'héritière du défunt.

Ce n'étoit encore là qu'une assertion de *Me. Bourgeois*. Mais ce qui la suit immédiatement est prouvé ; c'est que le Sieur *Delastre*, beau-frère du Sieur de *Rocheblanche*, ce Sieur *Delastre* résidant à la Rochelle en 1753, avoit été le premier informé de la mort du Sieur *Aubry* ; que ce Sieur *Delastre* avoit fait jouer toute sorte de ressorts, avoit employé même le

confesseur de la Dame Hudin pour obtenir d'elle sa procuration ; qu'elle donna effectivement au Sieur *Delastre* ses premiers pouvoirs, pour réclamer les droits qui lui étoient ouverts par le décès du Sieur Aubry ; mais qu'avertie de l'abus qu'on vouloit faire de cette procuration, elle se hâta de la révoquer.

Ces derniers faits sont prouvés & par la procuration donnée aux Sieurs *Delastre* & *Goujard*, le 13 Septembre 1763, & par celle que la veuve Hudin donna ensuite aux Sieurs *Goujard* & *Charles* le 23 Juin 1764, en révoquant le Sieur *Delastre*. Nous les rapportons l'une & l'autre.

Or cette obsession du Sieur *Delastre*, ce desir ardent d'avoir sa procuration, la circonstance qu'il étoit *beau-frère* du Sieur de Rocheblanche, l'activité qu'on avoit mise à l'instruire de la mort du Sieur Aubry, celle qu'il mit lui-même dans ses démarches auprès de la veuve Hudin, tout cela ne prouve-t-il pas que la veuve Hudin étoit réellement reconnue pour la parente du Sieur Aubry, avant la mort du Sieur Aubry, comme elle a demandé à l'être après sa mort ? Et si les Sieurs Caradeux n'eussent été abusés par l'insuffisance que leurs conseils croyoient appercevoir dans les titres de la Dame Hudin, qu'eussent-ils fait que rendre hommage à la vérité, en admettant la veuve Hudin comme cousine-germaine ? Nous eussions trouvé plus de satisfaction à justifier cet acte de justice & de raison de leur part, que nous n'en éprouvons en ce moment à prouver que les Arrêts qui les y ont forcés n'ont proscrit qu'une résistance injuste & déplacée. Elle ne leur a pas même sauvé le reproche d'avoir concerté avec la Dame Hudin le succès qu'on lui envie, qu'on critique si indécemment : & eût-ce dont été un crime, un tort pour eux, d'avoir conçu des droits & de la qualité de la Dame Hudin, le jugement que les Magistrats eux-mêmes en ont porté, malgré la contradiction que ces droits & cette qualité ont éprouvée !

Devons-nous maintenant nous arrêter à ce que les adversaires ont dit des autres pièces produites par la Dame Hudin, de cette obligation de 258 livres tournois consentie en 1666 à Saint-Domingue par le Sieur Chaudreau de la Clochette, au profit de René Aubry, & des poursuites faites sur cette obligation, en vertu d'une procuration de René Aubry à Jean Aubry ?

Il paroît qu'à cet égard les conseils de la Dame Hudin avoient été induits en erreur par l'incorrection d'une expédition de l'enquête faite en 1742 sur l'état du Sieur Aubry. Ils avoient cru trouver dans une déposition de cette enquête une analogie entre un oncle du Sieur Aubry dont le témoin parloit, & ce René Aubry, créancier du Sieur Chaudreau. C'étoit une erreur.

Ces pièces, & leur existence dans les mains de la veuve Hudin, prouvent seulement que René Aubry, dont il y étoit parlé, étoit aussi de la famille des Aubry de la Rochelle ; mais il n'en résulloit pas que René Aubry fût frère de Martin. La Dame Hudin prétendoit seulement que René étoit oncle de Martin.



De ce que Jean Aubry auroit obtenu en 1686 une Sentence où il se feroit dit héritier d'autre Jean Aubry son père, où il auroit supposé que ce Jean Aubry son père étoit *seul héritier de René*, il ne s'ensuivroit pas, comme on le dit, que Jean Aubry, second du nom, n'eût point eu un frère nommé *Martin*. On pourroit seulement en conclure que Jean Aubry, premier du nom, étoit *seul héritier de René*.

La Sentence étoit rendue en faveur de *Jean-Aubry fils, héritier de Jean-Aubry son père*, & icelui comme ayant recueilli la succession de feu René Aubry, son oncle, *seul héritier d'icelui*.

Les mots, *seul héritier*, appartiennent à Jean Aubry père, relativement à René, & non pas à Jean Aubry fils, relativement à Jean Aubry père.

La différence est même frappante. On dit que Jean Aubry père étoit *seul héritier* de René, & en parlant de Jean Aubry fils, on dit seulement qu'il est *fils héritier* (& non pas *seul héritier*) de Jean Aubry, son père.

Au lieu d'en conclure que Jean Aubry fils n'avoit point de frère, il en résulteroit plutôt le contraire, puisqu'il ne se disoit pas *seul héritier* de son père, quoiqu'il eût soin de dire que son père avoit été *seul héritier* de son oncle.

Mais on a la fureur d'altérer tout : & pouvoit-on espérer que le sens d'un acte seroit respecté par ceux qui ont nié & mutilé la lettre même de tant d'autres ?

Ces dernières pièces prouvent donc que la veuve Hudin avoit eu un autre parent à Saint-Domingue, & que si l'ancienneté des temps ne lui a pas permis de rapporter des preuves plus précises de son existence, & du degré de parenté qui l'unissoit à ce René Aubry, on y trouve au moins le motif apparent qui conduisit Martin Aubry lui-même à Saint-Domingue ; on y trouve au moins la preuve que Martin Aubry ne fut pas le premier & le seul des Aubry de la Rochelle qui passa à Saint-Domingue.

Il n'y fut pas non plus abandonné par sa famille entière, comme l'eût été le Martin Aubry de Tours, dans la fiction des adversaires. Martin Aubry conserva jusqu'à sa mort le souvenir, l'attachement d'un frère pour Guy Aubry, père de la Dame Hudin. Il lui en donna des preuves. Il en reçut de lui. Marie Dubois, sa veuve, annonça à Guy Aubry la mort de Martin Aubry son frère, & réclamant son affection pour ses enfans, elle lui adressa son fils en 1708 ; ses premiers pas en France furent vers son oncle Guy Aubry, il fut reçu chez lui, dans sa famille ; bientôt forcé de renoncer au séjour de Paris, il revient à la Rochelle. Il y reçoit encore de nouvelles preuves de la tendresse de son oncle. Il lui prête une somme modique, mais proportionnée aux besoins du neveu, & aux facultés de l'oncle, à son état du moins. Il ne peut lui fournir un objet plus important, mais il le cautionne pour sa valeur. Un des petits enfans de Guy Aubry, le fils de la

veuve Hudin, vient à Saint-Domingue. Le Sieur Aubry le reçoit affectueusement. Il veut l'y retenir, & cet enfant y résiste, mais il emporte des marques de sa tendresse. Un parent de la Dame Hudin, Me. Bourgeois, se présente, il est accueilli par le Sieur Aubry, il cherche encore à le fixer près de lui, il s'informe avec intérêt de la Dame Hudin & de l'état de sa fortune.

Et qui ne s'écriera avec nous ? Il est aussi évident que le Sieur Aubry appartenait à la Dame Hudin, aux Aubry de la Rochelle, qu'il est clair qu'il était absolument étranger aux Aubry de Tours ! Sa famille était celle que son père & sa mère lui avaient appris à regarder comme la sienne, celle qu'il a constamment, perpétuellement reconnue pour la sienne : les Aubry de Tours n'ont, pour balancer tant & de si fortes preuves, qu'un système, une fiction fautive comme les raisonnemens dont ils l'étaient, comme les faits dont ils l'ornent, comme les conséquences qu'ils en tirent, comme les contradictions qu'ils opposent aux titres de la Dame Hudin, en les tronquant, en les défigurant, en les supposant tels qu'ils voudraient qu'ils fussent, au lieu de les présenter tels qu'ils sont. Les Aubry de Tours abusent d'une ressemblance de nom dont ils reconnoissent eux-mêmes la futilité, lorsqu'ils la retrouvent dans la veuve Hudin. Ils abusent de la mention de l'âge dans un acte dont l'objet ne fut jamais de vérifier, de constater la durée de la vie des hommes, d'une mention, qui tantôt se trouve dans ces sortes d'actes, & tantôt ne s'y trouve pas, d'une mention qui n'est due qu'au caprice de celui à qui il plaît de la faire, qui n'a d'autre base, d'autre mesure que des rapports inexacts, ou une appréciation plus inexacte encore ; mais ils n'ont ni preuves, ni adminicules de cette *identité* précieuse & déterminante, lorsqu'il s'agit d'établir une filiation ; ils n'ont ni preuves, ni adminicules de *possession d'état*, rien, absolument rien qui les lie & les rapproche de l'individu qu'ils revendiquent, après l'avoir abandonné pendant toute sa vie, après s'être, selon eux-mêmes, entièrement détachés pendant plus d'un siècle, & de cet individu, & de celui qu'ils choisissent parmi eux pour en faire son père.

Il leur a fallu plus de 20 ans pour composer, arranger, combiner ce plan merveilleux, pour surprendre à la faiblesse de quelques vieillards des relations incohérentes & infidèles, comme les idées & la mémoire de leur âge, pour leur faire déclarer, sans le faire assurer même par un serment, qu'ils avaient entendu dire ce qui était ignoré de ceux par lesquels on le fait dire, ou ce qu'on avait pris soin de leur crier la veille. Ils ont eu pleine connoissance des débats de la famille Caradeux avec la Dame Hudin ; ils avaient un représentant dans la Colonie, long-temps avant qu'ils fussent terminés, mais ils n'ont pas osé se présenter alors. Le complot n'était pas mûr encore. L'acte de notoriété n'était encore ni fait, ni conçu.

Combien la marche de la Dame Hudin a été différente ! C'est à l'instant même de la mort du Sieur Aubry qu'elle se présente. Il ne lui fallait ni réflexions, ni préparatifs, ni combinaisons pour disposer le système d'une parenté qu'elle connoissait depuis son enfance, dont elle avait des preuves aussi certaines. Ses soins, ses efforts se bornent à en assurer l'existence par un enregistrement à la Rochelle, & à renouveler au Port-au-Prince cette précaution sage. Elle les livre ensuite,

avec la confiance qui naît de la vérité, à la critique, à la censure de ses adversaires. On n'en conteste pas ouvertement & précisément la vérité, mais on manifeste des doutes, on la met en problème. La Dame Hudin va au-devant de ce qui peut & doit l'affurer, ou la détruire. Confondez mon imposture, s'écrie-t-elle, par une vérification, par une comparaison. Six pièces, de trois mains différentes, offrent des moyens si faciles d'en prouver la fabrication ! Mais l'aggression paroît trop dangereuse à ses adversaires, & on leur fait soutenir que ces titres sont douteux & insuffisans, parcequ'ils étoient évidemment vrais : ils devoient donc produire l'effet que l'Arrêt de 1767 leur a donné. Cet Arrêt n'est pas le fruit du concert & de la connivence. Il est le résultat du jugement le plus réfléchi, le plus sage, préparé par une contradiction bien vive, déterminé par des titres & des preuves incontestables. Cet Arrêt est un nouveau titre pour la Dame Hudin, une autre barrière insurmontable pour les adversaires. Il a toute la force de la chose jugée, d'une vérité reconnue ; il feroit, s'il en avoit besoin, fortifié par la longue exécution qu'il a reçue, sous les yeux des adversaires & de leur aveu. Ils l'ont connu en 1767, ils l'ont attaqué en 1788. Les adversaires n'eussent pas pu soutenir le parallèle avec la Dame Hudin, en 1767. Il est bien plus désavantageux pour eux aujourd'hui. Chaque jour de leur silence a ajouté une nouvelle valeur à ses droits.

Ceux de la famille Caradeux & du Sieur de Gizeux ont le même avantage. Ils ont été respectés par les adversaires jusqu'en 1786. Mais leur évidence, l'authenticité de leurs titres multipliés, la foule de preuves de toute espèce de leur parenté avec le Sieur Aubry, celles de la reconnaissance réciproque de cette parenté, n'avoient pas besoin d'être confirmées par le temps & l'usage qu'ils en ont fait. On a eu la témérité, l'imprudence de les contester avant de les connoître, d'affirmer qu'ils n'existoient pas ; aura-t-on le courage de les nier encore en les voyant, en les touchant, en les lisant ?

Si l'intérêt & l'ambition pouvoient aveugler à ce point le représentant des adversaires, au moins devons-nous espérer que leur défenseur se rendra à l'évidence. Il regrettera sans doute de s'être laissé abuser par des Mémoires inexacts, d'avoir trop légèrement adopté & publié des inculpations injurieuses pour la famille que nous défendons & pour ses auteurs.

Nous avons établi les droits des Sieurs & Dames Caradeux sur la succession du Sieur Aubry. Nous les avons justifiés par des titres incontestables.

Nous avons prouvé que le Sieur de Gizeux devoit y être admis concurremment avec eux, & que la reconnaissance de ses droits par la famille Caradeux étoit un acte de justice & de raison.

Nous avons démontré que ceux de la Dame Hudin n'auroient pas dû être contestés, mais qu'ils ont dû nécessairement triompher de la longue & vive résistance qu'on leur a opposée ; que les Arrêts qui les ont consacrés, sont justes, & qu'il y auroit eu de la déraison à prétendre plus longtemps résister à leur exécution.

Cette dernière vérité en fournit une autre à laquelle il est impossible de se refuser : c'est que la

prétention des adversaires est ridicule & inadmissible, puisque le Sieur Aubry ne peut pas avoir eu deux familles paternelles en même-temps. Il appartenait aux Aubry de la Rochelle ; il ne pouvoit donc pas être des Aubry de Tours ; aussi n'ont-ils aucune preuve de leur prétendue parenté, de l'identité du Martin Aubry qu'ils disent être né dans leur famille, avec le père du Sieur Aubry. Nous avons écarté sans retour les pièces informes & insuffisantes, les inductions fausses qu'ils voudroient faire passer pour les preuves qui leur manquent, & qu'ils ne peuvent pas avoir, puisque le Sieur Aubry leur est étranger.

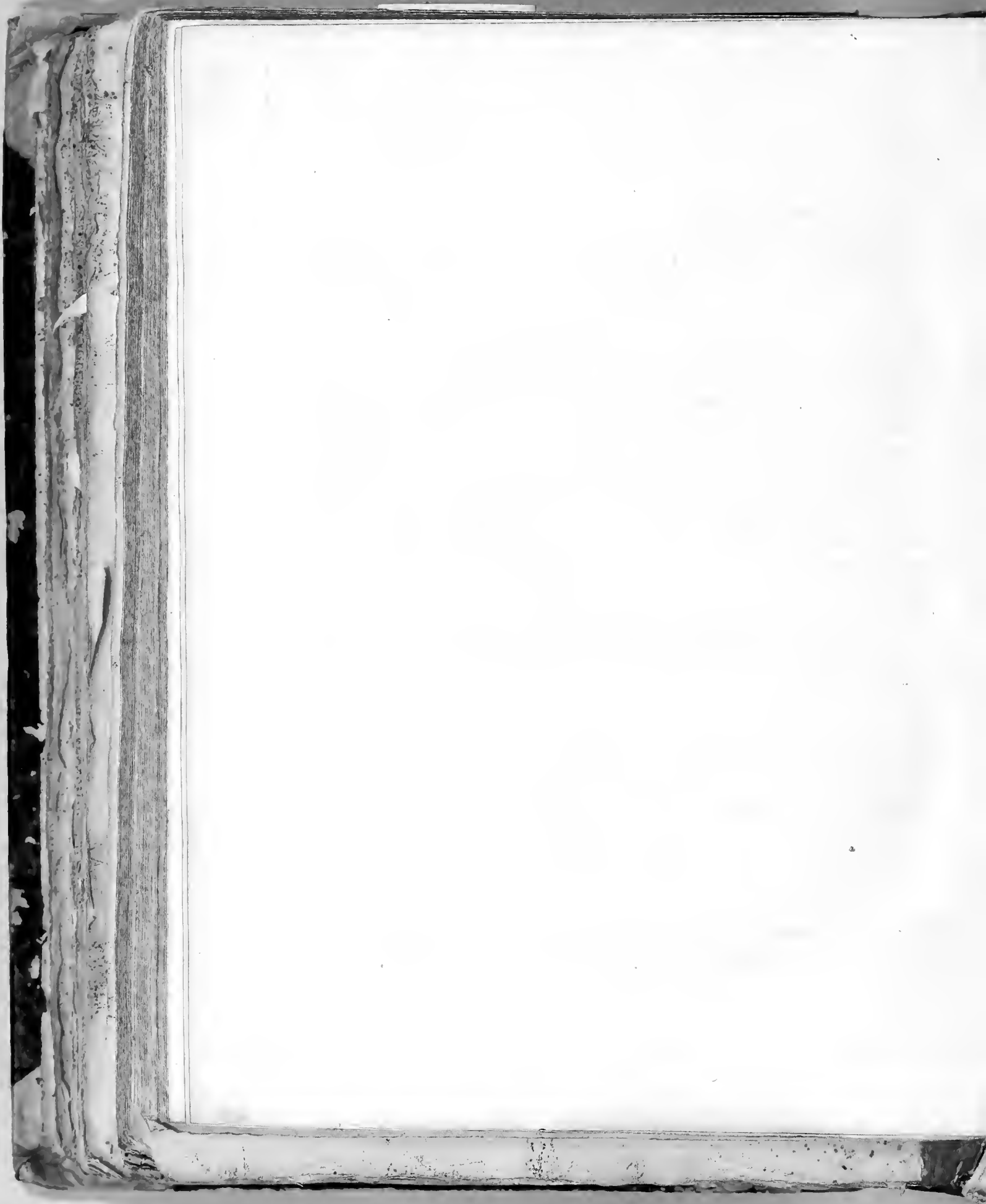
Pourquoi l'intérêt de la famille Caradeux ne nous permet-il pas de terminer là notre discussion ? Pourquoi l'inexactitude sur les faits & sur les dates même de pièces authentiques nous a-t-elle contraints de nous élever avec force contre des infidélités ou des erreurs cruelles par leurs effets ?

Les droits des Sieur & Dames Caradeux étoient assez certains, leurs titres assez clairs, pour qu'ils pussent voir d'un œil indifférent la tentative extravagante de leurs adversaires. Mais on ne s'est pas borné à vouloir leur arracher leur fortune : on les a accusés de l'avoir usurpée par des voies illicites & criminelles ; on les a présentés comme coupables de subornation, comme complices de la fausseté des titres de la Dame Hudin. On s'est permis de contester leur état, celui de leur mère, celui de leur aïeule, lorsque le Sieur Chenantais lui-même a placé la famille Caradeux dans la généalogie qu'il a arrangée à son gré pour les Aubry de Tours. On a affirmé, dans un Écrit imprimé & répandu avec une profusion affectée, que l'aïeule & la mère des Sieurs Caradeux *paroissent avoir contracté des mariages légitimes, quoique ni l'une ni l'autre n'eût eu l'avantage d'une semblable naissance.* Comment a-t-on pu se permettre tous ces outrages ? Comment a-t-on pu calomnier aussi gratuitement la mémoire de ces deux auteurs d'une famille qui en forme aujourd'hui une foule d'autres respectables & justement considérées ? Il faut avoir la preuve, & la preuve sans réplique, de faits aussi offensans, avant que de les publier, & ils sont tous controuvés. On a donc fait servir à la passion la plus blâmable les moyens réservés à la défense légitime & nécessaire. Cet abus est impardonnable. Les Sieur & Dames Caradeux en demandent justice. Il est de la sagesse des Magistrats de le réprimer.

*Signé, CARADEUX ; CARADEUX, veuve CHATEAUBLOND ; BOISSONNIERE DESURÉ,  
Fondé de procuration de la Dame Boissonniere des Mornais ; TRUBLET DUGUET,  
Fondé des pouvoirs des Sieur & Dame de Rocheblanche.*

*Monsieur POURCHERESSE DE VERTIERES, Conseiller-Rapporteur.*

Me. DUBUISSON, Avocat.





JEAN DUBOIS.  
ANNE GALOP.

SIMONE DUBOIS.  
RENÉ GRANDHOMME.

Le Sieur  
GRANDHOMME DE GIZEUX.

MARIE DUBOIS,  
mariée au Port-de-Paix,  
à MARTIN AUBRY.

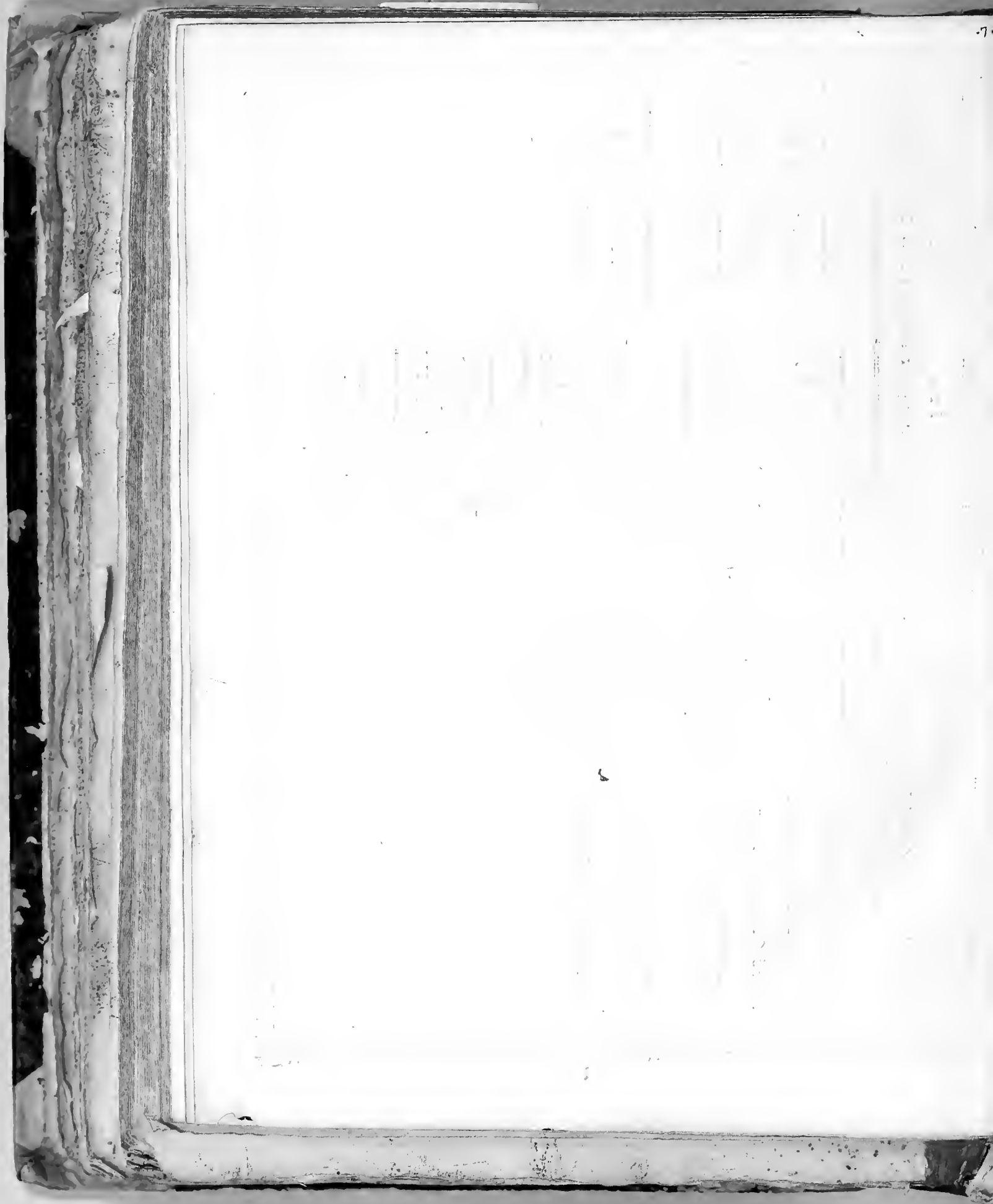
JEAN-MARTIN  
AUBRY,  
*de cujus.*

MARIE-MAGDELEINE  
AUBRY,  
BARTHELEMY SIMON.  
LOUISE-AMABLE SIMON.  
JEAN-JACQUES  
CARADEUX.  
Les Sieurs & Demoiselles  
CARADEUX.

JEAN AUBRY.  
FRANÇOISE ESNAUD.

GUY AUBRY.  
RENÉE NEAU.

MARIE AUBRY,  
Veuve HUDIN.





# R É P L I Q U E

POUR les héritiers *AUBRY*, de Coura,  
intimée, anticipans & adhérens à l'appel.

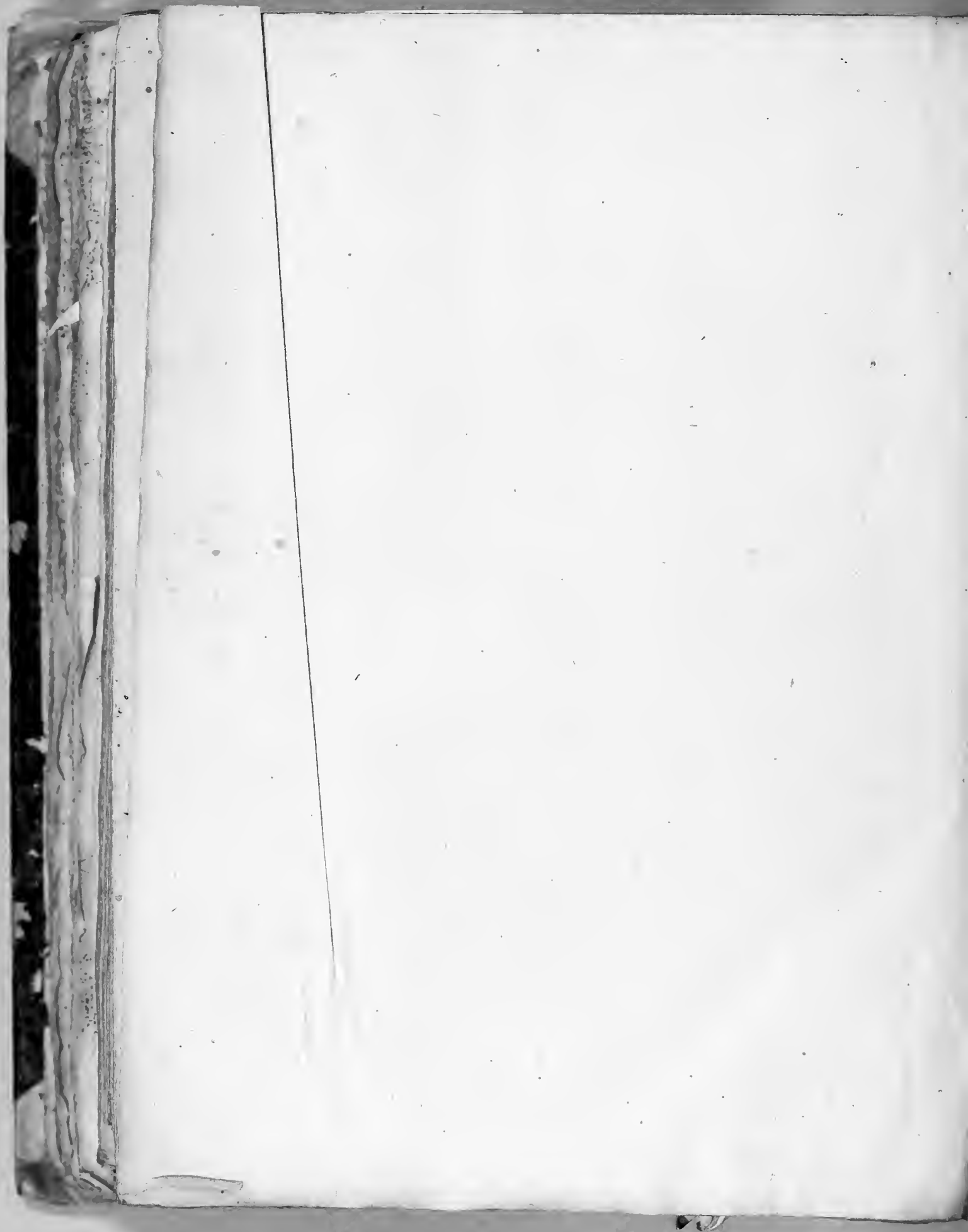
C O N T R E

Le Sieur *CARADEUX*, aîné, appellan  
de Sentence du Siège royal du Port-au-Prince,  
du 29 Juillet 1786 & anticipé ;

Le Sieur *CARADEUX* de la Caye ;  
Les Dames *LATOISON*,  
*DE ROCHE - BLANCHE*,  
*DE CHATEAU - BLOND* &  
*DES MORN AIS*, habitans au cul-de-sac,  
intimée ; & C O N T R E

Le S<sup>r</sup> *GRANDHOMME* de Gizeux  
& la Veuve *HU DIN*.

C E U X qui écrivent pour instruire les Tribunaux, n'ont pas en effet de  
devoir plus important à remplir, que de leur présenter la vérité. Ils en



E119

T6m

1-11-11

11.1



